



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

PROJET DE LOI PORTANT LOI DE REGLEMENT 2020



TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS _____	III
LISTE DES TABLEAUX _____	VI
LISTE DES GRAPHIQUES _____	VIII
LISTE DES ANNEXES _____	IX
EXPOSE DES MOTIFS _____	10
I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE _____	11
II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS _____	21
A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE _____	21
B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE _____	22
1. <i>Secteur administratif</i> _____	22
2. <i>Secteur social</i> _____	37
3. <i>Secteur infrastructure</i> _____	43
4. <i>Secteur productif</i> _____	48
III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE DES LOIS DE FINANCES 2020 _____	54
A. INTRODUCTION _____	54
B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS _____	54
1. <i>Mouvements de crédits</i> _____	54
2. <i>Décret d'avance : ouverture de crédits supplémentaires</i> _____	62
C. ANALYSE BUDGETAIRE ET FINANCIERE DES LOIS DE FINANCES 2020 _____	63
1. BUDGET GENERAL DE L'ETAT (BGE) _____	63
1.1 RECETTES DU BGE _____	63
1.2 DEPENSES DU BGE _____	67
1.3 OPERATION DE TRESORERIE _____	76
2. BUDGETS ANNEXES (BA) _____	77
3. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR (CPT) _____	83
4. FONDS DE CONTRE VALEUR (FCV) _____	85
5. OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP) _____	87
D. DEPASSEMENT DE CREDITS _____	93
1. Dépassements de crédits sur financement Intérieur _____	93
2. Dépassement de crédits sur financement extérieur _____	95
PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020 _____	98

LISTE DES ABREVIATIONS

A : Atteint
ACCPDC : Agence Comptable Centrale des Postes Diplomatiques et Consulaires
ACFCV : Agence Comptable de Fonds de Contre-valeur
AGOA: African Growth and Opportunity Act
Aut. : Autres ou Sans aucunes valeurs de référence
AUGURE : Application Unique pour la Gestion Uniforme des Ressources humaines de l'Etat
AVC : Accident Vasculaire Cérébral
BA : Budgets Annexes
BAD : Banque Africaine du Développement
BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCM : Banque Centrale de Madagasikara
BFM : Banky Foiben'i Madagasikara
BCSE : Bordereaux de Crédits Sans Emploi
BGE : Budget Général de l'Etat
BIANCO : Bureau Indépendant Anti-Corruption
BTA : Bon du Trésor par Adjudication
BTF : Bons du Trésor FIHARY
BTP : Bâtiment et Travaux Publics
BTS : Bons de Tirages Spéciaux
CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle
CDMT : Cadre des Dépenses à Moyens Termes
CEE : Communauté Economique Européenne
CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante
CF : Contrôle Financier
CGAF : Compte Général de l'Administration des Finances
CHD : Centre Hospitalier de District
CHR : Centre Hospitalier Régional
CHU : Centre Hospitalier Universitaire
CNaPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNIDH : Commission Nationale Indépendante des Droites de l'Homme
COVID-19 : Coronavirus 2019
CPR : Caisse de Prévoyance et de Retraites
CPT : Comptes Particuliers du Trésor
CRCM : Caisse de Retraite Civile et Militaire
CSA : Centre de Service Agricole
CSB : Centre de Santé de Base
CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
DEME : Direction des Etudes et de la Modélisation Economique
DGEP : Direction Générale de l'Economie et du Plan
DGT : Direction générale du Trésor
DLR : Division Loi de Règlement
DTI : Droits et Taxes à l'Importation

DTS : Droits de Tirages Spéciaux
EMP. : Emprunts
Eval. : Evaluation
FAD : Fonds Africain de Développement
FCV : Fonds de Contre-Valeur
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
FMI : Fonds Monétaire International
FPP : Fiche de Performance Pluriannuelle
FSP : Fonds de Solidarité Prioritaire
GAC : Gestionnaire d'Activité
GRC : Gestion des Risques et des Catastrophes
HCC : Haute Cour Constitutionnelle
IDA : International Development Association
IEC : Information-Education et Communication
IN : Imprimerie Nationale
Ind. Insc : Indicateur Inscrit
INSTAT : Institut National de la Statistique
Inst/Min : Institutions/Ministères
IPC : Indice de Prix à la Consommation
IRCM : Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy
LFI : Loi de Finances Initiale
LFR : Loi de Finances Rectificative
LOLF : Loi Organique sur les Lois de Finances
MAEP : Ministère de L'Agriculture, de L'Elevage et de la Pêche
MATHTP : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics
MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEEH : Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures
MENETP : ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement Technique et Professionnel
MEF : Ministère de l'Economie et des Finances
MID : Marché Interbancaire de Devises ou Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MIDSP : Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé
Mis. : Mission
MMRS : Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques
MPPSPF : Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
MPTDN : Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique
MSANP : Ministère de la Santé Publique
MTTM : Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie
NA : Non Atteint
ND : Non Disponible
NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OCDP : Opérations en Capital de la Dette Publique
OG : Objectif Global
OGT : Opérations Globales du Trésor
ONG : Organisation Non Gouvernementale

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ORDSEC : Ordonnateur Secondaire
OS : Objectif Spécifique
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PGA : Paierie Générale d'Antananarivo
PGE : Politique Générale de l'Etat
PIB : Produit Intérieur Brut
PIP : Programme d'Investissement Public
PLOFs : Plans Locaux d'Occupation Foncière
PLR : Projet de Loi de Règlement
PME/PMI : Petites et Moyennes Entreprises/ Petites et Moyennes Industries
PND : Plan National de Développement
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPN : Produits de Première Nécessité
PPP : Partenariat Public Privé
Prog. : Programme
RAP : Rapport Annuel de Performance
RdP : Responsable de Programmes
Réal. : Réalisations
REF : Rapport Economique et Financier
REPEX : Représentations extérieures
RPI : Ressources Propres Internes
RRI : Rapid Result Initiative
SECD : Service de Coopération et du Développement
SG : Secrétariat général
SGAB : Service de la Gestion des Aides Bilatérales
SIFIM : Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SIIGFP : Système Intégré Informatisé de Gestion des Finances Publiques
SOA : Service Opérationnel d'Activités
SST : Sécurité Sociale des Travailleurs
SUB. : Subventions
TG : Trésorerie Générale
TIC : Technologie de l'Information et de la Communication
TMA : Trésorerie Ministérielle de l'Agriculture
TMEN : Trésorerie Ministérielle de l'Education Nationale
TMS : Trésorerie Ministérielle de la Santé
TP : Trésorerie Principale
TPI : Tribunal de Première Instance
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNDAF : United Nations Development Assistance Framework
UNFPA : United Nations Population Fund
UNICEF : United Nations International Children's Emergency Fund
USD : United States dollar
VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine
ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance par branche d'activités (en % de variation)	14
Tableau 2 : Dynamisme de l'IPC par Secteur Productif et par Catégorie de Produits (en %).	15
Tableau 3 : Récapitulatif sur l'évolution de l'inflation et de la masse monétaire (M3).	16
Tableau 4 : Parités USD/Ariary et DTS/Ariary sur le MID (en Ariary)	16
Tableau 5 : Récapitulatif des taux de change en fin de période (en Ariary)	16
Tableau 6 : Situation de la Balance des paiements (en millions de DTS).....	17
Tableau 7 : Evolutions et réalisations des recettes de l'Etat en 2020.....	18
Tableau 8 : Evolution et Réalisation des dépenses de l'Etat en 2020	19
Tableau 9 : Financement du solde budgétaire en 2020	20
Tableau 10 : Récapitulation de la situation de la performance et budgétaire par secteur en 2020.....	21
Tableau 11 : Réalisation physiques et financières des Ministères du secteur administratif.	22
Tableau 12 : Récapitulation des réal. financières et physiques des Inst/Min du secteur administratif .	23
Tableau 13 : Réalisation physiques et financières des Ministères du secteur social	37
Tableau 14 : Récapitulation des réal. physiques et financières des Ministères du secteur social.	38
Tableau 15 : Réalisations physiques et financières des Ministères au sein du secteur infrastructure ...	43
Tableau 16 : Récapitulation des réalisations physiques et financières des Min. du secteur infrastructure.	44
Tableau 17 : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif ..	49
Tableau 18 : Récapitulation des réal. physiques et financières des Ministères du secteur productif. ...	50
Tableau 19 : Situation des mouvements de crédits de 2018 à 2020	54
Tableau 20 : Situation des recettes	63
Tableau 21 : Recette fiscale.....	64
Tableau 22 : Recettes non fiscales.....	64
Tableau 23 : Recettes du BGE par régie financière.....	66
Tableau 24 : Crédits et dépenses effectuées de l'Intérêt de la Dette publique	67
Tableau 25 : Niveau d'exécution d'Intérêts de la Dette par objet	68
Tableau 26 : Opération courante solde.....	69
Tableau 27 : Dépenses de Personnel de catégorie trois.....	70
Tableau 28 : Opération courante hors solde.....	71
Tableau 29 : Emploi des investissements	73
Tableau 30 : Dépenses d'investissement par financement	73
Tableau 31 : Dépenses d'investissement par région.....	74
Tableau 32 : Récapitulation de la réalisation du BGE.....	75
Tableau 33 : Situation des recettes de l'IN.....	78

Tableau 34 : Situation des dépenses de l'IN	79
Tableau 35 : Situation des recettes des PTT.....	80
Tableau 36 : Situation des recettes des PTT.....	81
Tableau 37 : Synthèse des réalisations des BA	82
Tableau 38 : Situation des CPT pour 2020.....	83
Tableau 39 : Situation des recettes des FCV	85
Tableau 40 : Situation des dépenses des FCV.....	85
Tableau 41 : Synthèse des situations des FCV de l'année 2020	86
Tableau 42 : Situation des Opérations en Capital de la dette publique	87
Tableau 43 : Situation des décaissements en 2020.....	88
Tableau 44 : Situation des amortissements	90
Tableau 45 : Situation des encours de la dette publique.....	91
Tableau 46 : Garanties octroyées par l'Etat 2020	92
Tableau 47 : Direction de l'Inspection Générale des Service.....	93
Tableau 48 : Service central des finances et du budget.....	93
Tableau 49 : Direction Générale du Trésor	94
Tableau 50 : Direction de la Solde et des Pensions.....	94
Tableau 51 : Ministère des Affaires étrangères	94
Tableau 52 : Dépassement de crédits sur DTI.....	95
Tableau 53 : Dépassement de crédits sur SUBVENTION.....	95
Tableau 54 : Dépassement de crédits sur financement EMPRUNT.....	96
Tableau 55 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2020	97

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Performance du secteur administratif en 2020 (en %)	22
Graphique 2 : Performance du secteur social en 2020 (en %)	38
Graphique 3 : Performance du secteur infrastructure en 2020 (en %)	44
Graphique 4 : Performance du secteur productif en 2020 (en %)	49
Graphique 5 : Situation des recettes du BGE par nature	65
Graphique 6 : Réalisation des régies financières dans le BGE	67
Graphique 7 : Situation de l'Intérêt de la Dette publique	68
Graphique 8 : Opération courante solde	69
Graphique 9 : Opération courante hors solde	72
Graphique 10 : Budget général de l'Etat par catégorie	76
Graphique 11 : Situation des recettes de l'IN	78
Graphique 12 : Situation des dépenses de l'IN exercice 2020	79
Graphique 13 : Situation des recettes des PTT exercice 2020	80
Graphique 14 : Situation des dépenses des PTT exercice 2020	82
Graphique 15 : Courbes d'évolution de la situation des FCV des cinq dernières années	87
Graphique 16 : Situation des décaissements en 2020	89
Graphique 17 : Situation des amortissements	90
Graphique 18 : Situation des encours de la dette publique	92

LISTE DES ANNEXES

1. Compte Général de l'Administration des Finances
2. Situation des recettes du BGE
3. Situation des recettes non fiscale
4. Etats de dépenses (fonctionnement, solde, investissement) par Institution/Ministère du BGE
5. Compte Administratif du Budget Annexe de l'IN
6. Compte Administratif du Budget Annexe des Postes et Télécommunications
7. Etat de dépenses du Budget Annexe de l'IN
8. Etat de dépenses du Budget Annexe des Postes et Télécommunications
9. Certificat de conformité et décisions de prélèvement des fonds du Budget Annexe de l'IN
10. Etat des dépenses des Comptes Particuliers du Trésor
11. Situation des recettes des Comptes Particuliers du Trésor
12. Situation des opérations sur Fonds de Contre-Valeur
13. Etat de dépenses par Ministère des Fonds de Contre-Valeur
14. Opérations en Capital de la Dette Publique (Emprunts)
15. Etats de développement de crédits par Institution/Ministère
16. Rapport Annuel de Performance
17. Actes modificatifs de crédits (Arrêtés de mouvements de crédits, Décret de Transfert et de virement de crédits)
18. Etat récapitulatif des dépenses par Ministère-Mission-Programme et Financement
19. Situation financière des Etablissements Publics Nationaux
20. Explication des dépassements de crédits



EXPOSE DES MOTIFS

Au cours de l'année 2020, la conjoncture économique internationale a été frappée par l'irruption du virus Covid-19, apparu tout d'abord en Chine, avant de se répandre au reste du monde. De nature sanitaire, et à priori temporaire, c'est un choc polymorphe (offre, demande, confiance) qui a atteint les frontières malgaches vers la fin du premier trimestre 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été décrété au mois de mars. Le confinement des Régions les plus touchées a été décrété au mois de mars et également au mois de juillet.

Les effets socioéconomiques ont été considérables et le taux de croissance a chuté à -7,1%¹. Le secteur tourisme et ses activités connexes ont été fortement en grande difficulté avec la fermeture des frontières.

¹ INSTAT, 2021

I. ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

❖ TENDANCE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'année 2020 était marquée par le ralentissement de l'activité économique mondiale consécutive à la pandémie de Covid-19, après une croissance de 2,8% en 2019².

La croissance mondiale a reculé de 2,8 points de pourcentage par rapport à 2019 et s'est établie à -3.1%.

Aux États-Unis, l'activité économique a reculé de -4,5% à la suite d'une baisse des dépenses de consommation, une contraction du marché de travail sans oublier les effets décroissants d'un nouvel assouplissement des conditions financières. Dans la Zone Euro, un recul du PIB à -6,3% est observé en raison du ralentissement de l'activité manufacturière en Allemagne, du ralentissement de la demande intérieure et de l'exportation.

Les économies émergentes ont été moins sévèrement touchées avec un recul de -2,1% grâce à la Chine qui a eu une croissance positive de 2,3% et qui a su tirer profit tant du rebond de ses exportations en matière médicale que des difficultés rencontrées par ses concurrents. Par contraste, l'Inde a connu une récession sévère de -7.3%, à cause de la recrudescence de la pandémie et une pénurie en matière de fournitures médicales essentielles.

En Afrique Subsaharienne, une croissance négative de -1,7% a été enregistrée avec un recul plus prononcé pour les pays tributaires du tourisme et des exportations de produits de base mettant en péril des années de développement et des gains acquis pendant des décennies de lutte contre la pauvreté.

Enfin, cet effondrement de l'économie mondiale a été intensifié par l'incertitude accrue des échanges commerciaux, le retard de lancement des vaccins, le risque de refinancement des emprunteurs vulnérables ainsi que les répercussions économiques des tensions géopolitiques et troubles sociaux.

En 2020, l'inflation mondiale a été contenue par une demande mondiale morose.

Si dans les pays émergents et les pays en développement, l'inflation a été ralentie par une perspective morose de l'activité économique, dans les pays avancés par contre, la baisse des prix est due à une hausse persistante de l'épargne sous l'effet de la perception accrue du risque de chômage et de maladie d'une part et le ralentissement des secteurs d'activités à forte élasticité d'autre part. Par ailleurs, les prix des matières premières hors énergie ont connu une légère hausse de 1,02% par rapport à l'année précédente du fait des perturbations des chaînes d'approvisionnement et du ralentissement de l'activité économique. Les prix des produits énergétiques se sont toutefois effondrés avec une baisse de 46,9% du prix de brut due à la fermeture de nombreuses sociétés pétrolières aux vagues de licenciement et dépréciations d'actifs.

² Perspectives Économiques Mondiales, Octobre 2021, FMI

L'effondrement du commerce mondial a été exacerbé par les tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine

Aux impacts économiques de la pandémie se sont ajoutés des tensions entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que la résurgence des tendances protectionnistes dans le secteur de la technologie. Il s'en est suivi une contraction considérable de -8,5% du volume du commerce mondial. Un fléchissement qui a touché tant les pays avancés que les pays émergents et en développement.

❖ *ECONOMIE NATIONALE*

➤ Analyse de la croissance

Pour l'année 2020, la pandémie COVID-19 a freiné l'économie malagasy

Une récession générale de -7,1% est estimée à la suite des impacts non négligeables de la crise sanitaire sur les activités socioéconomiques du pays. En effet, même si certaines branches d'activités ont pu être épargnées par les retombées négatives de la pandémie, telles que l'agriculture, l'énergie, le BTP et la Télécommunication ; les branches performantes avant la crise sont les plus impactées par le choc engendré par le Covid-19 notamment les industries extractives, le textile, le transport et le tourisme.

Secteur primaire en 2020

Le secteur primaire a enregistré un repli de -1,4% en 2020. La production rizicole de la campagne 2019-2020 est estimée à 4 232 000 tonnes de paddy soit une légère augmentation de 1000 tonnes par rapport à celle de la campagne précédente. La branche agricole a été perturbée par la crise sanitaire en dépit de la bonne performance des principales zones rizicoles notamment les Hauts Plateaux, les divers aménagements/réhabilitations et malgré l'utilisation de semences améliorés, d'engrais et de matériels agricoles.

La performance de la branche de l'élevage et pêche a diminué par rapport à 2019 et ce, malgré la mise en place d'un système de traçabilité, d'identification électronique dans la filière bovine, l'investissement dans la vulgarisation des races performantes pour les autres filières et l'utilisation de matériels performants et adéquats dans la filière halieutique.

La sylviculture a connu une réduction de 1% de surfaces reboisées en 2020 mais un rebond des recettes d'exportation des produits forestiers et redevances collectées, enregistrant des hausses respectives de 122% et de 117% en 2020.

Secteur secondaire

L'industrie a souffert des impacts de la Covid-19. Nombre d'entreprises n'ont pas pu survivre et ont dû cesser leurs activités. Le repli du secteur a été de -29,5%. Cela s'explique par des perturbations liées au commerce international, lesquelles se manifestent par des difficultés de renouvellement des stocks de matières premières et la baisse de la demande des pays étrangers. En effet, une grande partie des matières premières provient de la Chine, tandis que les principales commandes d'exportation sont issues des pays fortement touchés par la pandémie comme les Etats-Unis et l'Europe.

Les effets de la pandémie ont été néfastes aux industries extractives provoquant une chute vertigineuse de la production jusqu'à -56,8% à cause de la suspension des activités dans les petites, moyennes et grandes exploitations. De même, le secteur textile a fait face à de grandes perturbations liées aux mesures adoptées pour endiguer la propagation du virus amenant à une chute de - 15,7%. La branche de l'électricité et eau a enregistré une baisse de 0,1% en 2020 et ce, malgré la hausse de production d'électricité et d'eau.

Secteur tertiaire

Le secteur des BTP a enregistré un recul de 9,3% en 2020 à la suite, entre autres, du report de la mise en œuvre de plusieurs grands chantiers de l'Etat.

Le secteur transport est parmi les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire en 2020. Le secteur a connu une croissance négative de -6,4%. L'Etat a décidé en mars 2020 de fermer son ciel à l'international et de suspendre toutes circulations vers plusieurs régions touchées par la pandémie. Ce qui a aussi contribué au repli de la branche « hôtel et restaurant » de -55,8% par rapport à l'année précédente avec seulement 68 330 touristes en 2020.

Le secteur de la Poste et de la Télécommunication a enregistré une croissance de 13,4% en 2018, de 10,3% en 2019 et de 19,5% en 2020. La prolifération de la nouvelle technologie a marqué l'année 2020 avec la nécessité du télétravail et du maintien de la relation sociale durant la période de confinement.

La branche Banque et Assurance a enregistré une croissance assez morose pour 2020 malgré la hausse des crédits et des dépôts au niveau des banques territoriales et des établissements financiers.

Tableau 1 : Taux de croissance par branche d'activités (en % de variation)

	2019	2020	2020	2020
	réal.	LFI	LFR	réal.
Secteur Primaire	5,9	4,6	3,5	-1,4
Agriculture	7,6	5,6	4,1	-2,3
Elevage et pêche	2,5	2,5	2,2	0,5
Sylviculture	1,0	1,0	0,8	2,8
Secteur Secondaire	6,8	7,4	1,3	-29,5
Industrie extractive	10,3	9,2	-1,4	-56,8
Alimentaire, boisson, tabac	4,1	5,3	5,0	-13,2
Textile	8,2	10,5	-5,1	-15,7
Bois, papiers, imprimerie	2,7	2,8	2,0	-12,0
Matériaux de construction	6,0	6,5	-2,1	-18,4
Industrie métallique	7,4	7,3	2,7	0,1
Machine, matériels électriques	2,0	2,0	1,5	0,2
Industries diverses	2,5	2,5	1,7	-15,9
Electricité, eau, gaz	3,7	9,6	8,9	-0,1
Secteur Tertiaire	5,0	5,2	-0,8	-5,6
BTP	10,3	11,0	-1,8	-9,3
Commerce, entretiens, réparations	2,3	2,0	-3,7	-2,7
Hôtel, restaurant	15,6	13,2	-7,5	-55,8
Transport	4,8	4,9	-5,5	-6,4
Poste et télécommunication	10,3	10,4	9,1	19,5
Banque, assurance	11,7	4,3	4,2	0,5
Services aux entreprises	2,9	3,0	2,8	-8,1
Administration	0,8	1,0	0,7	-2,9
Education	1,7	0,7	0,5	-12,9
Santé	2,5	0,8	0,6	15,2
Services rendus aux ménages	-13,9	0,7	0,5	-9,3
SIFIM	24,2	4,3	4,2	19,2
Impôts sur les produits	-1,1	5,9	3,4	13,3
PIB aux prix d'acquisition	4,4	5,5	0,8	-7,1
PIB nominal (en milliards d'Ariary)	51 886,1	58 324,8	55 719,9	49 435,6

Sources : MEF/SG/DGEP/DEME, INSTAT

➤ Analyse de l'évolution du niveau général des prix

Pour l'année 2020, la crise socioéconomique engendrée par la pandémie du coronavirus a fait reculer le taux d'inflation à 4,2%³ contre 5,6% durant l'année 2019, soit un écart de l'ordre de 3 points de pourcentages avec la prévision dans les Lois des finances. Cela se perçoit à travers le ralentissement de la variation de la masse monétaire.

En effet, les prix des produits énergétiques ont connu une baisse significative au cours du premier semestre par rapport à la même période l'année précédente. Il en est de même pour les produits importés. Par contre, le prix du riz et des produits alimentaires a progressivement augmenté pendant cette même période. Au cours du troisième trimestre, une certaine stabilisation de prix a été observée avant de s'envoler de nouveau au dernier trimestre.

Tableau 2 : Dynamisme de l'IPC par Secteur Productif et par Catégorie de Produits (en %).

Périodes	ENSEMBLE	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Produits locaux	Produits importés	PPN	Riz	Energie
janv.-20	3,9	3,0	4,4	-2,1	2,0	0,6	-2,7
févr.-20	3,9	3,1	4,3	-1,6	1,9	0,6	-3,3
mars-20	4,2	3,6	4,7	-1,5	2,4	1,1	-3,1
avr.-20	4,5	3,7	5,0	-1,4	2,6	1,6	-3,3
mai-20	4,3	3,7	4,9	-1,6	2,8	1,8	-3,4
juin-20	3,9	3,7	4,2	0,2	2,7	1,8	-1,9
juil.-20	4,0	3,6	4,1	3,1	2,7	1,8	0,9
août-20	3,9	3,7	4,0	3,1	2,6	1,7	0,9
sept.-20	4,3	4,3	4,3	3,3	2,6	1,9	0,9
oct.-20	4,3	4,3	4,4	3,4	2,7	1,8	0,9
nov.-20	4,4	4,3	4,5	3,6	2,7	2,3	1,2
déc.-20	4,5	4,8	4,6	3,8	3,3	3,2	1,8

Source : MEF/SG/INSTAT

³ INSTAT

Tableau 3 : Récapitulatif sur l'évolution de l'inflation et de la masse monétaire (M3).

RUBRIQUES	Réalisations 2019	LFI 2020	LFR 2020	Réalisations 2020
Indice des Prix à la Consommation (en %)				
- Moyenne période	5,6	7,2	7,2	4,2
- Fin de période	4,0	6,2	6,2	4,5
Variation de la masse monétaire (M3 en %)	7,1	18	22,9	12,1

Sources : MEF/SG/INSTAT, BFM

➤ Analyse de l'évolution de la monnaie locale face aux principales devises sur le MID

Dépréciation de l'Ariary face aux devises de référence

L'Ariary s'est déprécié par rapport au DTS en 2020. En effet, le cours du DTS est passé de 5 049,8 Ariary au mois de janvier 2020 à 5 402,96 Ariary au mois de décembre 2020, soit un taux de dépréciation de 6,9%. Toutefois, l'Ariary s'est stabilisé par rapport au Dollar Américain en passant de 3 659,14 Ariary au début de l'année à 3 758,62 Ariary à la fin de l'année, soit une dépréciation de 2,71%.

Tableau 4 : Parités USD/Ariary et DTS/Ariary sur le MID (en Ariary)

Périodes	Parité USD/Ariary	Parité DTS/Ariary
janv-20	3 659,14	5 049,82
févr-20	3 691,36	5 054,36
mars-20	3 704,54	5 084,13
avr-20	3 771,93	5 142,42
mai-20	3 805,76	5 187,59
juin-20	3 815,93	5 265,80
juil-20	3 831,39	5 320,04
août-20	3 795,22	5 357,41
sept-20	3 839,81	5 425,04
oct-20	3 914,48	5 534,27
nov-20	3 864,90	5 492,08
déc-20	3 758,62	5 402,96

Source : Rapport annuel 2020 de la BFM

Tableau 5 : Récapitulatif des taux de change en fin de période (en Ariary)

RUBRIQUES	Réalisation 2019	LFI 2020	LFR 2020	Réalisation 2020
Taux de change (en fin de période)				
- USD/Ariary	3 618,3	3 707,7	3 707,7	3 787,8
- DTS/Ariary	4 998,9	5 189,7	5 094	5 276,3

Source : Rapport annuel 2020 de la BFM

➤ Analyse de la position extérieure de Madagascar vis-à-vis du reste du monde

Situation de la position extérieure

En 2020, la balance des paiements est déficitaire à hauteur de 137,1 millions de DTS contre 85,9 millions de DTS en 2019, soit un creusement de 59,6 %. La prévision de la LFR 2020 selon laquelle la balance sera excédentaire n'a pas été réalisée compte tenu de l'insuffisance des opérations en capital et financières réellement effectuées au cours de l'année notamment les aides budgétaires et les prêts.

Cette détérioration de la balance des paiements découle du déficit de la balance des transactions courantes, passant de 233,6 millions de DTS en 2019 à 465,3 millions de DTS en 2020. Cela s'explique par une baisse de 25,9 % des exportations de biens en 2020. La balance des biens et services a chuté de presque moitié entre cette période. Cette baisse a été anticipée dans la LFR 2020 notamment pour les services.

Les opérations en capital et financières dégagent un excédent de 339,4 millions de DTS en 2020 alors qu'il était de seulement 191,4 millions en 2019, soit une augmentation de 76,7 %. Cette augmentation est due à la hausse des opérations financières, lesquelles dégageaient un déficit de 51,7 millions de DTS en 2019 puis un excédent de 247,5 millions de DTS en 2020. L'intensification des projets d'investissement public ainsi que l'aide budgétaire y contribuent.

Tableau 6 : Situation de la Balance des paiements (en millions de DTS)

RUBRIQUES	Réalisation 2019	LFI 2020	LFR 2020	Réalisation 2020
TRANSACTIONS COURANTES	-233,6	-237,0	-499,2	-465,3
Biens et Services	-482,3	-601,5	-707,5	-806,4
- Balance commerciale	-610,9	-595,6	-545,1	-644,7
- Services nets	128,6	-5,9	-162,4	-161,7
Revenus des investissements	-329,2	-282,4	-369,1	-274
Transferts courants	577,8	646,9	577,4	615,2
OPERATIONS EN CAPITAL ET FINANCIERES	191,6	410,1	700,4	339,4
Opération en capital	243,3	216,5	235,1	91,9
Opérations financières	-51,7	193,6	465,3	247,5
BALANCE GLOBALE	-85,9	173,1	201,2	-137,1

Source : Rapport annuel 2020 de la BFM

➤ Recettes

NB : les recettes ont été comptabilisées selon le tableau ci-après, conformément aux recommandations de la Cour des Comptes selon lesquelles **Recettes Totales = Recettes Budgétaires + Autres Recettes Budgétaires**

La situation économique de l'année 2020 a été difficile et en déclin en raison de la propagation de la Covid-19 à Madagascar et dans le monde.

La réalisation faite au niveau des recettes totales et dons s'élève à 6 320,7 milliards d'Ariary au titre de l'année 2020, soit un taux de réalisation de 91% par rapport à la prévision de la LFR 2020. Malgré la contraction des recettes par rapport à celles prévues dans la LFR 2020, les recettes budgétaires réalisées sont de 98.2% et sont davantage axées sur les recettes fiscales, qui ont atteint 4 706,6 milliards d'Ariary avec un taux de réalisation de 94,7%.

Le taux de pression fiscale (TPF) s'est établi à 9,5% si sa projection dans la LFR 2020 est de 9,3% du PIB. Par rapport à l'année précédente, le TPF a diminué de 1,1 point. Cette diminution est due notamment à la baisse des contributions des deux régies fiscales (impôts et douanes). Les dons n'ont atteint que 70% en termes de réalisation. Ces dons concernent des projets d'une valeur de 808 milliards d'Ariary.

Tableau 7 : Evolutions et réalisations des recettes de l'Etat en 2020

<i>UM: milliards d'Ariary</i>	Année 2020		Variation (%)	Taux de Réalisation 2020	en % du PIB 2020	
	LFR	real	real/LFR	en %	real	LFR
Recettes totales nettes (1) +(2)	6 942,8	6320,7	-9,0	91,0	12,8	12,5
<u>Recettes Budgétaires nettes (1)</u>	5 172,4	5078	-1,8	98,2	10,3	9,3
Recettes fiscales (Brutes)	5 178,1	4 898,2	-5,4	94,6	9,9	9,3
Recettes fiscales (Nettes)	4 972,1	4 706,6	-5,3	94,7	9,5	8,9
Impôts	2 579,3	2 578,6	0,0	100,0	5,2	4,6
Douanes	2 392,8	2 128	-11,1	88,9	4,3	4,3
Remboursement TVA	206,0	191,6	-7,0	93,0	0,4	0,4
<u>Autres recettes budgétaires (2)</u>	1 970,1	1 422,5	-27,8	72,2	2,9	3,6
Recettes Non Fiscales	208,3	179,8	-13,7	86,3	0,4	0,4
Dons	1 761,8	1 242,7	-29,5	70,5	2,5	3,2
Dons courants	564,2	434,7	-22,9	77,1	0,9	1,0
Dons en capital	1 197,6	808	-32,5	67,5	1,6	2,1

Source : MEF/SG/DGT

➤ Dépenses

Par rapport à l'année précédente, les dépenses totales réalisées en 2020 ont progressé de 4,4%. Elles s'élèvent à 8 276,8 milliards Ariary contre une prévision de 10 643 milliards Ariary dans la LFR 2020, soit un taux de réalisation de 77,8%. Cette augmentation des dépenses par rapport à l'année 2019 est due essentiellement à la hausse des dépenses budgétaires et des dépenses en capital respectivement de 13,4% et 17,1% en glissement annuel.

Elles sont beaucoup marquées par la hausse au niveau des ressources intérieures passées de 748,7 à 1 449,9 milliards d'Ariary, soit une augmentation de 93,7%.

Concernant des dépenses de fonctionnement, l'exécution des transferts et des subventions a été plus importante que prévus avec un taux de 158% alors que celle des biens et services n'a été que de 76%.

L'exécution des dépenses d'investissement externe et interne atteignent respectivement 61% et 66%.

Tableau 8 : Evolution et Réalisation des dépenses de l'Etat en 2020

<i>UM: milliards d'Ariary</i>	Année 2020		Variation	Taux de Réalisation 2020	en % du PIB 2020	
	LFR	real	real/LFR	en %	real	LFR
Dépenses totales (1+2)	10 643,1	8 276,8	-22,2	77,8	16,7	19,1
Dépenses courantes (1)	5 447,9	4 934,1	-9,4	90,6	10,0	9,8
<u>Dépenses budgétaires</u>	5 067,5	5 377,7	6,1	106,1	10,9	9,1
Traitements et salaires	2 923,3	2 785,9	-4,7	95,3	5,6	5,2
Fonctionnement	1 632,9	2 230,2	36,6	136,6	4,5	2,9
Biens et services	444,0	338,3	-23,8	76,2	0,7	0,8
Transfert et subventions	1 191,9	1 891,9	58,7	158,7	3,8	2,1
Intérêts	508,2	361,6	-28,8	71,2	0,7	0,9
extérieure dus	208,0	115,2	-44,6	55,4	0,2	0,4
intérieure dus	300,2	246,3	-18,0	82,0	0,5	0,5
<u>Opérations de Trésorerie</u>	380,4	-443,7	-216,6	-116,6	-0,9	0,7
Dépenses en capital (2)	5 195,2	3 342,7	-35,7	64,3	6,8	9,3
Ressources intérieures	2 366,6	1 449,9	-38,7	61,3	2,9	4,2
Ressources extérieures	2 828,6	1 892,8	-33,1	66,9	3,8	5,1

Source : MEF/SG/DGT

➤ Analyse du solde budgétaire

Déficit budgétaire

Le déficit, sur base caisse, est estimé à 1 736,6 milliards Ariary en 2020 contre une prévision de 3 508 milliards d'Ariary dans la LFR 2020. Ce déficit est évalué à -49,5% de ce qui était prévu. Il est à 3,5% du PIB s'il est escompté à 6,3% du PIB dans la LFR 2020. Le déficit est essentiellement financé par des ressources extérieures et intérieures respectivement de l'ordre de 885 milliards Ariary et de 524 milliards Ariary.

Le financement externe a été ainsi de moins 46,5% par rapport à la LFR 2020 et est constitué majoritairement par des prêts projets de 1 084 milliards Ariary. Quant au financement interne, (inférieur de 67,3% à sa valeur prévisionnelle dans la LFR 2020), il est constitué d'une part par le système bancaire de l'ordre de 596 milliards Ariary et d'autre part par des dépôts des correspondants de 332 milliards Ariary.

Tableau 9 : Financement du solde budgétaire en 2020

	Année 2020		Variation	Taux de	en % du PIB	
	LFR	réal.	(%)	Réalisation	réal.	2020
			réal./LFR	2020		LFR
<i>UM: Milliards Ariary</i>				en %		
Solde global (base caisse)	-3 508,6	-1 736,6	-50,5	49,5	-3,5	-6,3
Financement	3 508,6	1 736,6	-50,5	49,5	3,5	6,3
Extérieur (net)	1 906,7	885,4	-53,6	46,4	1,8	3,4
Prêts	2 172,3	1 161,5	-46,5	53,5	2,3	3,9
Projet	1 631,0	1 084,7	-33,5	66,5	2,2	2,9
Programme	541,3	76,7	-85,8	14,2	0,2	1,0
Amortissements dus	-265,6	-276,1	4,0	104,0	-0,6	-0,5
Intérieur (net)	1 601,9	524,5	-67,3	32,7	1,1	2,9
Bancaire	1 587,5	596,6	-62,4	37,6	1,2	2,8
Non bancaire	14,4	-72,1	-599,9	-499,9	-0,1	0,0
Dépôts des correspondants du Trésor	0	307,8			0,6	0,0

Source : MEF/SG/DGT

II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS

L'année 2020 a été marquée par l'avènement de l'épidémie de la Covid 19 dont les conséquences ont impacté l'économie mondiale, déclenchant une forte récession économique. Les mesures restrictives afférentes à la gestion de la pandémie, surtout pendant la période de confinement, ont eu des retombées négatives sur les réalisations de la plupart des départements ministériels, et de surcroît, sur le niveau de performance des Institutions et Ministères.

La présente partie mettra en exergue les principales réalisations et niveau de performance des pouvoirs publics ayant marqué l'année 2020. Ils ont été tirés des RAP élaborés par chaque Institution et Ministère et restitués dans les lignes qui suivent.

A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE

Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2020 (BGE)

En 2020, le gouvernement malgache est composé de 10 Institutions et 24 Ministères, ayant eu 52 principales missions. Pour concrétiser les grandes politiques de l'Etat, 137 programmes ont été rassemblés dont 41 sont des programmes transversaux, assortis de 166 objectifs globaux, répartis en 434 objectifs spécifiques.

Une enveloppe budgétaire à hauteur de 10 950,03 milliards d'ariary a été allouée au Gouvernement pour la réalisation de ses activités, avec des dépenses qui se sont élevées à 8 931,81 milliards d'ariary, soit un taux d'absorption de 81,57%.

La performance au niveau nationale a été mesurée par le biais de 1 102 indicateurs. 517 indicateurs ont atteint leur cible, soit 46,91%. Comparé à l'année précédente, ce taux a augmenté de 1,27 points de pourcentage. Le nombre confondu d'indicateurs ayant eu des réalisations déclarées « non disponibles » et « sans aucunes valeurs de référence » a été réduit à 50 (contre 157 en 2019) soit 4,53% du total des indicateurs et une diminution de l'ordre de 68,15% sur une année.

Les principales réalisations financières et physiques de 2020 par secteur sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Récapitulation de la situation de la performance et budgétaire par secteur en 2020

Sources : Documents de performance LFI et LFR, RAP et BCSE 2020

Secteur	en nombre												en milliards d'ariary		
	Inst/ Min	Mis.	Prog.	OG	OS	Valeur Cible		A	NA	ND	Aut ⁴ .	Eval.	Crédits		Dépenses Réalisées
						LFI	LFR						LFI	LFR	
Administratif	19	25	73	88	269	755	738	349	352	20	17	47,29%	5 476,85	6 360,34	5 923,18
Social	6	8	22	27	66	103	105	46	56	3	0	43,81%	2 413,53	2 356,72	1 766,33
Infrastructure	5	12	24	28	47	126	136	49	85	1	1	36,03%	1 657,11	1 407,84	871,71
Productif	4	7	18	23	52	163	123	73	42	0	8	59,35%	942,54	825,13	370,59
Total	34	52	137	166	434	1147	1102	517	535	24	26	46,91%	10 490,02	1 0950,03	8 931,81

⁴ Autres ou Sans aucunes valeurs de référence

B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE

1. *Secteur administratif*

a. Les réalisations physiques et financières du secteur administratif

Le secteur administratif est constitué par 10 Institutions et 9 Ministères, avec 25 missions et 73 programmes. Ce secteur a réuni plus de la moitié des départements existants en 2020 avec la plus grande part du BGE à hauteur de 6 360,34 milliards d'ariary dont 5 923,18 milliards d'ariary ont été payés, soit 93,13%.

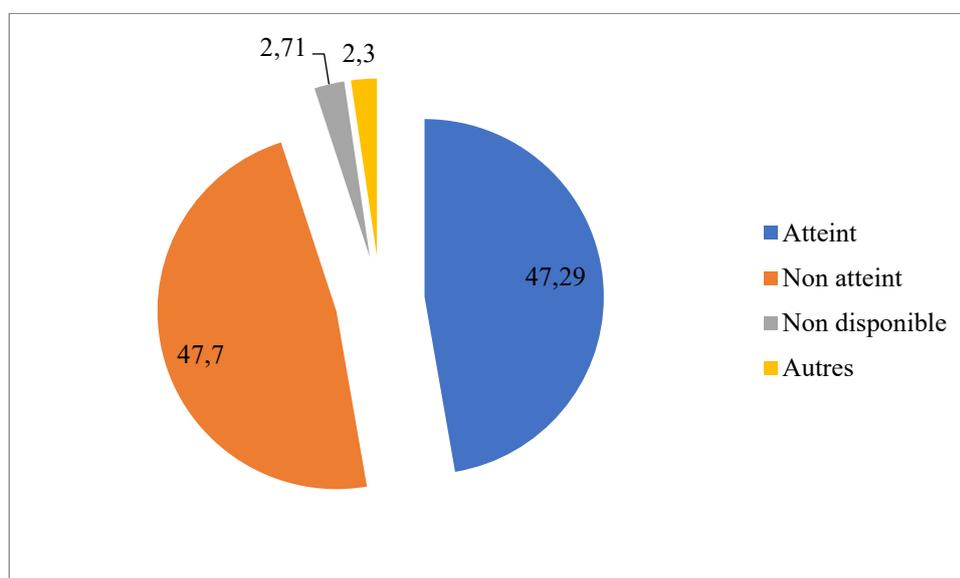
En termes de performance, le secteur administratif prend la seconde place car sur les 738 indicateurs inscrits, 349 ont atteints leur cible soit 47,29 %. Parmi ces valeurs, 20 indicateurs ont été déclarés non disponibles, et 17 sans aucune valeur de référence.

Tableau 11 : Réalisation physiques et financières des Ministères du secteur administratif.

Inst / Min	en nombre										en milliards d'ariary		
	Mis	Prog.	OG	OS	Valeurs cibles		Valeurs Réalisées	Non Atteints	ND	Aut.	Crédits		Dépenses réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
19	25	73	88	269	755	738	349	352	20	17	5 476,85	6 360,34	5 923,18

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, Documents de performance LFI et LFR RAP et BCSE 2020

Graphique 1 : Performance du secteur administratif en 2020 (en %)



Sources : Documents de performance LFI et LFR, RAP 2020

Tableau 12 : Récapitulation des réal. financières et physiques des Inst/Min du secteur administratif

SECTEUR ADMINISTRATIF											
			En nombre					en%	En ariary		en%
Inst/Min	Code prog.	Libellés programmes	Ind. Insc	A	NA	ND	Aut	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.
Prés	001	Administration et coordination	25	5	15	0	5	20,00	116 943 143 000,00	112 525 492 888,17	96,22
	138	Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit	45	18	27	0	0	40,00	31 704 462 000,00	24 324 294 749,49	76,72
	620	Appui au développement social et économique	22	5	16	0	1	22,73	43 651 156 000,00	6 679 157 393,63	15,30
Total			92	28	58	0	6	30,43	192 298 761 000,00	143 528 945 031,29	74,64
Senat	002	Administration et coordination	3	1	2	0	0	33,33	13 549 786 000,00	13 512 747 569,55	99,73
	119	Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat	3	1	2	0	0	33,33	5 973 676 000,00	5 877 862 109,12	98,40
Total			6	2	4	0	0	33,33	19 523 462 000,00	19 390 609 678,67	99,32
AN	003	Administration et coordination	1	1	0	0	0	100,00	17 846 623 000,00	17 820 311 563,63	99,85
	101	Gouvernance <i>responsable</i>	5	4	1	0	0	80,00	42 051 844 000,00	42 045 390 960,34	99,98
Total			6	5	1	0	0	83,33	59 898 467 000,00	59 865 702 523,97	99,95
HCC	004	Administration et coordination	21	10	11	0	0	47,62	6 043 234 000,00	5 969 037 549,26	98,77
	102	Gouvernance responsable	18	9	9	0	0	50,00	2 512 382 000,00	2 411 332 276,93	95,98
Total			39	19	20	0	0	48,72	8 555 616 000,00	8 380 369 826,19	97,95
Prima ture	005	Administration et coordination	5	5	0	0	0	100,00	24 893 650 000,00	23 924 109 296,08	96,11
	139	Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales	4	3	1	0	0	75,00	10 386 091 000,00	10 274 382 101,93	98,92
	827	Appui au développement	5	2	3	0	0	40,00	90 528 154 000,00	199 306 726 216,48	220,16
Total			14	10	4	0	0	71,43	125 807 895 000,00	233 505 217 614,49	185,60
CFM	057	Administration et coordination	5	4	1	0	0	80,00	6 083 097 000,00	5 951 782 286,20	97,84
	823	Réconciliation nationale	13	6	3	4	0	46,15	618 334 000,00	599 502 300,00	96,95
Total			18	10	4	4	0	55,56	6 701 431 000,00	6 551 284 586,20	97,76
CENI	060	Administration et coordination	27	26	1	0	0	96,30	8 079 467 000,00	7 996 284 988,63	98,97
	126	Mise en œuvre du processus électoral	47	30	17	0	0	63,83	5 464 382 000,00	5 462 177 465,24	99,96
	825	Education électorale et communication	5	5	0	0	0	100,00	213 913 000,00	212 930 479,88	99,54
Total			79	61	18	0	0	77,22	13 757 762 000,00	13 671 392 933,75	99,37
HCDDED	832	Démocratie	15	1	14	0	0	6,67	1 805 290 000,00	1 805 290 000,00	100,00
Total			15	1	14	0	0	6,67	1 805 290 000,00	1 805 290 000,00	100,00
CNIDH	069	Administration et Coordination	10	0	9	0	1	0,00	1 041 173 000,00	1 041 173 000,00	100,00
	834	Promotion et protection des droits de l'homme	6	3	3	0	0	50,00	600 000 000,00	600 000 000,00	100,00

SECTEUR ADMINISTRATIF											
			En nombre					en%	En ariary		en%
Inst/Min	Code prog.	Libellés programmes	Ind. Insc	A	NA	ND	Aut	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.
Total			16	3	12	0	1	18,75	1 641 173 000,00	1 641 173 000,00	100,00
HCJ	070	Administration et coordination	4	3	1	0	0	75,00	691 862 000,00	420 358 964,89	60,76
	835	Pouvoir Juridictionnel à l'endroit des Hautes Personnalités/Gouvernants	1	0	1	0	0	0,00	2 737 002 000,00	2 732 957 510,00	99,85
Total			5	3	2	0	0	60,00	3 428 864 000,00	3 153 316 474,89	91,96
MAE	062	Administration et Coordination	0	0	0	0	0	0,00	1 600 000,00	0,00	0,00
	617	Coopération internationale et développement économique	1	0	1	0	0	0,00	76 000 000,00	76 000 000,00	100,00
	006	Administration et coordination	4	4	0	0	0	100,00	63 720 318 000,00	46 392 029 051,27	72,81
	601	Diplomatie et Coopération	3	2	1	0	0	66,67	8 693 783 000,00	15 059 816 994,31	173,23
Total			8	6	2	0	0	75,00	72 491 701 000,00	61 527 846 045,58	84,88
MDN	007	Administration et coordination	2	2	0	0	0	100,00	273 100 356 000,00	267 254 335 155,06	97,86
	103	Pilotage de la politique de défense	2	2	0	0	0	100,00	30 061 656 000,00	29 948 924 746,98	99,62
	008	Administration et coordination	8	0	8	0	0	0,00	12 795 866 000,00	12 747 034 661,37	99,62
	104	Armée de Terre	11	6	2	3	0	54,55	13 524 443 000,00	13 514 917 008,24	99,93
	105	Armée de l'Air	9	4	1	4	0	44,44	1 078 510 000,00	1 078 046 349,60	99,96
	106	Marine Nationale	2	1	1	0	0	50,00	960 196 000,00	959 975 150,00	99,98
Total			34	15	12	7	0	44,12	331 521 027 000,00	325 503 233 071,25	98,18
SEMD NCG	009	Administration et coordination	15	11	4	0	0	73,33	301 453 582 000,00	301 369 631 322,42	99,97
	108	Intervention mixte et/ou spéciale	6	6	0	0	0	100,00	7 631 537 000,00	7 625 851 039,25	99,93
	121	Sécurité et Ordre Public	16	13	3	0	0	81,25	9 455 989 000,00	9 417 393 259,98	99,59
	125	Formation	9	8	1	0	0	88,89	1 654 438 000,00	1 648 960 853,80	99,67
Total			46	38	8	0	0	82,61	320 195 546 000,00	320 061 836 475,45	99,96
MID	063	Administration et coordination	8	8	0	0	0	100,00	72 104 439 000,00	64 891 170 416,46	90,00
	133	Administration Territoriale	6	6	0	0	0	100,00	58 232 323 000,00	57 222 733 360,97	98,27
	134	Décentralisation et développement local	5	3	2	0	0	60,00	194 553 147 000,00	194 968 933 696,47	100,21
	135	Réformes administratives	3	3	0	0		100,00	429 006 000,00	412 629 115,92	96,18
	216	Gestion des risques et des catastrophes	14	1	13	0	0	7,14	57 004 640 000,00	57 004 639 604,00	100,00
Total			36	21	15	0	0	58,33	382 323 555 000,00	374 500 106 193,82	97,95
MSP	036	Administration et coordination	3	2	1	0	0	66,67	143 691 283 000,00	134 789 500 601,34	93,80
	120	Sécurité publique	2	0	2	0	0	0,00	18 506 714 000,00	14 898 157 888,24	80,50
	136	Surveillance du territoire et renseignements généraux	4	2	2	0	0	50,00	5 981 722 000,00	5 809 229 447,52	97,12
	137	Formation et réforme	3	1	2	0	0	33,33	2 371 484 000,00	2 349 042 047,18	99,05

SECTEUR ADMINISTRATIF											
			En nombre					en%	En ariary		en%
Inst/ Min	Code prog.	Libellés programmes	Ind. Insc	A	NA	ND	Aut	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.
Total			12	5	7	0	0	41,67	170 551 203 000,00	157 845 929 984,28	92,55
<i>Min Jus</i>	012	Administration et coordination	11	5	5	1	0	45,45	120 082 883 640,00	113 824 087 276,56	94,79
	111	Administration judiciaire	13	2	8	3	0	15,38	12 509 728 440,00	12 242 946 746,89	97,87
	112	Administration pénitentiaire	7	1	6	0	0	14,29	26 331 017 920,00	24 720 755 337,85	93,88
	127	Promotion de l'intégrité	5	3	2	0	0	60,00	526 557 000,00	517 429 664,20	98,27
	132	Contrôle externe des finances publiques	10	5	5	0	0	50,00	714 009 000,00	659 116 173,40	92,31
	140	Répression des actes de corruption	10	5	5	0	0	50,00	2 448 804 000,00	2 351 247 406,90	96,02
Total			56	21	31	4	0	37,50	162 613 000 000,00	154 315 582 605,80	94,90
<i>MEF</i>	013	Administration et Coordination	16	5	10	0	1	31,25	192 393 639 000,00	104 540 504 094,37	54,34
	114	Gestion du budget	6	4	2	0	0	66,67	2 423 280 720 000,00	2 250 919 677 638,40	92,89
	115	Gestion fiscale	18	4	11	3	0	22,22	79 306 903 000,00	78 203 823 780,14	98,61
	116	Douanes	6	1	5	0	0	16,67	46 932 337 000,00	42 004 427 147,12	89,50
	117	Trésor	29	9	17	2	1	31,03	1 528 258 382 000,00	1 357 244 184 857,26	88,81
	129	Contrôle budgétaire et Financière	7	6	1	0	0	85,71	24 979 864 000,00	24 418 444 779,65	97,75
	130	Gestion Financière du Personnel de l'Etat	5	3	2	0	0	60,00	92 162 151 000,00	89 861 415 129,22	97,50
	803	Action sociale et Développement	2	0	2	0	0	0,00	3 645 458 000,00	2 655 770 022,70	72,85
	014	Administration et Coordination	0	0	0	0	0	0	13 190 724 000,00	9 364 536 511,25	70,99
	604	Economie	34	9	21	0	4	26,47	1 054 821 000,00	1 015 921 529,46	96,31
612	Planification	30	14	12	0	4	46,67	82 490 000,00	82 477 900,00	99,99	
Total			153	55	83	5	10	35,95	4 405 287 489 000,00	3 960 311 183 389,57	89,90
<i>MTEF PLS</i>	824	Promouvoir l'insertion et la reconversion au travail	10	1	9	0	0	10,00	80 500 000,00	74 203 622,64	92,18
	826	Promotion de l'inspection et de l'administration du travail	8	0	8	0	0	0,00	364 033 000,00	352 006 024,07	96,70
	015	Administration et Coordination	9	4	5	0	0	44,44	23 110 779 000,00	21 929 472 952,98	94,89
	128	Réforme de l'Administration	6	0	6	0	0	0,00	34 600 000,00	34 586 008,00	99,96
	131	Promouvoir une fonction publique professionnelle moderne, intègre et centrée sur le service public	12	4	8	0	0	33,33	287 710 000,00	276 815 902,02	96,21
	607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	20	4	16	0	0	20,00	467 995 000,00	451 316 678,56	96,44
Total			65	13	52	0	0	20,00	24 345 617 000,00	23 118 401 188,27	94,96
<i>MCC</i>	030	Administration et coordination	5	5	0	0	0	100,00	16 537 438 000,00	15 669 848 019,81	94,75

SECTEUR ADMINISTRATIF											
Inst/ Min	Code prog.	Libellés programmes	En nombre					en%	En ariary		en%
			Ind. Insc	A	NA	ND	Aut	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.
	212	Media	14	14	0	0	0	100,00	1 085 000 000,00	9 932 500,00	0,92
	213	Développer les infrastructures audio-visuelles	3	2	1	0	0	66,67	6 051 376 000,00	6 050 404 311,40	99,98
	064	Administration et coordination	0	0	0	0	0	0,00	3 385 784 000,00	3 189 405 013,20	94,20
	831	Culture	16	12	4	0	0	75,00	30 529 534 000,00	29 584 450 372,30	96,90
Total			38	33	5	0	0	86,84	57 589 132 000,00	54 504 040 216,71	94,64
10 Inst. 9 Min. 73 Prog			738	349	352	20	17	47,29%	6 360 336 991 000,00	5 923 181 460 840,18	93,13%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

b. Réalisations par programme des Institutions et Ministères du secteur administratif

- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (PRES)

- *Administration et coordination* : l'objectif consistant à assurer le fonctionnement général des services de la Présidence a été rempli partiellement car la sécurisation du Président de la République et de son entourage a été assurée, et des moyens matériels contribuant à la sécurisation du territoire national au niveau des Quartiers Généraux (QG) et des antennes ont été acquis. Toutefois, les constructions et les réhabilitations des bâtiments auprès de ces derniers ont été retardées à cause des crises sanitaires. Quant à l'ANRE (Agence Nationale de Réalisation de l'E-gouvernance), aucune activité relative à des opérations financières n'a été engagée après leur dissolution.

- *Appui à la bonne gouvernance et à l'Etat de droit* : dans le cadre de renforcement de l'autorité de l'Etat, de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit, 9 secteurs de la SNLCC (Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption) ont été actifs dans la lutte contre la corruption et la promotion de la gouvernance contre 6 initialement prévus. Le taux de traitement et de transmission des Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) aux autorités compétentes a été conforme à la prévision grâce à la mise en œuvre de mesures de renforcement de l'efficacité du SAMIFIN (Sampan-draharaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiam-bola). Nonobstant, seuls 138 dossiers de corruption sur 550 envisagés ont été dénoncés, traités et transmis par le BIANCO (Bureau Indépendant Anti-Corruption) aux juridictions en raison de la perturbation causée par la crise sanitaire.

- *Appui au développement social et économique* : 5 indicateurs sur les 22 inscrits dans ce programme ont été atteints dont le plus marquant a été le pourcentage d'hommes (48%) et de femmes (51%), adultes de 15-49 ans qui ont manifesté de la tolérance (attitudes de non stigmatisation et de non-discrimination) à l'égard des personnes vivant avec le VIH.

- **SENAT**

- *Administration et coordination* : Pour promouvoir la bonne gouvernance au niveau de l'administration du Senat, les dossiers ont pu être tous traités dans les temps. En ce qui concerne la réhabilitation des infrastructures, 21 locaux seulement sur les 40 envisagés ont été réhabilités et conformes aux normes.

- *Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat* : aucune manifestation majeure envers les Sénateurs n'a eu lieu.

- **ASSEMBLEE NATIONALE (AN)**

- *Administration et coordination* : le délai de traitement des dossiers tant au niveau des salaires qu'au niveau des factures a été respecté.

- *Gouvernance responsable* : en matière de renforcement des relations entre les élus et les citoyens, 1 562 tournées parlementaires ont été accomplies contre 1 500 prévues et malgré la propagation de la Covid 19 dans le monde, 35 participations à des réunions internationales sur 15 escomptées ont été effectuées par voie de visioconférence.

- **HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE (HCC)**

- *Administration et coordination* : 9 délibérations à caractère administratif et financier sur 5 envisagés ont été adoptées, 45 déplacements, représentations et visites ont été répertoriés pour assurer la visibilité et la présence effective de l'Institution et 2 applications informatiques de gestion (gestion de stock et gestion des ressources humaines) ont été développées selon les règles de bonne gouvernance. Toutefois, les activités liées à la formation ont été toutes annulées en raison du contexte sanitaire.

- *Gouvernance responsable* : le manuel de procédure sur le contentieux électoral a été rendu disponible sous formes d'affiches et a été envoyé aux 114 districts correspondants au nombre de bureau de vote. En outre, une application informatique de gestion du contentieux et de traitement des résultats des élections a été également développée puis les régions ont bénéficié de séances d'information et de sensibilisation en matière électorale. Cependant, aucune formations, de voyages d'étude et/ou échanges d'expériences tant national qu'à l'international, ni de participations aux réunions statutaires des Cours et Conseils constitutionnels étrangers n'ont été réalisées à cause du contexte sanitaire défavorable.

- **PRIMATURE**

- *Administration et coordination* : toutes les prévisions ont été mises en œuvre telles que la sécurisation du domaine de Mahazoarivo en tant que Palais d'Etat, l'assurance de la sécurité du Premier Ministre.

- *Appui au développement* : soutenir le développement durable pour Madagascar a été l'objectif afférent à ce programme. A ce titre, la mise en œuvre des actions et des aides au développement, ainsi que le document de politique régissant la gestion de la coopération au développement n'ont pas encore été rendus disponibles. En outre, les interventions en milieu rural et les actions pour le développement rural ont été coordonnées et harmonisées suivant le cadre des documents stratégiques.

- **CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY (CFM)**

- *Réconciliation nationale* : 7 initiatives de réconciliation et de paix ont été entreprises pour instaurer un environnement favorable au respect de la démocratie et 22 forums ont été organisés pour restaurer et consolider la stabilité sociale.

- **COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)**

- *Mise en œuvre du processus électoral* : les charges de la CENI et ses démembrements ont tous été payés ; des matériels informatiques usagés ont été réparés ; les élections prévues dans l'échéance électorale 2018-2020 au nombre de 5 ont toutes été réalisées. Toutefois, aucun matériel électoral n'a été acquis pour l'organisation des scrutins, ni de mobiliers ni de matériels informatiques pour le Centre national de traitement des données informatiques (CNTDI). Il en est de même pour les centres informatiques régionaux (CIR) et les centres informatiques de district (CID) faute de budget.

- *Education électorale et communication* : dans le cadre de la mise en œuvre la stratégie nationale d'éducation civique électorale, les citoyens ont été informés de leurs droits et responsabilités vis-à-vis de l'élection pour promouvoir la participation citoyenne au vote responsable.

- **HAUTE CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT (HCDDDED)**

- *Démocratie* : comme en 2019, la démocratie est l'unique programme inscrit au sein de cette institution. Ainsi, un seul indicateur a été atteint sur les 15 inscrits, afférent au nombre d'interpellations, d'interventions ou de contrôles réalisés afin de prioriser le renforcement des services publics dans le cadre de la promotion du gouvernement efficace et réactif. Par contre, seuls 10 dossiers d'infractions électorales sur 1 000 attendus ont été traités, et 25% des dossiers relatifs aux interventions contre les intimidations ou obstructions dans le cadre de la promotion de la liberté de la presse ont été rendus effectifs. Faute de budget, un seul audit sur 40 envisagés a été réalisé pour améliorer la gestion des affaires publiques.

- **COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME (CNIDH)**

- *Administration et Coordination* : afin de rehausser le niveau de Madagascar en matière de Droits de l'Homme, 4 outils ou instruments pour la Défense des Droits de l'Homme ont été conçus et un atelier de sensibilisation sur la prévention de la torture a été tenu. En outre, 4 descentes ont été effectuées pour améliorer les connaissances et l'appropriation des Droits de l'Homme dans les zones cibles.

- *Promotion et protection des droits de l'homme* : concernant la réduction de la violation des Droits de l'Homme à Madagascar dans tous ses aspects, 500 acteurs publics œuvrant dans les Droits de l'Homme ont reçu un renforcement de capacités, 6 émissions audio et audio-visuelles ont été diffusées tel que prévu et 2 ateliers de concertation sur la prévention de la torture ont été organisés. Néanmoins, dans le cadre de la réduction des cas de torture dans le milieu carcéral, seuls 2 lieux de détention, de mise en garde à vue et d'établissements pénitentiaires (prison à Toamasina et à Nosy Be Hell Ville) ont été visités contre 30 envisagés.

- **HAUTE COUR DE JUSTICE (HCJ)**

- *Pouvoir Juridictionnel à l'endroit des Hautes Personnalités / Gouvernants* : accélérer et simplifier les procédures de traitement des dossiers au niveau des Cours et tribunaux a été l'objectif spécifique de ce programme. Etant donné que les dossiers doivent être étudiés au préalable à la Haute Cour de Justice avant d'être envoyés à l'Assemblée Nationale, la moitié des requêtes n'ont été jugées qu'au niveau de la Haute Cour de Justice uniquement.

- **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)**

Mission « Coopération et développement »

- *Coopération internationale et développement économique* : dans le cadre du renforcement de la coopération économique internationale à travers la diplomatie, l'indicateur « objectifs atteints sur les objectifs planifiés » n'a été réalisé qu'à 58% contre 75% selon les estimations.

Mission « Affaires étrangères »

- *Diplomatie et coopération* : en matière d'optimisation de la coopération internationale pour le développement durable de Madagascar, 550 personnes ont été immatriculées au Représentations Extérieures (REPEX) et 15 visites de haut niveau ont été reçues ou effectuées.

- **MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)**

Mission « Défense et Sécurité »

- *Administration et coordination* : les deux indicateurs inscrits ont tous atteint leur cible conformément aux prévisions, et cela concernant le taux de conformité des ressources définies aux enjeux de sécurité et de défense ainsi que le taux d'adéquation de l'emploi des ressources face aux enjeux de sécurité et de défense.

- *Pilotage de la politique de défense* : au même titre que le programme précédent, les indicateurs y ont tous été atteints, entre autres, le taux d'imprégnation de la culture et de l'esprit de défense auprès de la société à travers le déploiement des matériels militaires ainsi que la participation actives des forces armées dans la lutte contre la propagation de la Covid 19.

Mission « Armée Malagasy »

- *Armée de terre* : les réalisations de la plupart des indicateurs ont été conformes aux prévisions dont les plus marquantes sont le taux de restitution de zébus volés et le taux de réduction de l'insécurité dans les Zones Rurales Prioritaires de Sécurité (ZRPS) occupées. Le nombre d'actes liés au vol de zébus n'a été réduit que de 50% contre 60% envisagés. La réalisation pour chacun des 3 indicateurs a été déclarée non disponible à savoir, le taux de régression de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national, le nombre de stages par spécialités ainsi que le pourcentage des militaires en opération maîtrisant les règles d'engagement.

- *Armée de l'air* : 22 pilotes et 9 nouveaux mécaniciens spécialistes avioniques ont été formés et affectés ; 6 opérations de sécurité et de protection civile ont été effectuées au profit de la population se basant sur des missions de sauvetage dans le cadre de l'opération « Ranobe », de la mission de transport d'aide humanitaire à Ambatondrazaka, et de l'assistance aux populations du Sud face au kere.

- *Marine nationale* : 165 jours de patrouilles en mer ont été effectués sur 477 attendus à cause de la limitation du ravitaillement en carburant. Nonobstant, les accidents en mer et des zones enclavées ont été réduites à 9,66% contre 12% initialement prévues.

- **SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
CHARGE DE LA GENDARMERIE (SEMDNCG)**

Mission « Gendarmerie Nationale »

- *Administration et coordination* : pour lutter contre la corruption, le taux de traitement des plaintes contre le personnel de l'armée a été en hausse et le taux d'exécution budgétaire a été évalué à 98,70%. Pourtant, le nombre de plans stratégiques et de directives opérationnelles conçus pour assurer le bon fonctionnement de l'administration ainsi que le nombre de contrôles effectués par des officiers n'ont été atteints qu'en partie à cause du contexte lié à la Covid 19.

- *Sécurité et ordre public* : pour maîtriser le phénomène de vols de bœufs et les actes de banditisme, toutes les prévisions ont été réalisées et ont été même surpassées, en l'occurrence, 66,64% des bœufs volés ont été récupérés contre 6% envisagés et 500 683 bœufs de commerce ont été contrôlés contre 4 000 initialement prévus. Quant à la réduction des cas d'actes de banditisme, 18 149 armes ont été contrôlés et 349 trafiquants ont été arrêtés.

- *Formation* : concernant l'amélioration de la couverture et le professionnalisme du personnel de la Gendarmerie Nationale (GN), 259 cadres et instructeurs ont été recyclés afin d'augmenter le ratio Gendarmerie /Population (contre 150 envisagés), 67 stages de formations ont été planifiés, et 1 184 élèves gendarmes recrutés (autorisés en conseil de Ministre). Toutefois, seuls 7 lettres de félicitations sur 72 espérées ont été adressées à l'occasion des stages de formations. Quant à l'amélioration de l'efficacité de la GN.

- **MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION (MID)**

- *Administration et coordination* : les réalisations ont été toutes conformes aux prévisions en ce qui concerne l'amélioration de l'environnement écologique au niveau des CTD à travers la sensibilisation aux reboisements et l'élaboration du plan de lutte contre le changement climatique tant au niveau central qu'au niveau des démembrements du ministère ainsi qu'à la vulgarisation et aux respects des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'environnement.

- *Administration territoriale* : l'autorité de l'Etat et la bonne gouvernance ont été renforcées par l'amélioration des compétences des responsables communaux en matière de gouvernance et de maîtrise d'ouvrage communal. Le taux d'insécurité a aussi été réduit grâce à la réforme sur la gestion administrative des bovidés et la mise en place d'organisations pour la participation villageoise au niveau locale.

- *Décentralisation et développement local* : en matière de mise en œuvre de la politique de la décentralisation au profit du développement local, 114 appuis aux CTD ont été mis en œuvre grâce à une mission de cadrage optique au niveau de 7 Régions de la Direction Générale de la Décentralisation dont les attentes et les outils globaux des nouveaux élus ont été relevés et les capacités des Maires et des Trésoriers comptables renforcés.

- *Réformes administratives* : grâce à la dotation en matériels informatique au profit des districts, 50% des actions de réforme sur l'administration du territoire ont été réalisées.

- *Gestion des risques et des catastrophes (GRC)* : 9 outils techniques de planification, de mise en œuvre et de monitoring en matière de préparation et de réponse face aux urgences ont été développés. Suite au blocage du budget du Bureau National des Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) au titre de l'année 2020, bien que la moitié seulement des interventions envisagées a été réalisée, 2

nouveaux documents de politique et programmes sectoriels de développement intégrant la Gestion des Risques et des Catastrophes ont été finalisés.

- **MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE (MSP)**

- *Administration et coordination* : la transparence et l'efficacité dans la gestion des affaires administratives et financières ont été assurées grâce à l'application effective de standards de service pour renforcer le système de contrôle et de suivi évaluation et afin de réhabiliter l'administration de la police nationale. En outre, grâce à l'intensification des campagnes de sensibilisation et de contrôles effectués par l'Inspection Générale de la Police Nationale, le nombre de policiers impliqués aux affaires de corruption et similaires a été réduit.

- *Sécurité publique* : concernant le renforcement de la capacité préventive de la police nationale, l'objectif n'a pas été atteint car le taux de criminalité n'a été réduit que de 1,29% contre 1,63% attendu. Il en est de même pour le taux d'élucidation des affaires, avec un taux qu'à 41,26% à cause du ralentissement des activités face à la pandémie de la Covid 19.

- *Surveillance du territoire et renseignements généraux* : l'objectif global consistait à intensifier la collecte des renseignements et la surveillance du territoire national. Les réalisations ont largement dépassé leurs cibles. Ainsi, 34 870 renseignements ont été exploités, recoupés et communiqués par la Police Nationale sur 10 000 attendus et 27,74% de documents de voyage ont été délivrés contre 10% initialement prévus suite à l'amélioration du mode opératoire afférent à la délivrance de passeport ordinaire.

- *Formation et réforme* : 1 250 élèves policiers ont été recrutés et en cours de formation. Cependant, seul un (01) texte de fonctionnement a été mis à jour contre 6 escomptés. Les textes réglementaires prévus être révisés durant l'année 2020 ne l'ont pas été à cause d'une modification dans les priorités du Ministère, engendrée par la lutte contre la propagation de la Covid 19.

- **MINISTERE DE LA JUSTICE (Min Jus)**

- *Administration et coordination* : dans le cadre de l'optimisation et de la modernisation de la gestion des services de la justice dans un souci d'efficacité et d'efficacité, 95% des activités, événements et actions en adéquation avec les thèmes et domaines spécifiques du département de la justice en 2020 ont fait l'objet de couvertures médiatiques. En outre, 53% des services de greffes des juridictions et établissements ont utilisés des outils informatiques et logiciels de traitement de dossiers pour mettre les nouvelles technologies au service des réformes engagées au niveau de la justice.

- *Administration judiciaire* : 42 tribunaux de première instance ont été ouverts et fonctionnels sur 43 escomptés. L'opérationnalisation du nouveau TPI d'Antananarivo Avaradrano a été reportée pour 2021 compte tenu du contexte lié à la Covid 19. Le taux de dossiers jugés au niveau des Cours

d'Appel ainsi que le taux des requêtes jugées au niveau des Tribunaux Administratifs n'ont pas atteint leurs cibles suite à la réduction du nombre des dossiers traités durant le confinement.

- *Administration pénitentiaire* : à propos de la mise en place d'une administration pénitentiaire respectueuse des droits humains, garant de la sécurité et du développement, un seul indicateur sur 7 inscrits a atteint la cible, afférent au taux maximal d'évasion qui n'a pas dépassé la valeur cible fixée à 0,4%. Toutefois, le taux de surpopulation carcérale et le taux de malnutrition sévère des détenues n'ont pas été maîtrisés car les travaux de construction des nouveaux établissements pénitentiaires ont pris du temps, et l'inconstance du budget alloué à l'alimentation des personnes détenues a influé sur la prévalence de la malnutrition en milieu carcéral.

- *Promotion de l'intégrité* : dans le cadre de la lutte contre la corruption, aucun dossier n'a été jugé au niveau de la chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène étant donné que les audiences prévues en 2020 ont été suspendues durant le confinement, exigeant le service minimum pendant plusieurs mois. De même pour le taux de dossiers jugés au niveau des Pôles Anti-Corruption, 46,79 % des dossiers ont été traités contre 60% estimés. Concernant le renforcement de la lutte contre les rabatteurs, 4 juridictions comme prévues (Cour d'Appel et TPI d'Antananarivo et Cour d'Appel et TPI de Toamasina) ont été dotés en dispositifs anti-rabatteurs tels que des caméras de surveillance et par l'usage d'accès par carte électronique.

- *Contrôle externe des finances publiques* : la plupart des indicateurs inscrits ont atteint la cible, entre autres le nombre d'arrêts et jugements définitifs sortis par les juridictions financières, le pourcentage de comptes de campagne contrôlés, et le nombre de rapports de fonds de campagne de la Commission de Contrôle du Financement de la Vie Politique (CCFVP) émis et publiés.

- **MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

Mission « Finances et Budget »

- *Administration et coordination* : 79% des documents et informations sur la gestion des finances publiques ont été rendus disponibles et cohérents comme la mise en place de référentiels de données en vue de la centralisation effective, la mise en ligne d'un reporting sur la Covid-19 du MEF pour la transparence budgétaire. En outre, 94,02% des normes et procédures en matière de gestion des finances publiques ont été mises en place comprenant l'adoption des transferts de dossiers des marchés publics par voie électronique au niveau central et l'audit de 06 projets financés par emprunts extérieurs sous la gestion de la direction de la dette publique.

- *Gestion du budget* : gérer de manière efficace, efficiente et transparente le budget de l'Etat a été l'objectif poursuivi dont 4 indicateurs sur 6 inscrits ont été atteints. Les plus marquants ont été l'existence de 931 CTD formés en budget programme, et la mise à jour du texte sur la gestion du patrimoine de l'Etat, réalisée à 40% conformément à la prévision. Toutefois, aucune formation n'a pu

se faire au niveau des Services Régionaux du Budget (SRB) et des Circonscriptions Financières (CIRFIN) face aux interdictions d'organiser des réunions et des déplacements dus à l'urgence sanitaire.

- *Gestion fiscale* : l'opération anjarahetrako a permis d'immatriculer 14 765 contribuables et de régulariser la situation de 241 autres contribuables défaillants. Le taux d'appui méthodologique en matière de contentieux, de recouvrements forcés et de poursuites a été exécuté à 100% et le taux de recouvrement moyen des recettes fiscales des CTD a atteint 130,44%. Cependant, le taux de contrôle fiscal avec Numéro Central Unique (NCU) n'a été accompli qu'à 20% sur 75% escomptés du fait de la reprise partielle des contrôles fiscaux pour les dossiers à haut risque.

- *Douanes* : 90,33% de l'objectif des recettes annuelles ont été collectées, 19 bureaux ont appliqué tels que prévus les procédures de dédouanement dématérialisées (migration au sydonia world).

- *Trésor* : le paiement de 80% des dépenses par l'intermédiaire du trésor public a été dématérialisé en l'occurrence le paiement des pensions de retraite via Paositra Money pour les pensionnés ayant effectués la demande. En outre, des moyens de paiements digitalisés sont actuellement en cours de mise en place, destinés au paiement des bourses universitaires et des salariés des enseignants FRAM (Fikambanan'ny Ray aman-dRenin'ny Mpianatra).

Quant au renforcement de la gestion financière et comptable des organismes publics et des sociétés à participation publique, en particulier pour l'amélioration de la gestion de la dette, l'objectif a été atteint car le montant de l'endettement du Gouvernement Central n'a pas franchi le plafond d'endettement fixé par la LFR 2020, s'élevant à 5 500 milliards d'Ariary pour les dettes extérieures et à 3 415,54 milliards d'Ariary pour les dettes intérieures. Les échéances pour le paiement du service de la dette ont toutes été respectées, c'est-à-dire que tous les avis de débit reçus ont fait l'objet de paiement. Toutefois, des détournements ont été constatés lors de contrôles effectués auprès de 46 postes comptables. De ce fait, le Programme-Trésor a prévu le renforcement sur la vérification des caisses des postes comptables.

- *Contrôle budgétaire et financier* : renforcer le contrôle des finances publiques a été l'unique objectif de ce programme où tous les indicateurs ont atteint leur cible sauf le taux de couverture du contrôle (contrôle à posteriori) des crédits mandatés par le contrôle financier suite au Covid-19.

- *Gestion financière du Personnel de l'Etat* : lors de renforcement de la gouvernance financière et budgétaire du personnel de l'Etat, le taux de réalisation cumulé de la masse salariale par rapport à la prévision a été de 98,56% du 01 janvier au 31 décembre 2020. En outre, le taux de recouvrement des cotisations sociales ainsi que le taux d'exécution des crédits de solde ont été réalisés à 100%. D'ailleurs, la proportion des dossiers rejetés et en instance a été réduite à 4% contre 20% initialement. Concernant l'amélioration du cadre organisationnel, physique, légal et réglementaire de la gestion financière du personnel de l'Etat, 2 réformes ont été initiées et réalisées à travers le logiciel AUGURE et le redressement de la caisse de retraite par l'affiliation des Emploi de Courte Durée (ECD) à la caisse de retraite publique.

- *Action sociale et développement*, sur 61 projets envisagés, seuls 14 ont été réalisés, entre autres, la construction d'une Eglise à Antsirabe, la construction d'une école de 3 salles à Miarinarivo, des travaux d'aménagement du site ilot de la vierge etc. Quant à l'amélioration des infrastructures locales et la concertation au niveau des communes, sur 7 projets d'infrastructures publiques prévus pour l'année 2020, un (01) seul a été provisoirement réceptionné, les 6 restants ayant toujours été en phase d'exécution au cours du 4^{ème} trimestre.

Mission « Pilotage de l'économie »

- *Planification* : concernant le renforcement de la mise en œuvre du PEM, 100% des PIP ont été cohérents avec le PEM et 4 ateliers de suivi de portefeuille de projets financés par l'UNICEF, le PNUD, l'UNFPA, et l'UNDAF ont été réalisés. Par contre, aucun expert en modèles et projections démographiques n'a été recruté. La décision de recrutement reste encore en attente de la délibération des Conseil d'Administration de l'INSTAT.

- MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES (MTEFPLS)

Mission « Travail et lois sociales »

- *Promouvoir l'insertion et la reconversion au travail* : concernant l'intensification des actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs vulnérables, 35% des activités informelles recensées ont été transformées en activités formelles bien que le pourcentage des travailleurs en relation avec les entités œuvrant sur la promotion du travail décent n'a augmenté que de 15 % sur 27% escomptés. A propos du Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD), la version officielle n'a pas été rendue disponible faute de signatures attestant la convention entre le Gouvernement Malagasy, les représentants de l'Organisation International du Travail (OIT) Genève et les partenaires.

- *Promotion de l'inspection et de l'administration du travail* : l'objectif qui consistait à assurer le pilotage de l'administration du travail et la promotion du travail décent n'a été atteint que partiellement. En effet, le taux de couverture de la sécurité sociale n'a été que de 3% sur 35% attendus. Quant à l'instauration d'une administration de travail modernisée et proche des usagers, 25% des textes ont été mis à jour et seules 25 % de l'information en matière de travail et lois sociales ont été disponibles.

Mission « Fonctions publiques »

- *Administration et coordination* : les dossiers du personnel ont tous été traités dans les temps (reçus avec discrétion et traité avec prudence) suivant les directives et les règlements en vigueur. 23 Régions ont eu accès à des services de la fonction publique, du travail et des lois sociales pour asseoir une fonction publique de proximité.

- *Réforme de l'Administration* : 25% des outils et cadres juridiques relatifs aux contrôles administratifs de recrutement ont été procédés à cause de la réaffectation du budget à l'urgence sanitaire. Quant au recrutement des agents non encadrés alignés au poste budgétaire, aucun agent comparé aux planifications des besoins en effectifs n'a été engagé en raison de la suspension du recrutement des agents de l'Etat.

- *Promouvoir une fonction publique professionnelle, moderne, intègre et centrée sur le service public* : s'agissant de l'assainissement du recrutement des agents de l'Etat, 10% d'incohérences sur 40% estimés ont été identifiées par le biais du renforcement de contrôles à priori et à posteriori. Dans le cadre de la vulgarisation et de la visibilité afférentes à la réalisation de la Politique Nationale de Formation Professionnelle (PNFOP), aucune action menée, ni ateliers impliquant les syndicats et les DRH n'ont été tenus à cause de l'état d'urgence sanitaire. Quant à la modernisation du système de gestion administrative des carrières des agents de l'Etat, 14 256 dossiers ont été traités sur 20 000 dossiers attendus, objectif non atteint car l'AUGURE (Application Unique de Gestion Uniforme des Ressources humaines de l'Etat) n'est encore que dans sa phase de déploiement, entraînant une stagnation au niveau de la pratique.

Mission « Emploi »

- *Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent* : dans le cadre de la promotion de l'emploi décent et productif, 25 % des indicateurs inscrits dans ce programme ont atteint leur cible, à savoir, la mise en place de centres de formation professionnelle pour promouvoir l'employabilité de la population active et la création de l'emploi ; ainsi que l'opérationnalisation et la mise à jour des bases de données pour mettre en relation le monde professionnel, le marché du travail et le système d'information sur l'emploi.

- MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE (MCC)

Mission « Communication »

- *Administration et coordination* : les indicateurs ont été tous réalisés conformément à la prévision notamment ceux afférents aux actions prioritaires du ministère, aux rapports d'activités disponibles pour régulariser les agents recrutés en Emploi de Fonctionnaire ou d'Auxiliaire (EFA) ou Emploi de Courte Durée (ECD) ainsi que celui concernant le taux d'exécution budgétaire.

- *Média* : 30 dispositifs d'autorégulation et de régulation de médias ont été opérationnels pour élaborer une politique stratégique de communication institutionnelle au service du développement, 5 documents de projets ont été élaborés pour redynamiser les centres d'informations de référence, et 75% des dispositifs d'autorégulation (ordre de journalistes) et de régulation des médias (Agence Nationale de Régulation de la Communication Médiatisée (ANRCM), observatoire de presse) ont été implantés dans le but de réguler les médias professionnels.

- *Développer les infrastructures radio et télévision* : lors du développement des infrastructures audio-visuelles, 20 nouveaux sites techniques ont été construits et 120 infrastructures techniques, matérielles et locales de l'Office de la Radio et de la Télévision Publique de Madagascar (ORTM) ont été réhabilitées. Néanmoins, le taux d'avancement du basculement vers le numérique n'a été effectué qu'à 20% sur 25% souhaité.

- *Culture* : la plupart des indicateurs a été atteint et d'autres réalisés plus que prévus. Ainsi, 150 variétés d'actions culturelles ont été répertoriées et 10 secteurs intégrant la culture dans leurs stratégies ont été recensés. Pourtant, aucun bien culturel n'a été ni classé en patrimoine national, ni en patrimoine mondial durant l'année 2020. Quant au renforcement de l'identité nationale, le taux d'avancement de la réhabilitation du Rovnan'Antananarivo s'est élevé à 100% sur 40% estimés. Concernant la promotion de la culture, 5 centres culturels ont été construits et 10 évènements mettant en exergue la particularité culturelle de Madagascar ont été organisés.

2. Secteur social

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

Le secteur social est composé de 6 Ministères, 8 missions et 22 programmes, auxquels ont été associés 27 Objectifs Globaux, et 66 Objectifs Spécifiques.

Les indicateurs inscrits sont au nombre de 105 dont 46 ont atteint leur cible, dégageant un taux de réalisation de 43,81%, mettant ainsi ce secteur en troisième position en matière d'atteinte des valeurs cibles.

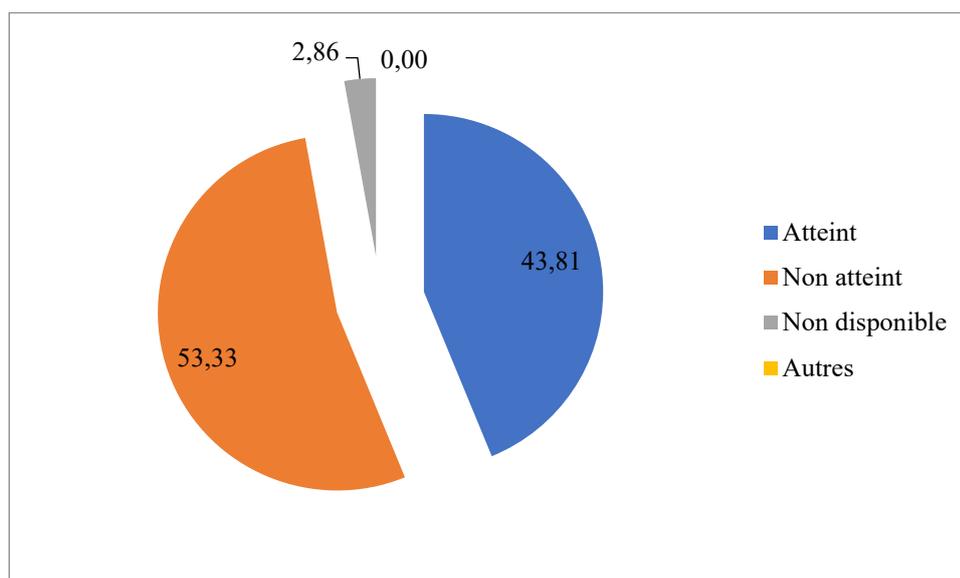
Dans le cadre de la concrétisation des actions, les crédits finaux ont été évalués à 2 356,72 milliards d'ariary. En fin d'année, leurs dépenses se sont élevées à 1 766,33 milliards d'ariary, soit un taux d'absorption de 74,95%.

Tableau 13 : Réalisation physiques et financières des Ministères du secteur social

En nombre											En milliards d'Ariary		
Min	Mis.	Prog.	OG	OS	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
6	8	22	27	66	103	105	46	56	3	0	2	2 356,72	1 766,33

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

Graphique 2 : Performance du secteur social en 2020 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

b. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur social

Tableau 14 : Récapitulation des réal. physiques et financières des Ministères du secteur social.

SECTEUR SOCIAL											
Ministère	Code prog	Libellés programmes	Ind insc.	En nombre				%	En ariary		%
				A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.
Min Sanp	024	Administration et coordination	4	3	1	0	0	75,00%	226 110 624 000,00	209 757 616 919,65	92,77%
	505	Lutte contre les maladies	4	2	2	0	0	50,00%	186 480 187 000,00	2 651 751 015,03	1,42%
	506	Survie et développement de la Mère et de l'Enfant	4	2	2	0	0	50,00%	182 957 398 000,00	60 757 499 319,48	33,21%
	508	Fourniture des soins de santé de qualité	6	4	2	0	0	66,67%	134 438 386 000,00	96 092 469 230,32	71,48%
Total			18	11	7	0	0	61,11%	729 986 595 000,00	369 259 336 484,48	50,58%
MJS	045	Administration et coordination	10	3	7	0	0	30,00%	15 035 830 000,00	13 697 032 003,08	91,10%
	312	Jeunesse et loisirs	11	2	9	0	0	18,18%	4 678 210 000,00	1 514 895 891,20	32,38%
	301	Sports	12	2	9	1	0	16,67%	48 394 036 000,00	47 059 798 603,76	97,24%
Total			33	7	25	1	0	21,21%	68 108 076 000,00	62 271 726 498,04	91,43%
MPPSPF	066	Administration et coordination	4	2	2	0	0	50,00%	15 031 141 000,00	13 529 925 413,68	90,01%
	828	Population et développement	5	3	2	0	0	60,00%	10 509 887 000,00	798 801 738,00	7,60%
	829	Genre et développement	2	2	0	0	0	100,00%	2 913 136 000,00	584 074 993,17	20,05%
	830	Protection sociale	2	2	0	0	0	100,00%	17 226 166 000,00	3 401 047 382,01	19,74%
Total			13	9	4	0	0	69,23%	45 680 330 000,00	18 313 849 526,86	40,09%
MEN	067	Administration et coordination	5	0	5	0	0	0,00%	872 688 114 000,00	846 029 204 589,65	96,95%

SECTEUR SOCIAL											
Ministère	Code prog	Libellés programmes	En nombre					Taux de réal.	En ariary		Taux de réal.
			Ind insc.	A	NA	ND	Aut.		Crédits finaux	Dépenses réalisées	
	313	Education préscolaire	2	1	1	0	0	50,00%	3 196 233 000,00	2 483 536 250,00	77,70%
	314	Education fondamentale de 9 ans	5	2	3	0	0	40,00%	354 019 245 000,00	229 089 002 188,69	64,71%
	315	Education non formelle	3	2	1	0	0	66,67%	167 168 000,00	126 127 299,78	75,45%
	316	Enseignement secondaire général	4	2	2	0	0	50,00%	11 162 811 000,00	4 804 861 387,50	43,04%
Total			19	7	12	0	0	36,84%	1 241 233 571 000,00	1 082 532 731 715,62	87,21%
METFP	049	Administration et coordination	1	1	0	0	0	100,00%	30 628 970 000,00	29 477 578 318,57	96,24%
	309	Formation professionnelle et technique	5	1	3	1	0	20,00%	24 210 694 000,00	17 022 378 403,12	70,31%
Total			6	2	3	1	0	33,33%	54 839 664 000,00	46 499 956 721,69	84,79%
MESUPRES	028	Administration et coordination	7	5	2	0	0	71,43%	206 575 265 000,00	177 282 784 334,32	85,82%
	310	Enseignement supérieur	4	1	3	0	0	25,00%	7 589 456 000,00	7 475 973 921,42	98,50%
	050	Administration et coordination	2	2	0	0	0	100,00%	2 302 700 000,00	2 300 206 959,92	99,89%
	311	Recherche scientifique	3	2	0	1	0	66,67%	401 748 000,00	390 396 862,00	97,17%
Total			16	10	5	1	0	62,50%	216 869 169 000,00	187 449 362 077,66	86,43%
6 Ministères 22 Prog			105	46	56	3	0	43,81%	2 356 717 405 000,00	1 766 326 963 024,35	74,95%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE (Min SanP)

- *Administration et coordination* : développer la capacité organisationnelle et managériale du système de santé a été l'objectif poursuivi par ce programme. 5 bureaux administratifs ont ainsi été dotés en matériels et mobiliers de bureau pour garantir la mise aux normes des infrastructures administratives et des équipements informatiques. Le pourcentage des CSB2 sans médecins a été réduit à 35% sur 40% envisagés grâce à la contractualisation de personnels par les Partenaires Techniques et Financiers et le recrutement des médecins par l'Etat. 10 districts uniquement sur 15 estimés ont eu des CSU (Couverture Santé Universelle) opérationnelles à cause du confinement sanitaire qui a retardé son opérationnalisation dans les districts d'extension.

- *Lutte contre les maladies* : en matière de surveillance épidémiologique, 28 districts ont été supervisés et 87% de Tests de Diagnostic Rapide du paludisme (TDR palu) ont été distribués, livrés en temps réel pour éviter la rupture de stock. Néanmoins, le taux de dépistage des facteurs de risques des MNT (Maladies Non Transmissibles) n'a été réalisé qu'à 13,8% à cause de l'insuffisance de matériels de dépistage au niveau des Formations Sanitaires, du manque de sensibilisation de la population et faute de personnel formé.

- *Survie et développement de la Mère et de l'Enfant* : le taux de couverture vaccinale pour tout antigène a été de 92%, réalisé comme prévu grâce à la continuité des activités de vaccination en dépit du contexte de la Covid-19. Le taux d'accouchement auprès des formations sanitaires a été de 36,5% du fait de la dotation en KIA (Kits Individuels pour Accouchement), et grâce à la formation en Santé Maternelle et Néonatale (SMN). Toutefois, dans le cadre de renforcement de la prévention et la prise en charge de la malnutrition des enfants âgés de moins de 5 ans, le taux d'insuffisance pondérale en consultation externe n'a été que de 2% sur 9% estimés, faute de matériels et d'équipements au niveau des CSB.

- *Fournitures de soins de santé de qualité* : 13 Centres Hospitaliers de Référence de District (CHRD) ont été mis aux normes pour assurer une prise en charge correcte au niveau des hôpitaux des régions et des districts. Quant à l'amélioration de l'offre et l'accessibilité de la population à des services de qualité, des intrants de santé au niveau des formations sanitaires ainsi que des poches de sang ont été rendus disponibles au niveau des centres hospitaliers.

- **MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (MJS)**

Mission « Jeunesse »

- *Administration et coordination* : toutes les conventions de partenariats internationales, nationales et régionales pour le secteur jeunesse et sports ont été conclues dans le but de développer les partenariats. De ce fait, pour renforcer la compétence nationale dans les domaines de la jeunesse et des sports à tous les niveaux, 192 cadres en administration de la jeunesse et des sports ont été formés en dispositifs de perfectionnement professionnel continu (PPC). Par contre, seule la moitié des techniciens locaux/communautaires dans les domaines de la jeunesse et des sports ont été formés avec des dispositifs de PPC au niveau régional et local.

- *Jeunesse et loisirs* : 2 indicateurs sur 9 inscrits ont été atteints, il s'agit du nombre de centre de jeunes en entrepreneuriats formés et accompagnés ainsi que le nombre d'adolescents et de jeunes éduqués et accompagnés en matière de santé de reproduction. 6 indicateurs ont des résultats peu concluants entre autres 2 sites de reforestation économique pour emplois-jeunes (agroforesterie, unité de transformation, circuits de commercialisation) sur 22 attendus ont été installés, 30 meilleurs projets d'entrepreneuriat urbain et rural sur 88 attendus ont été appuyés et 100 adolescents et jeunes sur 100 000 attendus ont été protégés contre les fléaux de toutes sortes (tabagisme, traite de personnes, violences basées sur le genre, drogue, prostitution infanto-juvénile etc.). En outre, aucune réalisation n'a été enregistrée pour l'organisation de l'événement promouvant les emplois-jeunes de type « salon des emplois » à cause de la Covid-19 empêchant la présentation.

Mission « Sports »

- *Sports* : 40 athlètes ont été accompagnés et traités avec le statut d'athlètes de haut niveau ayant un taux de performance exigé aux compétitions internationales. Néanmoins, seuls 1 000 fonctionnaires et agents de l'Etat sur 66 000 attendus ont eu accès à des services de sport d'entretien de qualité pour améliorer la santé et le bien-être social des enfants et des personnes adultes grâce aux bienfaits des activités physiques et motrices ; 10 écoles, communautés et églises sur 100 envisagées ont été dotées d'une école de sport et de la vie (ESV) autonome et performante. Les données relatives au nombre d'enfants ayant eu accès à des services d'éducation motrice de qualité, au renforcement des fédérations en charge du sport scolaire et universitaire dans le cadre de la préparation de la relève sportive, et à l'encadrement et l'accompagnement des jeunes talents sportifs malgaches vers le haut niveau ont été déclarées non disponibles.

- MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME (MPPSPF)

- *Administration et coordination* : dans le cadre du renforcement du système d'information du ministère, toutes les directions ciblées ont été dotées d'un système d'information opérationnel. Quant à l'amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat, seuls 5% du patrimoine de l'Etat ont été régularisés suite au contexte lié à la Covid 19, empêchant le déplacement et la fermeture des bureaux administratifs.

- *Population et développement* : concernant la mise en place d'un système de protection adapté aux besoins de l'enfant, 64 419 enfants en situation difficile (vulnérables, maltraitance ou sans copie d'acte de naissance etc.) ont été pris en charge, bien qu'aucune association n'ait été mobilisée pour appuyer les initiatives communautaires. Concernant l'exclusion sociale des personnes âgées (PA) et/ou en situation d'handicap, 13 710 PA ont bénéficié d'un appui, d'une prise en charge et ou d'un accompagnement avec l'appui des ONG partenaires pour réduire l'exclusion sociale.

- *Genre et développement* : l'objectif qui consistait à améliorer le statut socio-économique et juridique des femmes a été réalisé. Ainsi, pour renforcer l'appui aux victimes de violences basées sur le genre, 4 312 femmes ont été accompagnées et 13 dispositifs de prise en charge ont été opérationnels à travers la mise en place de centres d'écoute et de conseil juridique, soutenus à travers le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

- *Protection sociale* : 622 375 ménages ont bénéficié du « Tosika Fameno » pour faire face au Covid 19 et 314 834 personnes recensées vulnérables et/ou victimes de chocs ont été appuyées en vivres, en vêtements, en couvertures, en kits d'hygiène et/ou en kits de cuisine.

- **MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE (MEN)**

Mission « Education »

- *Administration et coordination* : le taux d'engagement des dépenses tant au niveau central que régional n'a pas été atteint à cause du retard dans la nomination des acteurs budgétaires suite à la scission du ministère.

- *Education préscolaire* : 50% des écoles primaires publiques et communautaires ont eu des centres d'activités préscolaires dans le but d'étendre et d'améliorer l'offre publique d'enseignement préscolaire et 30% des éducateurs ont été certifiés afin de promouvoir la qualité de l'éducation.

- *Education fondamentale de 9 ans* : promouvoir la qualité de l'enseignement fondamental a été l'objectif global et unique de ce programme. 49,28% des candidats ont été admis à l'examen BEPC et 38 560 enseignants non fonctionnaires ont été subventionnés pour alléger les charges des parents. Par ailleurs, 120 salles de classe ont été nouvellement construites ou réhabilitées pour améliorer la structure d'accueil liée à l'Education Fondamentale.

- *Education non formelle* : pour promouvoir l'éducation non formelle, 46 195 enfants/jeunes de moins de 16 ans, vulnérables et exclus du système scolaire intégré ont été réinsérés dans le système formel et 24 écoles de parents ont été mises en place pour promouvoir l'éducation au civisme et à la citoyenneté. Cependant, le taux d'accroissement du nombre de personnes jeunes et adultes qui suivent des cours d'alphabétisation a reculé à cause de la situation d'urgence sanitaire.

- *Enseignement secondaire général* : dans le cadre de l'amélioration de l'accès, de l'équité et de la rétention au sein de l'Enseignement Secondaire Général (ESG), 539 lycées ont été dotées de caisse école pour alléger les charges parentales et 60 salles de classe ont été nouvellement construites /réhabilités pour améliorer les structures d'accueil au niveau de l'ESG. Concernant le rendement scolaire de l'ESG, 47 % des candidats ont été admis à l'examen Baccalauréat.

- **MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (METFP)**

- *Formation professionnelle et technique* : un seul indicateur parmi les 5 inscrits a atteint la cible comme prévue, afférent au pourcentage des personnes formées par rapport aux besoins en compétences exprimés. A propos de l'amélioration de la qualité et la pertinence des formations, 15 917 individus ont été certifiés sur 30 600 estimés, et 6 cursus et curricula de formation ont été adaptés sur 10 attendus à cause du confinement limitant leur réalisation au niveau des établissements. Le changement de structure au niveau du ministère a également causé un retard en termes d'engagement.

- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)

Mission « Enseignement Supérieur »

- *Enseignement supérieur* : contribuer à la remise aux normes du système d'enseignement supérieur a été l'objectif global du programme. 3 antennes universitaires ont été évaluées.

Mission « Recherche Scientifique »

- *Administration et coordination* : les principales activités de la recherche scientifiques axées sur la mise en évidence des résultats de la recherche depuis l'arrivée du Coronavirus à Madagascar.

- *Recherche scientifique* : les données relatives au nombre de brevets déposés à l'Office Malgache de la Propriété Industrielle (OMAPI) ont été déclarées non disponibles. Cependant, 12 brevets libres d'exploitation à Madagascar et des brevets tombés dans le domaine public comme le séchage des fruits ainsi que 28 brevets intégrant des plantes endémiques de Madagascar ont été envoyés au réseau CATI (Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation) Madagascar en vue de la déposition à l'OMAPI.

3. Secteur infrastructure

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur infrastructure

Le secteur infrastructure est composé de 5 Ministères avec 12 missions et 24 programmes, auxquels ont été associés 28 Objectifs Globaux, répartis en 47 Objectifs Spécifiques. 136 indicateurs ont été dénombrés dont 49 ont été atteints, soit 36,03%, une faible réalisation comparée aux autres secteurs.

Ce secteur a bénéficié de 1 407,84 milliards d'ariary des crédits définitifs du BGE pour lesquelles les dépenses à la clôture de l'exercice ont été évaluées à 871,71 milliards d'ariary, soit 61,92% des crédits alloués.

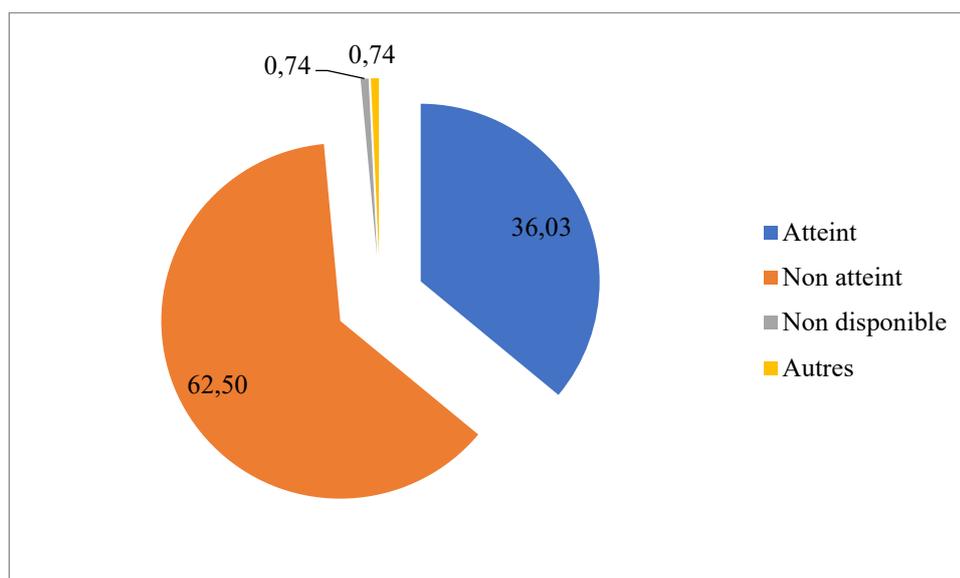
Le tableau suivant résume les réalisations du secteur infrastructure :

Tableau 15 : Réalisations physiques et financières des Ministères au sein du secteur infrastructure

En nombre											En Milliards d'Ariary		
Min	Mis.	Prog.	OG	OS	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
5	12	24	28	47	126	136	49	85	1	1	1 657,11	1 407,84	871,71

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

Graphique 3 : Performance du secteur infrastructure en 2020 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

b. Suivi par programme des réalisations des ministères auprès du secteur infrastructure

Tableau 16 : Récapitulation des réalisations physiques et financières des Min. du secteur infrastructure.

SECTEUR INFRASTRUCTURE												
Ministère	Code prog	Libellés programmes	en nombre					en%	en milliards		en%	
			Ind insc.	A	NA	N D	Aut.	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	
MEH	031	Administration et coordination	3	1	2	0	0	33,33%	4 931 507 000,00	4 598 797 464,94	93,25%	
	203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale	12	2	10	0	0	16,67%	164 791 149 000,00	62 625 893 197,35	38,00%	
	032	Administration et coordination	0	0	0	0	0	0	2 400 636 000,00	2 392 379 515,80	99,66%	
	204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	5	3	2	0	0	60,00%	41 000 000,00	40 512 570,00	98,81%	
Total			20	6	14	0	0	30,00%	172 164 292 000,00	69 657 582 748,09	40,46%	
MEAH	032	Administration et coordination	3	0	2	1	0	0,00%	4 784 775 000,00	3 706 077 959,70	77,46%	
	205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	17	2	15	0	0	11,76%	105 433 456 000,00	30 518 536 806,24	28,95%	
Total			20	2	17	1	0	10,00%	110 218 231 000,00	34 224 614 765,94	31,05%	
MATHTP	018	Administration et coordination	9	5	4	0	0	55,56%	2 669 762 000,00	2 536 825 763,81	95,02%	
	409	Domaine et sécurisation foncière	12	1	11	0	0	8,33%	4 609 688 000,00	1 547 083 917,01	33,56%	
	020	Administration et coordination	7	5	2	0	0	71,43%	7 211 653 000,00	6 548 624 811,70	90,81%	
	206	Développement des infrastructures routières	21	9	12	0	0	42,86%	688 237 491 000,00	431 043 584 450,97	62,63%	

SECTEUR INFRASTRUCTURE											
Ministère	Code prog	Libellés programmes	en nombre					en%	en milliards		en%
			Ind insc.	A	NA	N D	Aut.	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.
	218	Gestion du patrimoine routier	2	1	1	0	0	50,00%	1 126 458 000,00	235 205 643,75	20,88%
	021	Administration et coordination	6	3	3	0	0	50,00%	32 292 919 000,00	24 168 169 407,78	74,84%
	207	Aménagement et équipement des villes	13	3	9	0	1	23,08%	177 662 235 000,00	158 021 963 641,81	88,95%
	215	Développement des infrastructures	6	4	2	0	0	66,67%	126 848 848 000,00	81 659 324 923,33	64,38%
	219	Nouvelles villes et Logement	0	0	0	0	0	0	6 074 034 000,00	1 395 078 212,08	22,97%
Total			76	31	44	0	1	40,79%	1 046 733 088 000,00	707 155 860 772,24	67,56%
MTTM	040	Administration et coordination	1	1	0	0	0	100,00%	5 406 466 000,00	3 263 392 448,94	60,36%
	618	Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme	2	0	2	0	0	0,00%	191 607 000,00	165 788 078,00	86,53%
	619	Aménagement et développement du secteur tourisme	2	0	2	0	0	0,00%	1 156 330 000,00	1 122 202 646,87	97,05%
	022	Administration et coordination	1	1	0	0	0	100,00%	6 415 029 400,00	5 813 181 304,12	90,62%
	208	Transports routier et ferroviaire	2	2	0	0	0	100,00%	50 601 180 600,00	41 090 035 739,10	81,20%
	209	Transports maritime, Fluvial et aérien	3	2	1	0	0	66,67%	3 035 522 000,00	2 656 802 758,47	87,52%
	211	Développement météorologique	1	1	0	0	0	100,00%	1 441 199 000,00	1 336 357 323,64	92,73%
Total			12	7	5	0	0	58,33%	68 247 334 000,00	55 447 760 299,14	81,25%
MPTDN	023	Administration et coordination	2	0	2	0	0	0,00%	1 406 075 000,00	1 213 434 999,71	86,30%
	214	Appui à l'extension de la couverture postale	3	2	1	0	0	66,67%	0	0	
	043	Administration et coordination	2	0	2	0	0	0,00%	0	0	
	210	Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	1	1	0	0	0	100,00%	9 075 225 000,00	4 011 219 155,94	44,20%
Total			8	3	5	0	0	37,50%	10 481 300 000,00	5 224 654 155,65	49,85%
5 Ministères 24 Prog			136	49	85	1	1	36,03%	1 407 844 245 000,00	871 710 472 741,06	61,92%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

- MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES (MEH)

- *Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale* : sur la satisfaction de la demande intérieure en termes d'énergie locale, le taux d'accès en électricité a été évalué à 16%, offre qui ne couvre pas la totalité des besoins de la population. En outre, 5 500 kits solaires ont été distribués aux ménages par le biais de l'énergie durable pour tous. Les heures de délestage n'ont été réduites que de 12% sur 40% espérées.

- *Développement du secteur pétrolier et des biocarburants* : 100 m³ des produits ont été extraits, transformés et consommés sur 10 000 m³ attendus. En outre, le nombre de doléances reçus sur

un soupçon d'adultération a diminué à 21% si la prévision était de 75% suite aux mesures restrictives appliquées due à la propagation du coronavirus. En effet, une baisse dans la consommation des produits pétroliers a été constatée, ce qui a également fait diminuer le nombre de doléances rapportées.

- **MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE (MEAH)**

- *Développement de l'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement* : 77% des travaux d'infrastructures d'assainissement ont été réalisés à travers la mise en place des 115 789 latrines basiques, 81 latrines institutionnelles et 168 blocs sanitaires. Concernant l'amélioration de l'accès à l'eau potable, tous les travaux d'urgence de la JIRAMA ont été réalisés, mais seules 11 citernes d'eau sur 100 envisagées ont été acquises.

- **MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'HABITAT ET DES TRAVAUX PUBLICS (MATHTP)**

Mission « Domaine et Sécurisation Foncière »

- *Administration et coordination* : les doléances ainsi que les réclamations reçues des usagers ont été traitées dans les meilleurs délais par la Direction des Domaines et de la Propriété Foncière.

- *Domaine et sécurisation foncière* : un indicateur sur 11 inscrits a été atteint, relatif au nombre de documents topographiques délivrés dont les résultats ont été meilleurs suite à l'augmentation des demandes en sécurisation foncière. Les autres indicateurs n'ont été réalisés que partiellement à cause du contexte de la Covid 19 dont les plus marquants ont été : la numérisation de 44 124 documents topographiques sur 62 000 envisagés ; l'élaboration de 36 Plans Locaux d'Occupation Foncière (PLOF) sur 250 attendus, ayant été validés et vérifiés par la commune; la mise en place de 14 030 opérations de bornages sur 32 340 prévus, ; l'établissement de 7 113 titres fonciers sur 32 340 envisagés ; le jugement de 149 parcelles sur 3 000 et la mise en place et/ou construction de 2 guichets uniques seulement sur les 14 escomptés.

Mission « Travaux publics »

- *Administration et coordination* : un document de stratégie et un plan d'action a été établi comme prévus et en conformité avec les lignes directrices du Plan de l'Emergence.

- *Développement des infrastructures routières* : en matière de construction et de réhabilitation des réseaux routiers et les ouvrages d'art, 422 km de routes ont été réhabilités et ou construits, avec 80% des routes (voies urbaines (VU) et routes communales (RC)) ayant été réhabilitées. Concernant la réhabilitation des réseaux des routes nationales, 375 Ml de pont modulaire ont été installés. Cependant, sur 800 km linéaires des routes nationales à construire, seuls 63 km ont été exécutés, le reste en cours de travaux car s'étalant sur plusieurs années.

- *Gestion du patrimoine routier* : pour maintenir le réseau routier et structurante en bon état, 21 ouvrages d'art et de franchissement ainsi que 11 465,49 km de routes ont été entretenus.

Mission « Aménagement du territoire »

- *Administration et coordination* : sur 60 agents devant être formés, 274 agents ont bénéficié de cette opportunité au sein de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire.

- *Aménagement et équipement des villes* : dans le cadre de la mise en place des sites de logements, 8 études ont été entamées et 6 communes urbaines ont bénéficié d'un renforcement de capacités et d'appuis institutionnels. Néanmoins, aucun logement/appartement n'a été construit sur les 450 escomptés, certains travaux étant en cours, d'autres en attente d'attribution ou du visa du contrôle financier. Pour renforcer la planification, l'organisation et la structuration des territoires, 116 territoires urbains et périurbain ont bénéficié de travaux d'urbanisme sur 230 envisagés.

Mission « Grands Travaux d'Infrastructures et d'Equipements »

- *Développement des infrastructures* : pour mettre en œuvre et réaliser des projets structurant pour un développement humain durable, 2 projets (Projet d'Appui à la Connectivité des Transports et Projet d'Aménagement de Corridors et de Facilitation du Commerce) ont été mis en œuvre suivant le document de planification et environ 2 000 000 personnes ont été bénéficiaires des Projets d'Urgence Présidentiel.

- MINISTERE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE (MTTM)

Mission « Tourisme »

- *Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme* : aucun patrimoine sur 13 attendus n'a été valorisé à cause de la pandémie, limitant la descente sur terrain. Concernant l'emploi direct lié au tourisme, 48 767 emplois ont été créés sur 66 750, suite à la réticence des investisseurs dus à la Covid 19.

- *Aménagement et développement du secteur tourisme* : le nombre de touristes enregistré et visitant Madagascar a été de 68 110 sur 340 000 touristes attendus, non atteint dû à la fermeture des frontières. Quant aux montants des vignettes touristiques, la somme réunie ne s'est élevée qu'à 480,32 millions d'ariary contre 2 250 millions d'ariary envisagés, d'une part, bon nombre d'établissements touristiques œuvrent dans l'informel, et d'autre part, le secteur tourisme a été le plus touché par la pandémie.

Mission « Transport »

- *Transport routier et ferroviaire* : 5 gares ferroviaires ont été réhabilitées et 7 infrastructures de transports routiers construites à savoir la construction des Aires de Service, de Sécurité et de Repos

(ASSR) sises à Andimaka, Lambokely, Andranovelona Tsiroanomandidy, Ramala Mahatsinjo, Ranomafana Est et Ambalamanakana.

- *Transport maritime, fluvial et aérien* : 2 ports ont été réhabilités et/ou aménagés (construction d'embarcadère/débarcadère à Soalala et la réhabilitation de deux quais au port de Mahajanga) et 2 infrastructures aéroportuaires ont été mises aux normes (1^{ère} phase des travaux d'aménagement de l'aérodrome à Bekopaka et l'aménagement de l'aérodrome à Ranohira).

Mission « Météorologie »

- *Développement météorologique* : lors de la mise en place et le renforcement du système d'alerte en temps réel, 2 866 bulletins et avis d'alerte ont été émis sur 98 envisagés. Les bulletins de prévisions ont été établis comme d'habitude et les avis d'alerte émis suivant la gravité des conditions météorologiques.

- MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE (MPTDN)

Mission « Postes et Télécommunications »

- *Appui à l'extension de la couverture postale* : en matière d'amélioration de la couverture postale, 22 bureaux d'opérateurs ont été suivis et contrôlés grâce à la collaboration du ministère avec une équipe dans la réalisation de projets.

Mission « Technologie de l'Information et de la Communication » (TIC)

- *Administration et coordination* : 26 points d'accès ont été opérationnels sur 158 attendus face à l'insuffisance de matériels et aucun texte législatif, réglementaire, ou documents techniques afférent à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services des télécommunications et du développement numérique n'a été établi durant l'année 2020 à cause de la suspension de la procédure.

- *Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales* : 36 points d'accès opérationnels ont été recensés pour développer les réseaux d'accès au TIC.

4. Secteur productif

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

Le secteur productif a regroupé 4 Ministères avec 7 principales missions et 18 Programmes. 23 objectifs globaux ont été recensés, avec 52 Objectifs spécifiques. Pour concrétiser ses actions publiques, une enveloppe de 825,13 milliards d'Ariary a été octroyée à ce secteur, dont les dépenses se sont élevées à 370,59 milliards d'Ariary soit 44,91% de leurs crédits définitifs.

Ce secteur prend la première place en termes de performance avec 73 indicateurs atteints sur 123 indicateurs inscrits, soit une performance de 59,35%.

A titre indicatif, les documents de performance de deux ministères au sein de ce secteur a connu des changements suivant l'arrêté n°25194/2020 portant modification du document de performance pour le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et suivant l'arrêté n°23-214/2020 portant modification partielle du document de performance pour celui du ministère des mines et des ressources stratégiques.

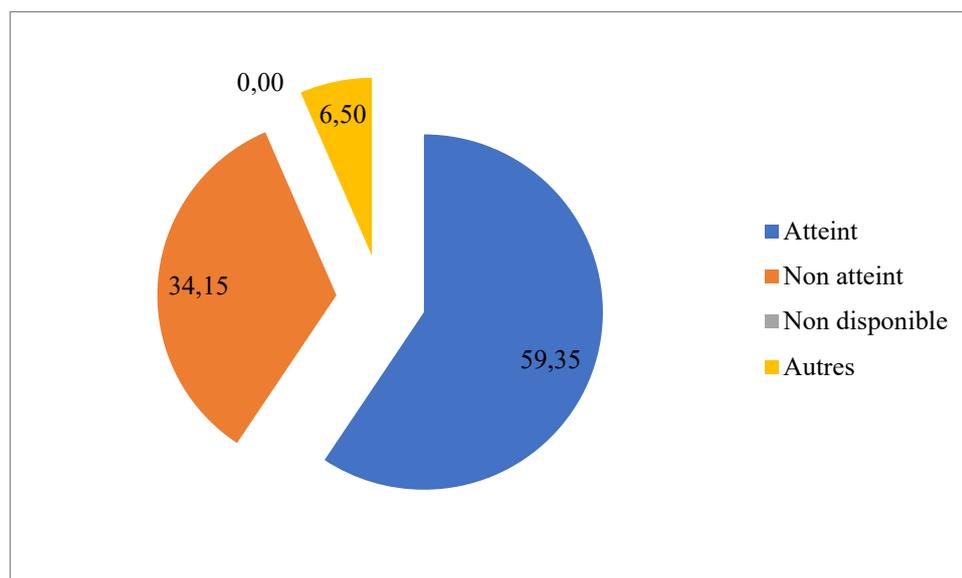
Les réalisations du secteur productif tant en termes de crédits que de performance sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau 17 : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

En nombre											En Milliards d'Ariary		
Min	Mis.	Prog.	OG	OS.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
4	7	18	23	52	163	123	73	42	0	8	942,54	825,13	370,59

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

Graphique 4 : Performance du secteur productif en 2020 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

b. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur productif

Tableau 18 : Récapitulation des réal. physiques et financières des Ministères du secteur productif.

SECTEUR PRODUCTIF											
			En nombre					En %	En ariary		En %
Ministère	Code prog	Libellés programmes	Ind ins	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.
MICA	051	Administration et coordination	17	10	7	0	0	58,82%	10 417 339 000,00	10 125 057 704,28	97,19%
	605	Industrie	3	1	2	0	0	33,33%	14 324 993 000,00	425 196 083,20	2,97%
	621	Développement du secteur privé	1	1	0	0	0	100,00%	53 998 000,00	53 976 700,00	99,96%
	037	Administration et coordination	6	3	3	0	0	50,00%	32 919 251 000,00	30 845 476 560,41	93,70%
	614	Commerce intérieur	6	6	0	0	0	100,00%	999 166 000,00	667 728 092,40	66,83%
	615	Commerce extérieur	2	1	1	0	0	50,00%	23 678 732 000,00	883 529 232,00	3,73%
	616	Artisanat	4	1	3	0	0	25,00%	2 238 208 000,00	705 598 341,40	31,53%
Total			39	23	16	0	0	58,97%	84 631 687 000,00	43 706 562 713,69	51,64%
MAEP	033	Administration et coordination	5	0	5	0	0	0,00%	5 123 018 000,00	4 447 749 599,60	86,82%
	408	Développement de la pêche et des ressources halieutiques	4	2	2	0	0	50,00%	68 576 610 000,00	18 148 497 042,24	26,46%
	061	Administration et coordination	2	1	1	0	0	50,00%	33 780 555 000,00	32 425 627 621,73	95,99%
	411	Agriculture	3	2	1	0	0	66,67%	498 927 177 000,00	220 698 257 732,96	44,23%
	412	Elevage	2	2	0	0	0	100,00%	2 962 634 000,00	2 920 641 203,28	98,58%
Total			16	7	9	0	0	43,75%	609 369 994 000,00	278 640 773 199,81	45,73%
MEDD	017	Administration et coordination	7	2	5	0	0	28,57%	23 778 480 000,00	20 314 662 572,51	85,43%
	701	Gestion durable des ressources naturelles	6	5	1	0	0	83,33%	81 807 753 000,00	5 746 934 090,99	7,02%
	704	Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes Malagasy	8	4	3	0	1	50,00%	5 302 864 000,00	2 603 839 348,00	49,10%
Total			21	11	9	0	1	52,38%	110 889 097 000,00	28 665 436 011,50	25,85%
MMRS	019	Administration et coordination	26	19	4	0	3	73,08%	16 714 015 000,00	16 080 951 434,15	96,21%
	217	Développement du secteur pétrolier	5	2	1	0	2	40,00%	945 090 000,00	938 249 778,04	99,28%
	609	Développement du secteur minier	16	11	3	0	2	68,75%	2 576 832 000,00	2 558 617 074,06	99,29%
Total			47	32	8	0	7	68,09%	20 235 937 000,00	19 577 818 286,25	96,75%
4 Ministères 18 Prog			123	73	42	0	8	59,35%	825 126 715 000,00	370 590 590 211,25	44,91%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2020

- **MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT (MICA)**

Mission « Industrie »

- *Administration et coordination* : pour promouvoir la bonne gouvernance, 15 dossiers ont été traités, liés aux nominations des acteurs budgétaires, aux créations de régies d'avance renouvelables et exceptionnelles et à l'exécution budgétaire. De plus, 3 432 dossiers « Ressources Humaines » concernant la gestion des carrières des agents du MICA, les distinctions honorifiques et divers dossiers de mandatement ont été traités. En outre, 3 réunions de partenariats ont été effectuées, afférentes à des négociations entre le MICA et les partenaires techniques et financiers dans le cadre du Projet de Développement de la zone de Transformation Agroindustrielles dans la Région du Sud-Ouest de Madagascar (PTASO), du Projet d'appui à l'industrialisation et au secteur financier (PAISF), et du projet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'Identité Malagasy (PRODIGY). 79 textes relatifs aux contentieux économiques et des résolutions face aux problèmes des industries et coopératives ont été traités, étudiés et soumis en conseil.

- *Industrialisation* : doter Madagascar d'un tissu industriel dynamique et compétitif a été l'objectif assigné à ce programme. 10 sociétés ont été sensibilisées et accompagnées, telles que les unités industrielles subventionnées en matériels techniques industriels afin d'améliorer leur rendement et la qualité de leurs produits. 2 zones industrielles ont également été implantées à savoir la Zone d'Emergence Industrielle (ZEI) à Moramanga et le commencement des procédures de sécurisation foncière du Parc Industriel à Arivonimamo.

- *Développement du secteur privé* : 2 stratégies de mise en œuvre ont été élaborées pour améliorer l'environnement entrepreneurial des coopératives.

Mission « Commerce »

- *Administration et Coordination* : la moitié des indicateurs inscrits dans ce programme a atteint sa cible, à l'instar du nombre de dossiers traités (documents stratégiques et documents de partenariats) et des EPN subventionnés rattachés au MICA. Cependant, le taux d'engagement budgétaire souhaité n'a pas été atteint du fait de l'engagement tardif des dépenses du Ministère, n'ayant été effectué que vers le 3^{ème} et 4^{ème} trimestre pour la plupart.

- *Commerce Intérieur* : l'objectif de ce programme s'est focalisé sur le renforcement de la compétitivité nationale et la sécurité des consommateurs. Tous les indicateurs ont été atteints car 75% des produits commercialisés ont respectés les dispositions en vigueur (normes et conditions de commercialisation), 5 234 instruments de mesure utilisés sur le marchés ont été vérifiés permettant de déceler les diverses irrégularités et d'accentuer les actions d'étalonnage des instruments dans le cadre du programme REFY, et 2 225 dossiers sur les affaires commerciales ont été traités, dossiers relatifs à la délivrance d'autorisations de mise en commercialisation des produits sur le marché.

- *Commerce Extérieur* : afin de développer les échanges extérieurs, une maison de la vanille a été matérialisée par l'ordre de service n°021-2020/MICA/PRMP du 21 Décembre 2020. Le projet de construction était prévu être finalisé courant 2021. Quant à l'accès aux marchés internationaux, malgré des diverses réunions de négociation initiées, seuls 5 problèmes de barrières non tarifaires sur 20 estimés ont été résolus.

Mission « Culture et Artisanat »

- *Artisanat* : dans le cadre du renforcement de la chaîne de valeur de l'artisanat malagasy, le taux d'avancement d'un site web a été évalué à 25%. Il s'agit de la création de la Galerie Virtuelle de l'Artisanat, destinée à être une plateforme en ligne de commercialisation et d'exploration des produits artisanaux malagasy. Toutefois, aucune chambre de métier n'a été mise en place, du aux restrictions sanitaires et à la fermeture des frontières régionales.

- MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (MAEP)

Mission « Pêche »

- *Développement de la pêche et de l'aquaculture* : le taux de production de la pêche et de l'aquaculture a été développé mais aucun guide de commercialisation des produits halieutiques n'a été élaboré.

Mission « Agriculture et Elevage »

- *Administration et coordination* : en matière de renforcement de capacité des acteurs pour la mise en œuvre du Programme Sectoriel Agriculture Elevage Pêche (PSAEP), 1 226 agents cadres et techniciens ont bénéficié de formation sur des thèmes différents contre 350 escomptés.

- *Agriculture* : 71 262 ha de superficies hydro-agricoles ont été irriguées pour lesquelles 36 822 ha étaient de nouvelles extensions de superficies rizicoles, 27 396 ha des superficies rizicoles nouvellement aménagées et 7 044 ha des superficies rizicoles remises en état. 13 015,063 millions d'ariary a été le montant des subventions accordées aux 1 560 demandes touchant 64 153 producteurs de 15 régions de Madagascar pour faciliter l'accès aux services agricoles et améliorer le revenu des producteurs.

- *Elevage* : 24 023 éleveurs ont été appuyés et encadrés sur 90 envisagés à travers la dotation en différents intrants d'élevage notamment en kits d'élevage, en géniteurs, en financement, en ruches ainsi que par le renforcement de capacités techniques. En outre, 133 infrastructures comprenant 116 points d'abreuvement et abreuvoirs, 9 provenderies aux normes, 6 usines de transformation des produits d'élevage et 2 mielleries ont été mises en place pour améliorer la technologie et les infrastructures d'élevage.

- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MEDD)

- *Administration et coordination* : pour améliorer le cadre de travail associé à l'environnement et au développement durable, 5 bâtiments administratifs du MEDD ont été réhabilités et ou construits, mais aucun technicien forestier et environnemental sortant de l'école d'Angavokely n'a été enregistré suite à la sortie tardive de la deuxième promotion faute de conseil d'administration.

- *Gestion durable des ressources naturelles* : 45 003 ha de superficies ont été reboisée/restaurée et 123 suivis écologiques ont été effectués.

- *Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes Malagasy* : 2 systèmes de Paiement pour Services environnementaux (PSE) ont été testés à Ambilobe et à Ambanja avec 700 personnes sensibilisées. Bien que 3 filières vertes (filières alternatives aux charbons de bois) sur 5 envisagées ont été promues, seules 18 évaluations et suivis environnementaux sur les 50 prévus ont été réalisés.

- MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES (MMRS)

- *Administration et coordination* : la plupart des indicateurs inscrits ont atteint leur cible, dont les plus marquants ont été : le traitement de tous les dossiers de poursuite (constatations et répressions des infractions minières) ; l'instauration de l'e-gouvernance dans le secteur extractif à l'aide de l'installation de systèmes de réseau informatique ; la promotion du géo-tourisme par l'amélioration de la visibilité et de l'attractivité du secteur minier de Madagascar ; et l'opérationnalisation de la Centrale de l'or (mise en place de la Centrale de l'or réorientée vers la constitution des réserves nationales d'or auprès de la BFM).

- *Développement du secteur pétrolier* : afin de restaurer un climat attractif d'investissement, l'optimisation de la gestion des blocs pétroliers en superposition avec les sites protégés a été opérée. En effet, la liste des zones sensibles et des aires protégées concernées par les activités pétrolières a été en partie établie.

- *Développement du secteur minier* : 177 kg d'or ont été acquis sur 200kg escomptés, du au contexte lié à la pandémie. 3 antennes locales de l'ANOR (Agence Nationale de la filière or) ont été mises en place à Ambilobe, à Maevatanana et à Miandrivazo. Quant à l'amélioration de la visibilité et de l'attractivité du secteur minier malagasy pour la promotion du géo-tourisme, 693 visiteurs ont été enregistrés au niveau du Musée National de Géologie de Madagascar, du Mining Business Center, de la Galerie des Mines ainsi que de la bibliothèque de Géologie. A propos de la professionnalisation des petits exploitants miniers nationaux, 8 061 ont été identifiés, et/ou recensés et formalisés sur 6 000 attendus. Le processus de concrétisation de l'unité de fontes locales concernant la constitution de réserves d'or a été reporté pour 2021 suite au contexte de la crise sanitaire, aux contraintes liées aux incertitudes économiques et surtout à l'attente de la levée de la suspension de l'octroi des permis miniers.

III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE DES LOIS DE FINANCES 2020

A. INTRODUCTION

Les lignes qui vont suivre vont dresser une analyse détaillée des mouvements de crédits d'une part et celle relative aux réalisations du budget de l'Etat en matière de recettes et de dépenses d'autre part. Elles reposent sur des éléments définitifs de l'exécution des lois de finances. Pour l'année 2020, 243 arrêtés d'aménagement ont été établis pour un montant de 660,90 milliards d'Ariary, 17 décrets de transfert ont été émis pour une somme de 897,77 milliards d'Ariary et 08 décrets de virement ont été pris pour un montant global de 18,97 milliards d'Ariary. Il est à noter que tous ces volumes de mouvement de crédits ont été opérés après la loi de finances rectificatives (LFR) pour 2020, et seuls 53 arrêtés d'aménagement de crédits d'une valeur de 12,33 milliards d'Ariary ont été pris avant la LFR. Pour l'année en revue, aucun décret d'avance n'a été pris. En ce qui concerne les prévisions, la loi de finances initiales (LFI) a escompté, en recettes et en dépenses, un budget total de 15 480 milliards d'Ariary, lequel a été réduit à 15 249 milliards d'Ariary par la LFR. Pour ce qui est des réalisations, les recettes et les dépenses se sont établies respectivement, en valeur absolue, à **9 805 731 606 756,94 Ariary** et **11 079 242 457 020,10 Ariary**, dégageant ainsi un solde débiteur de **1 273 510 850 263,14 Ariary**.

B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS

Selon la LOLF dans sa section III, la modification des inscriptions budgétaires en cours d'exécution est autorisée par le Parlement. Pour l'année 2020, des mouvements de crédits ont été procédés dans le respect des conditions stipulées par les articles 19 et 20.

1. *Mouvements de crédits*

Après l'adoption de la LFR en juillet 2020, des révisions de répartition de crédits ont été effectuées par certain(es) Institutions et Ministères, matérialisées à travers l'adoption de 321 textes réglementaires. Parmi ceux-là, 296 sont des Arrêtés d'aménagement de crédits et 25 Décrets dont 17 Décrets relatifs aux Transferts et 08 Décrets liés aux virements.

Le nombre d'actes modificatifs de crédits pris en 2020 a connu une augmentation par rapport à celui de l'année 2019, tel que montre le tableau suivant :

Tableau 19 : Situation des mouvements de crédits de 2018 à 2020

Types d'actes	2018	2019	2020
Décret portant transfert de crédits	13	23	17
Décret portant virement de crédits	20	07	08
Arrêté d'aménagement de crédits	329	245	296
TOTAL	362	275	321

Sources : actes modificatifs des crédits de 2018 à 2020, après l'adoption des LFR

❖ **Décret portant virement de crédits**

Après la LFR, 08 opérations de virement de crédits ont été réalisées, dont la somme totale s'est élevée à 18, 974 milliards d'Ariary. Elles ont été assignées aux Institutions et Ministères Suivants :

- La Primature, a procédé à un virement de crédits d'un montant total de 265,745 millions d'Ariary, par Décret n°2020-1564 du 25 Novembre 2020, pour le ravitaillement des troupes et la prise en charge des remboursements des frais médicaux ;
- Le Ministère de la Sécurité Publique a effectué un virement de crédits au niveau de son Programme 137 « Formation et réforme », d'un montant total de 177,190 millions d'Ariary, suivant Décret n°2020-865 du 05 Août 2020 pour la couverture du dépassement de crédits sur une ligne budgétaire du Ministère, par rapport aux inscriptions de la LFR 2020 ;
- Le Ministère de l'Economie et des Finances, a réalisé trois décrets dont :
 - Un montant total de 380 millions d'Ariary, pour le contrôle des marchés publics par les commissions, par Décret n°2020-1522 du 18 Novembre 2022 ;
 - Un montant total de 8,371 milliards d'Ariary, pour le paiement de la solde des agents de l'Etat suite au retard de leur rapatriement à cause de la conjoncture sanitaire internationale (Covid-19), suivant Décret N°2020-1677 du 09 Décembre 2020 ;
 - Un montant total de 11,341 milliards d'Ariary, à travers le Décret n°2020-1708 du 16 Décembre 2020, en vue de renflouer les lignes de crédits du MEF afin d'honorer les dépenses transversales ;
- Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, pour le lancement de la construction de la "Maison de la Vanille" à travers le PIP "220-Promotion de l'Exportation";
- Le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, pour la couverture des dépenses jugées prioritaires accompagnant l'engagement du Ministère à l'acquisition de 6 véhicules ;
- Le Ministère de l'Education Nationale a réalisé un virement de crédits dans son Programme 314, d'un montant total de 8,861 milliards d'Ariary, par Décret N°2020-1679 du 09 Décembre 2020, pour la dotation des manuels scolaires aux élèves.

❖ **Décret portant transfert de crédits**

Les transferts de crédits réalisés ont été matérialisés à travers 17 décrets, dont le coût total a atteint 897,771 milliards d'Ariary.

- Le Ministère de l'Eau de l'Assainissement et de l'Hygiène a réalisé un transfert de crédits dans son Programme 032, d'un montant de 525 millions d'Ariary, à travers le Décret n°2020-867 du 05/08/2020, pour un meilleur conditionnement de l'exécution budgétaire ;
- Le Ministère de l'Economie et des Finances a effectué des transferts de crédits pour le compte des Institutions et Ministères suivants :

- A travers le Décret n°2020-1109 du 09/09/2020, dont le montant s'est élevé à 2,830 milliards d'Ariary et pour lequel :
 - Le Ministère des Affaires Etrangères a reçu un transfert de crédits de 94,426 millions d'Ariary, pour la prise en charge des frais d'hospitalisation d'un agent consulaire auprès de l'Ambassade de Madagascar à Beijing ;
 - Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a bénéficié d'un transfert d'une somme de 2,735 milliards d'Ariary, pour les subventions de fonctionnement de 182 Communes pour l'année 2020.
- L'Assemblée Nationale :
 - A travers le Décret n°2020-1155 du 16/09/2020, a bénéficié d'un transfert de crédits d'une somme de 353,600 millions d'Ariary, pour le paiement des dépenses de location de véhicules pour les Députés dans le cadre de la tenue d'une session extraordinaire en date du 26/08/2020.
 - A travers le Décret n°2020-1476 du 11/11/2020, a reçu un transfert de crédits d'un montant de 5,637 milliards d'Ariary pour les comptes relatifs au "Personnel permanent", "Personnel membre des Institutions", "Carburant et Lubrifiant", "Frais de déplacement extérieur", "Redevances téléphoniques mobiles", "Hospitalisation, traitement et soins".
 - A travers le Décret n° 2020-1675 du 09/12/2020, a reçu une somme de 2,013 milliards d'Ariary, pour l'allocation en carburant du mois de Décembre et le 13ème mois des Députés.
- Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation :
 - A travers le Décret n°2020-1223 du 20/09/2020, a reçu un transfert de 2 milliards d'Ariary, en guise de transfert du Fonds National de Contingence au Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC).
 - A travers le Décret n°2020-1402 du 28/10/2020, a reçu un transfert de 20 milliards d'Ariary, pour une dotation complémentaire de crédits au profit du Centre de Commandement Opérationnel par le biais de la BNGRC, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.
- A travers le Décret n°2020-1477 du 11/11/2020, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a reçu un transfert de crédits d'une somme de 1,008 milliards d'Ariary ; il s'agit d'un octroi de crédits complémentaires au profit du Ministère en vue de la réalisation des matchs à Abidjan et à Madagascar du 12 et du 17 Novembre 2020.
- A travers le Décret n°2020-1678 du 09/12/2020, le Ministère de l'Education Nationale a bénéficié d'un transfert de crédits de 1,600 milliards d'Ariary, en vue du paiement des dépenses d'urgences au niveau de ce Ministère.

- A travers le Décret n° 2020-1287 du 07/10/2020, un transfert de crédits d'une somme de 3,095 milliards d'Ariary s'est opéré dans le Programme 114 du Ministère de l'Economie et des Finances et les Programmes 005 et 139 de la Primature, pour la réalisation des travaux d'Investissement Publics de la Primature.

- A travers le Décret n° 2020-1288 du 07/10/2020, un transfert de crédits d'une somme de 309,162 milliards d'Ariary s'est opéré dans les Programmes 313 – 314 – 315 – 316 du Ministère de l'Education Nationale et les Programmes 049 – 067 du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, pour la régularisation au niveau du MENETP, en raison de la scission du MENETP en MEN et METFP, et dans le cadre de l'application du Décret n°2020-1027 du 26 Août 2020 portant basculement des "Missions" et des "Programmes" du Budget de l'Etat 2020 notamment du MEN et METFP.

- A travers le Décret n° 2020-1619 du 02/12/2020, le Ministère de l'Education Nationale et Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle a transféré des crédits en biens et services du MENETP au profit du MEN et les crédits d'investissement sur financement interne au profit du METFP, en raison de la scission du MENETP en MEN et METFP, et dans le cadre de l'application du Décret n°2020-1027 du 26 Août 2020 portant basculement des "Missions" et des "Programmes" du Budget de l'Etat 2020 notamment du MEN et METFP, à raison de 5,978 milliards d'Ariary.

- A travers le Décret n° 2020-1325 du 13/10/2020, des crédits totalisant 14,250 milliards d'Ariary, du Programme 411 du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et du Programme 207 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics ont été transférés vers le Programme 506 du Ministère de la Santé Publique pour les besoins urgents de ce secteur, et vers le Programme 827 de la Primature, pour la mise en œuvre des activités de protection Sociale, suite à l'activation de la Composante d'intervention d'urgence conditionnelle des trois accords de financement de la Banque Mondiale dans le cadre du projet de Développement Urbain Intégré et Résilience du Grand Antananarivo et au projet d'Agriculture Durable par une Approche Paysage.

- A travers le Décret n° 2020-1475 du 11/11/2020, un transfert de crédits entre plusieurs Institutions et Ministères s'élevant à 212,281 milliards d'Ariary s'est opéré, pour le paiement des dépenses de solde des agents de l'Etat.

- Le Ministère de l'Economie et des Finances a bénéficié:

- A travers le Décret n°2020-1620 du 02/12/2020, d'un transfert de 1,404 milliards d'Ariary, de la part du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, pour renflouer la prise en charge par le MEF des travaux de réhabilitation de la digue de Mitsinjo ;

- A travers le Décret n° 2020-1707 du 16/12/2020, d'un transfert d'une somme de 304,288 milliards d'Ariary, transférée de la part de plusieurs Institutions et Ministères, pour renflouer des lignes de crédits du MEF afin d'honorer les dépenses transversales.

❖ Arrêtés portant aménagement de crédits

Les Institutions et Ministères ont apporté des modifications dans leurs crédits par aménagement pour différentes raisons, après le vote de la LFR. Le montant total des crédits ainsi modifiés par cette voie s'est chiffré à 680,087 milliards d'Ariary.

Le Ministère de l'Economie et des Finances a effectué le plus grand nombre de modifications sur les 296 actes pris par les 32 départements confondus, suivi du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics, ensuite le Ministère de la Santé Publique, du Ministère de la Justice et enfin de la Primature.

➤ *Secteur administratif*

- La Présidence de la République a effectué 05 aménagements de crédits d'un montant total de 29,757 Milliards d'Ariary, dont le plus important a été affecté pour l'accomplissement des différentes missions présidentielles, l'appui stratégique du Projet d'Appui à la Promotion du Secteur privé (PAPSP) pour l'acquisition des moyens suffisants pour accomplir les missions de coordination, de suivi et d'évaluation, la réalisation de quelques activités supplémentaires par l'Organisme de Coordination et de Suivi des Investissements et de leurs Financements (OCSIF) et la réalisation des missions confiées à la Direction Générale de l'Inspection Générale de l'Etat (DGIGE).

- L'Assemblée Nationale a procédé à la réalisation de 3 arrêtés d'aménagement dont la valeur totale s'est élevée à 4,106 Milliards d'Ariary, dont la plus importante somme a été destinée au paiement des membres de la Chambre Basse du Parlement (CBP), des assistants permanents et de conseillers techniques de députés

- La Haute Cour Constitutionnelle a réalisé deux aménagements de crédits d'un montant total de 914,609 Millions d'Ariary. L'opération la plus importante a été relative à des aménagements de crédits au niveau de la Direction Financière de la Programmation Budgétaire d'une part et des aménagements entre certains comptes au niveau de la Gouvernance Responsable d'autre part.

- La Primature a réalisé 16 aménagements de crédits, atteignant la somme totale de 5,978 Milliards d'Ariary, dont la plus significative a été destinée à des transferts de fonds résultant de l'indemnité d'assurance aux sécheresses du programme African Risk Capacity (ARC).

- La Commission Electorale Nationale Indépendante n'a procédé qu'à un seul aménagement d'un montant de 228,864 Millions d'Ariary, pour la prise en charge d'indemnités liées à la fonction du personnel de la CENI, de certaines dépenses en termes d'acquisition de biens et services, en particulier les frais d'abonnement internet du centre national du traitement des données informatiques (CNTDI) de la CENI.

- Le Ministère des Affaires Etrangères a réalisé 3 aménagements de crédits d'une somme totale de 1,132 Milliards d'Ariary. La plus importante somme utilisée a concerné un aménagement de crédits suite aux arriérés constatés au niveau du département central, à l'augmentation des besoins en internet et en crédits téléphoniques.

- Le Ministère de la Défense Nationale a réalisé 9 aménagements de crédits valant au total 8,142 Milliards d'Ariary. Les montants les plus élevés ont été relatifs à un aménagement de crédits auprès des SOA des nouvelles codifications correspondant aux rubriques "indemnités", "biens et service" de la catégorie du « projet d'investissement public" et à un aménagement de crédits au sein de la rubrique "indemnité" par le Sekoly Miaramilam-Pirenena pour la prise en charge des gains en termes d'effectif des militaires pendant la durée légale ayant droits à la Prime Globale d'Alimentation.

- Le Secrétariat d'Etat chargé auprès du Ministère de la Défense Nationale, chargé de la Gendarmerie n'a procédé qu'à 2 aménagements de crédits d'une valeur totale de 274,391 Millions d'Ariary. La plus importante somme a été destinée au financement des dépenses relatives à l'acheminement des matériels au niveau des unités nouvellement créées de la Gendarmerie nationale, à l'acquisition de nouveaux produits d'entretien nécessaire afin de se prémunir contre la propagation de la pandémie COVID-19, au support des charges relatives au remboursement des frais médicaux et d'hospitalisation du personnel de la Gendarmerie et à l'optimisation de l'exécution du budget au sein du département.

- Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a réalisé 11 aménagements de crédits, d'un montant de 3,318 Milliards d'Ariary, dont la plus significative a été utilisée pour la coordination des activités portant sur la formation et le renforcement des capacités des élus et techniciens des CTD.

- Le Ministère de la Sécurité Publique a procédé à 4 aménagements de crédits, d'un montant total de 5,115 Milliards d'Ariary, dont le renflouement des comptes 6111 "Fournitures et articles de bureau", 6112 "Imprimés, cachets et documents administratifs", 6113 "Consommables informatiques", 6117 "Habillement", 6213 "Entretien de matériels de transports", 6241 "Indemnités de mission intérieure", 6262 "Redevances téléphoniques", 6561 "Hospitalisations, traitements et soins » a engagé la majeure partie des crédits.

- Le Ministère de la Justice a réalisé 15 aménagements de crédits, dont la somme est à hauteur de 2,094 Milliards d'Ariary. L'aménagement pour assurer la bonne exécution du Projet d'Appui à la Justice à Madagascar est le motif ayant engagé le plus de crédits.

- Le Ministère de l'Economie et des Finances a réalisé 78 aménagements de crédits, atteignant la somme de 462,233 Milliards d'Ariary. Les dépenses les plus marquantes ont été les transferts pour le secteur énergie et le paiement du reliquat de la contribution de Madagascar auprès de l'Union Africaine, prélevé sur le compte destiné au paiement en faveur du Fonds d'Intervention pour le Développement d'autre part.

- Le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration, du Travail et des Lois Sociales a réalisé 7 aménagements de crédits, dont la valeur totale est de 81,976 Millions d'Ariary. Le renflouement des comptes relatifs aux salaires des ECD et à l'Entretien des bâtiments est la raison qui a engagé le plus de crédits.

- Le Ministère de la Communication et de la Culture a pris 4 aménagements de crédits d'une somme de 932,774 Millions d'Ariary. Le motif ayant accaparé le plus de dépenses a été la régularisation des factures d'Eutelsat de la CAN 2020.

➤ **Secteur social**

- Le Ministère de la Santé Publique a effectué 14 aménagements d'une somme totale de 2,507 Milliards d'Ariary. Les plus importantes sommes ont été utilisées pour :
 - L'appui à la Direction de la Veille Sanitaire de la Surveillance Epidémiologique et Riposte dans ses activités de coordination des FCV du Gouvernement Japonais inscrits à la Direction de la Lutte contre les Maladies Transmissibles ;
 - La création du paragraphe 2452 "Réseau d'assainissement" pour la réhabilitation des réseaux d'évacuation des eaux usées, eaux vannes et d'assainissement du Centre de rééducation Motrice de Madagascar (CRMM sis à Antsirabe) et la réparation du Scanner du CHU Morafeno Toamasina ;
 - Le paiement des présalaires mois de Décembre 2020 suite à l'insuffisance des crédits au niveau du DSRP Boeny.
- Le Ministère de la Jeunesse et des Sports n'a effectué qu'un aménagement de crédits d'un total de 287,446 Millions d'Ariary, pour le renflouement des comptes 6012 "personnel non permanent" et 6061 "cotisations à la CNAPS" au niveau de la DAF pour le paiement des salaires des agents ECD.
- Le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme a procédé à 3 aménagements de crédits d'une somme totale de 814,204 Millions d'Ariary. Ces derniers concernent le paiement des salaires des ECD, la réorganisation des priorités compte-tenu des conjonctures politiques et socio-économiques et la ré imputation d'enveloppe au compte 23173 pour l'achat de couvertures pour les personnes âgées recensées les plus vulnérables des 110 Districts.
- Le Ministère de l'Education Nationale n'a réalisé que 2 aménagements de crédits dont la valeur est égale à 1,676 Milliards d'Ariary. Ces opérations ont été relatives à la régularisation des arriérés de frais de rémunération de services rendus, des commissions en faveur des prestataires de subventions aux caisses écoles et à l'engagement des montants de régularisation de la subvention Japan International Cooperation System (JICS).
- Le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnelle n'a également procédé qu'à 2 aménagements, de l'ordre de 722,911 Millions d'Ariary. Ils sont liés à l'acquisition de fournitures, de matières d'œuvres, de charges de communication et diverses missions, au paiement de différentes charges obligatoires (eau et électricité), au paiement de salaires des agents vacataires du Direction Regionale de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle ainsi qu'au paiement de l'impression des feuilles d'examens nationaux.

- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a procédé à 6 aménagements de crédits dont la somme totale a été de 11,750 Milliards d'Ariary. La plus importante somme a été relative au renflouement du compte relatif au paiement des salaires des Personnels administratifs et techniques (PAT) au sein des établissements publics du MESUPRES.

➤ *Secteur productif*

- Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat a réalisé 6 aménagements de crédits d'une valeur totale de 911,254 Millions d'Ariary. La raison ayant utilisé est liée à la régularisation des loyers des Direction Régionale de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (DRICA) de Melaky et SAVA.

- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a réalisé 5 aménagements de crédits, d'une somme totale de 7,475 Milliards d'Ariary. Les plus importantes dépenses ont été relatives à :

- L'aménagement de crédits au niveau des comptes 2424 " travaux d'irrigation ", 2431 " bâtiment administratifs", 2438 " autres constructions ou réhabilitations/ bâtiments » pour l'envoi des budgets correspondants auprès des régions pour l'exécution rapide des travaux ;
- La réaffectation des crédits afférents au budget de fonctionnement de la DAF (après basculement) en salaires, Cnaps et indemnités ; à l'aménagement des crédits DTI afin d'honorer les contreparties du gouvernement ; et au basculement des crédits inscrits dans l'ancien code SOA vers le nouveau code, concernant la convention 359.

- Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable a effectué des modifications de crédits par la prise de 3 arrêtés d'aménagements de crédits, avec la somme de 82,466 Milliards d'Ariary, dont les plus significatifs ont été utilisés pour la prise en charge des salaires et cotisation à la CNAPS des agents ECD, et le basculement de crédits des anciens SOA vers les nouveaux SOA des directions nouvellement créées (06 au niveau central et 02 au niveau régional), suite à la restructuration du département ministériel.

- Le Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques a réalisé 7 aménagements de crédits, ayant atteint une valeur totale de 2,057 Milliards d'Ariary. La couverture des comptes relatifs aux « Matériels et mobiliers de logement" et "Installations, agencements et aménagements des bâtiments “ pour la DAF ainsi que celle des comptes liés aux "Matériels techniques" et “Matériels et mobiliers de bureau » pour la Direction Générale des Ressources Stratégiques (DGRS) ont engagé la plus grande partie des crédits modifiées.

➤ **Secteur infrastructure**

- Le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures a fait l'objet d'aménagement de crédits à travers 2 arrêtés dont la somme totale s'est élevée à 12,318 Milliards d'Ariary. Les motifs de ces opérations ont été liés aux dépassements des crédits engagés par rapport aux crédits définitifs inscrits dans la LFR, d'une part, et à la réalisation d'impératifs en matière d'électrifications, d'acquisition de matériels et de régularisations budgétaires, d'autre part.

- Le Ministère de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement n'a procédé qu'à un seul aménagement de crédits d'une valeur de 87,077 Millions d'Ariary, pour l'optimisation de l'exécution du budget du Ministère pendant le dernier trimestre de l'exercice 2020.

- Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics a réalisé 19 aménagements de crédits dont la somme totale s'est élevée à 37,141 Milliards d'Ariary. La somme la plus significative a été relative à un aménagement de crédits sur les projets au sein de la Direction du Développement Urbain Durable, pour la réalisation des objectifs fixés dans le document Programme du Ministère.

- Le Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie a procédé à 2 aménagements de crédits, d'une valeur de 321,888 Millions d'Ariary. Ces modifications ont été effectuées pour un mouvement de crédits de la Rubrique Biens et Services vers la Rubrique Transfert et pour une subvention à l'Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie (INTH).

- Le Ministère des Postes, de la Télécommunication et du Développement Numérique a eu recours à 3 aménagements de crédits d'une valeur total de 3,882 Milliards d'Ariary, dont la somme la plus significative a été liée à un aménagement de crédits suite à une nécessité d'éclatement des différents comptes, dans le cadre de la mise en œuvre du projet "modernisation des réseaux de télécommunication de Madagascar".

2. Décret d'avance : ouverture de crédits supplémentaires

Durant l'exercice budgétaire 2020, aucun Décret d'Avance n'a été adopté après la LFR.

C. ANALYSE BUDGETAIRE ET FINANCIERE DES LOIS DE FINANCES 2020

1. BUDGET GENERAL DE L'ETAT (BGE)

1.1 RECETTES DU BGE

Au titre de l'exercice 2020, les prévisions initiales en recettes du BGE ont été fixées à 8 740,65 milliards d'Ariary lesquelles ont été ramenées à 7 178,25 milliards d'Ariary par la LFR 2020. Ces recettes ont été mobilisées à 75,90% équivalent à 5 448,24 milliards d'Ariary.

1.1.1 Analyse globale des recettes du BGE

Tableau 20 : Situation des recettes

			En Ariary
Nomenclature	Prévisions LFI	Prévisions définitives	Réalisations brutes
FONCTIONNEMENT	7 617 189 844 000,00	5 980 635 621 000,00	5 088 279 715 870,83
Recettes fiscales	7 036 800 409 000,00	5 178 600 000 000,00	4 518 476 646 462,93
Recettes non fiscales	200 346 649 000,00	208 346 649 000,00	569 803 069 407,90
Recettes d'ordre	15 069 191 000,00	15 069 191 000,00	0,00
Aides budgétaires non remboursable	348 984 875 000,00	562 631 061 000,00	0,00
Recettes de privatisations	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
Recettes en Capital (IADM-FMI)	0,00	0,00	0,00
Subvention/Régularisation	15 988 720 000,00	15 988 720 000,00	0,00
INVESTISSEMENT	1 123 458 000 000,00	1 197 612 000 000,00	359 960 526 496,80
Subvention extérieurs/PIP	1 123 458 000 000,00	1 197 612 000 000,00	359 960 526 496,80
TOTAL	8 740 647 844 000,00	7 178 247 621 000,00	5 448 240 242 367,63

Source : CGAF 2020

Pour une prévision définitive de 5 980,64 milliards d'Ariary, les ressources de fonctionnement ont été recouvrées à 5 088,28 milliards d'Ariary soit un taux de réalisation de 85,08%. Cette somme brute est retranchée des Dégrevements, Remises, Réductions ou annulations d'une valeur absolue de 34 487 637 681,86 Ariary. Par conséquent, les recettes nettes de fonctionnement recouvrées par l'Etat en 2020 s'élevaient à 5 053,79 milliards d'Ariary. Quant aux recettes d'investissement, 359,96 milliards d'Ariary ont été encaissées sur un objectif définitif de 1 197,61 milliards d'Ariary, soit un taux de réalisation de 30,06%. Somme toute, les recettes finales nettes recouvrées au titre de l'exercice 2020 se sont élevées à **5 413,75 milliards d'Ariary**.

1.1.2 Décomposition des recettes du BGE par nature

Les prévisions finales pour les recettes à caractères fiscaux se sont fixées à 5 178,60 milliards d'Ariary lesquelles sont recouvrées 87,25%, soit 4 518,48 milliards d'Ariary.

Tableau 21 : Recette fiscale

Chap.	Intitulé	Prévisions finales	En Ariary	En %
			Réalizations brutes	Taux de Réal
70	Impôts sur les revenus bénéfiques et gains	1 189 578 900 000,00	1 241 797 303 917,57	104,39
71	Impôts sur le patrimoine	34 682 407 000,00	30 364 779 235,62	87,55
72	Impôts sur les biens et services	1 760 702 796 000,00	1 306 284 612 021,03	74,19
73	Impôts sur le commerce extérieur	2 174 681 072 000,00	1 933 606 314 810,12	88,91
74	Autres recettes fiscales	18 954 825 000,00	6 423 636 478,59	33,89
TOTAL		5 178 600 000 000,00	4 518 476 646 462,93	

Sources : CGAF 2020, LFR 2020

Ce tableau montre la prépondérance des impôts sur le commerce extérieur en volume, tant en prévision qu'en réalisation. Sur une prévision définitive de 2 174,68 milliards d'Ariary, 1 933,61 milliards d'Ariary ont été encaissés, soit un taux de 88,91%, desquels ont été retranchés Dégrèvements, Remises, et Réductions ou Annulations d'un montant de 14 760 051 424,90 Ariary. Au final, les impôts sur le commerce extérieur, évalués à 1 933,61 milliards d'Ariary bruts et après déduction de ces éléments s'élevaient à 1 918,85 milliards d'Ariary.

Quant aux impôts sur les biens et services, ils ont été mobilisés à 1 306,28 milliards d'Ariary. Dans cette catégorie d'impôts, on retrouve : la TVA intérieure, le Droit d'accise intérieur, la Taxe sur les produits pétroliers, et la Taxe unique sur les transactions (TUT) ayant fait rentrer respectivement 431,06 milliards d'Ariary, 364,43 milliards d'Ariary, 207,31 milliards d'Ariary et 197,03 milliards d'Ariary dans la caisse de l'Etat. Sont déduits de ce montant brut les Dégrèvement, Remise, Réduction ou Annulation d'une valeur de 8 993 901 982,89 Ariary offrant ainsi un montant net de 1 297,29 milliards d'Ariary. Pour ce qui est des Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains, un montant brut de 1 241,80 milliards d'Ariary a été encaissé à la fin de l'année 2020. Ses réalisations surpassent de 4,39% les prévisions définitives.

Le tableau suivant présente un aperçu chiffré des recettes non fiscales par nature :

Tableau 22 : Recettes non fiscales

Chap.	Intitulé	Prévisions finales	En Ariary	En %
			Réalizations 2020	Taux de réal.
13	Subvention d'équipement	1 213 600 720 000,00	359 960 526 496,80	29,66
75	Contributions reçues des tiers	562 631 061 000,00	386 914 218 761,28	68,77
76	Produits financiers	87 808 089 000,00	110 176 815 041,00	125,47
77	Recettes non fiscales	135 607 751 000,00	72 712 035 605,62	53,62
TOTAL		1 999 647 621 000,00	929 763 595 904,70	46,50

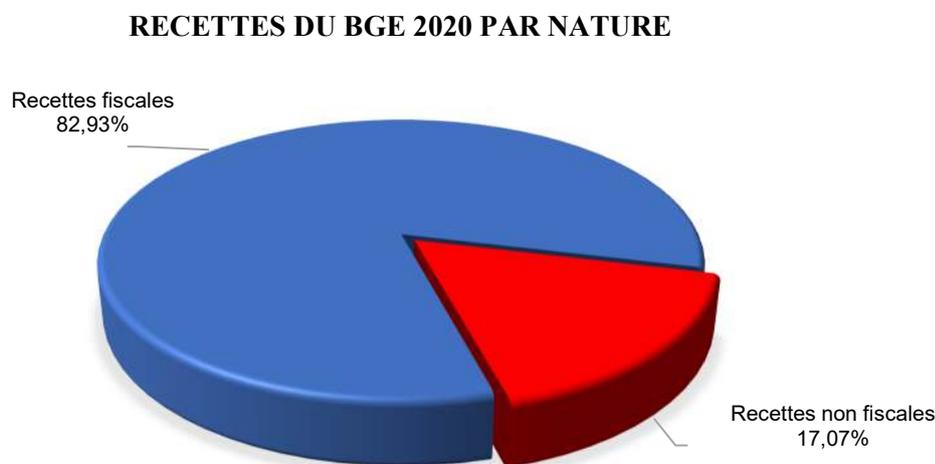
Source : CGAF 2020

En matière de Recettes Non Fiscales, sur un objectif final de 1 999,65 milliards d’Ariary, 929,76 milliards d’Ariary ont été recouverts, soit un taux d’exécution de 46,50%. Ce résultat est tiré essentiellement des produits financiers pour 125,47%, provenant surtout des Produits de prises de participation à hauteur de 103,79 milliards d’Ariary. Les produits qualifiés de Contributions reçues des tiers tiennent également une place prépondérante en matière de performance ; en effet, le taux de réalisation de cette catégorie de recettes a atteint 68,77% par rapport aux prévisions définitives, soit 386,91 milliards d’Ariary. Les rubriques réalisant cette performance sont les suivantes ; (i) Aides directes à 330,64 milliards d’Ariary et (ii) Organismes privés internationaux pour 54,47 milliards d’Ariary. Pour ce qui est des recettes sur les Subventions d’équipement, une somme de 359,96 milliards d’Ariary a été encaissée, soit 29,66% de l’objectif final. Les recettes d’investissement sont des produits de sources extérieures et les réalisations dans cette catégorie se divisent en aides bilatérales et multilatérales s’élevant respectivement à 27,54 milliards d’Ariary et 332,42 milliards d’Ariary.

Une plus value de 215,01 milliards d’Ariary sur les recettes non fiscales a été obtenu, par rapport à ceux de 2019 qui étaient de 725,55 milliards d’Ariary.

Le graphique ci-dessous montre la situation des recettes du BGE de l’année budgétaire de 2020, par nature.

Graphique 5 : Situation des recettes du BGE par nature



Source : CGAF 2020

1.1.3 Décomposition des recettes du BGE par régie financière

Tableau 23 : Recettes du BGE par régie financière

Régie	En Ariary		En %	
	Prévisions finales	Réalisations	Taux de Réal. (1)	Part de réal. De la régie (2)
Impôts	3 003 918 928 000,00	2 584 870 331 652,81	86,05	47,44
Douanes	2 174 681 072 000,00	1 933 606 314 810,12	88,91	35,49
Autres	1 999 647 621 000,00	929 763 595 904,70	46,50	17,07
TOTAL	7 178 247 621 000,00	5 448 240 242 367,63	75,90	100,00

Sources : CGAF 2020

- (1) Le taux de réalisation est exprimé par le rapport entre les réalisations de la régie et ses prévisions finales ;
- (2) La part de réalisation est représentée par le rapport entre les réalisations de la régie et les réalisations totales.

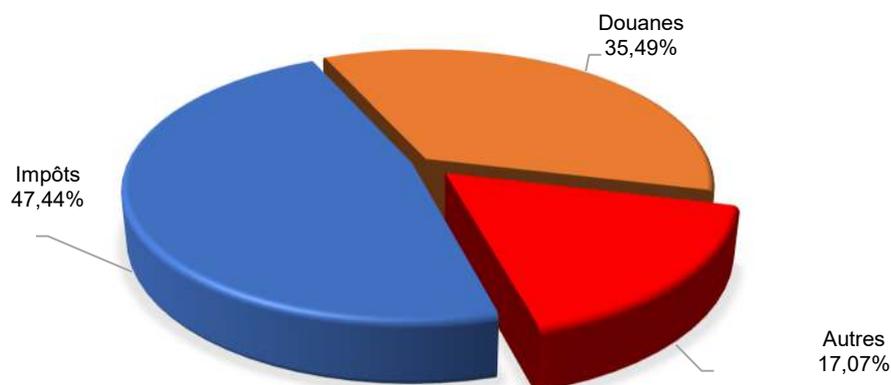
La Direction Générale des Impôts a mobilisé une somme brute de 2 584,87 milliards d'Ariary sur une prévision finale de 3 003,92 milliards d'Ariary, soit un taux de rentrée fiscale de 86,05%. De ces réalisations brutes de 2 584,87 milliards d'Ariary, 19,73 milliards d'Ariary ont été retranchés les Dégrèvements, Remises, Réductions ou annulations pour finalement dégager des réalisations nettes de 2 565,14 milliards d'Ariary.

Pour la régie des douanes, un montant brut de 1 933,61 milliards d'Ariary sur les 2 174,68 fixés a été encaissé, soit 88,91%. La régie douanière représentait 35,49% des recettes du budget général. Ce montant, après déduction des Dégrèvements, Remises, Réductions ou annulations évaluées à 14,76 milliards d'Ariary, a fait ressortir des recettes nettes de 1 918,85 milliards d'Ariary. Une performance en régression par rapport aux réalisations de l'année précédente qui étaient de 2 372,88 milliards d'Ariary.

S'agissant des autres régies, 929,76 milliards d'Ariary sur les 1 999,65 milliards d'Ariary prévus ont été encaissés à l'issue de l'exercice budgétaire 2020, soit 46,50% des prévisions finales. Une progression du volume de ces recettes a été enregistrée, passant de 725,55 milliards d'Ariary à 929,76 milliards d'Ariary, équivalent à 17,07% des recettes du budget général de l'Etat.

Graphique 6 : Réalisation des régies financières dans le BGE

RÉALISATION DU BGE PAR RÉGIE



Source : CGAF 2020

1.2 DEPENSES DU BGE

1.2.1 Intérêts de la dette Publique

Les Intérêts de la Dette publique sont des charges financières résultant d'Emprunts accordés par le Gouvernement. Pour l'année 2020, les crédits ouverts pour le paiement des charges d'Intérêt de la Dette publique, catégorie I dans le classement par nature du BGE, se sont élevés à 452,05 milliards d'Ariary en LFI, pour être rehaussés à 508,21 milliards d'Ariary par la LFR. Ces crédits finaux correspondent à 8,51% du budget de fonctionnement de l'Etat.

Le tableau suivant représente la situation de cette catégorie de dépense :

Tableau 24 : Crédits et dépenses effectuées de l'Intérêt de la Dette publique

				En Ariary	
Compte	intitulé	LFI	Crédits définitifs	Dépenses	
6285	Services bancaires et assimilés	29 680 000 000,00	18 000 000 000,00	0,00	
6611	Intérêts des emprunts	398 370 243 000,00	466 205 000 000,00	343 399 396 238,20	
6632	Intérêts des dépôts créditeurs	24 000 000 000,00	24 000 000 000,00	19 646 652 516,26	
Total		452 050 243 000,00	508 205 000 000,00	363 046 048 754,46	

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

Les rubriques « Services bancaires et assimilés » et « intérêts des dépôts créditeurs » ne font pas partie des intérêts de la Dette publique mais correspondent à des frais inhérents à la gestion et au paiement de la charge des intérêts des Emprunts. Le taux d'exécution a été de de 81,86% pour les intérêts des dépôts créditeurs, soit 19,65 milliards d'Ariary. Aucune dépense n'a été effectuée sur les Services bancaires et assimilés.

Les intérêts de la Dette publique se sont élevés à 73,66% soit, 343,40 milliards d’Ariary. Ces derniers se divisent en deux parties, pour lesquelles 33,36% correspondent à des charges d’intérêts de Dettes extérieures et 66,64% à des intérêts de Dettes intérieures.

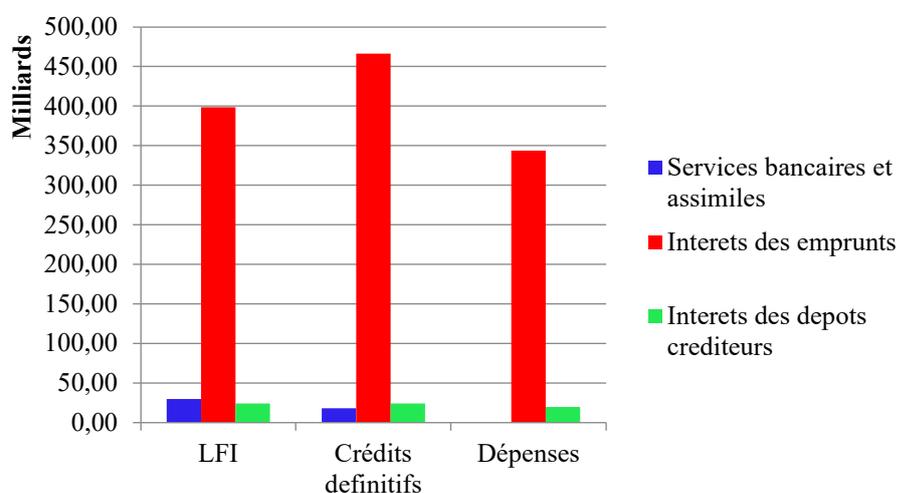
Le tableau suivant montre les objets des intérêts des emprunts en 2020 :

Tableau 25 : Niveau d’exécution d’Intérêts de la Dette par objet

Objet de la dépense	En Ariary
	Montant
Engagement pour paiement des intérêts des BTS Ambatovy et règlement des IRCM y afférents, échéances juin 2020.	701 125 080,00
Engagement pour régularisation du paiement des intérêts de la dette intérieure.	66 164 122 712,65
Paiement des intérêts au profit de la Compagnie ARO "Assurances Réassurances Omni branches" suivant convention du 06/10/2014.	3 570 394 681,28
Paiement des intérêts au profit de la Société du port à Gestion Autonome de Toamasina suivant la Convention du 22/10/2014 - échéance 2020.	765 559 548,18
Paiement des intérêts des BTF au nom de la COMPAGNIE MALGACHE D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE NY HAVANA, échéance décembre 2020	98 400 000,00
Paiement des intérêts des BTF, échéances janvier à décembre 2020	99 990 572 622,83
Paiement des intérêts des BTS Ambatovy, échéance 1er Février 2020	3 140 979 700,00
Paiement des intérêts des BTS-CP et règlement des IRCM y afférents. Echéances Mars et Avril 2020	4 989 600 000,00
Paiement des intérêts, des frais et commissions de la dette extérieure.	114 542 388 270,91
Régularisation des intérêts de la dette intérieure	35 555 284 443,06
Régularisation des IRCM relatifs aux intérêts de la dette intérieure.	2 207 925 800,00
Régularisation du paiement des intérêts relatifs aux créances de BFM sur le Trésor. Echéances 2020	11 673 043 379,29
TOTAL	343 399 396 238,20

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

Graphique 7 : Situation de l’Intérêt de la Dette publique



Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

1.2.2 Opération courante - Solde

a. Dépenses de Personnel de catégorie deux (2)

Au titre de l'exercice 2020, les charges du Personnel de la catégorie deux (II) ont été soutenues initialement par une enveloppe budgétaire de 2 700,00 milliards d'Ariary, ramenées à 2 698,49 milliards d'Ariary par la LFR.

Tableau 26 : Opération courante solde

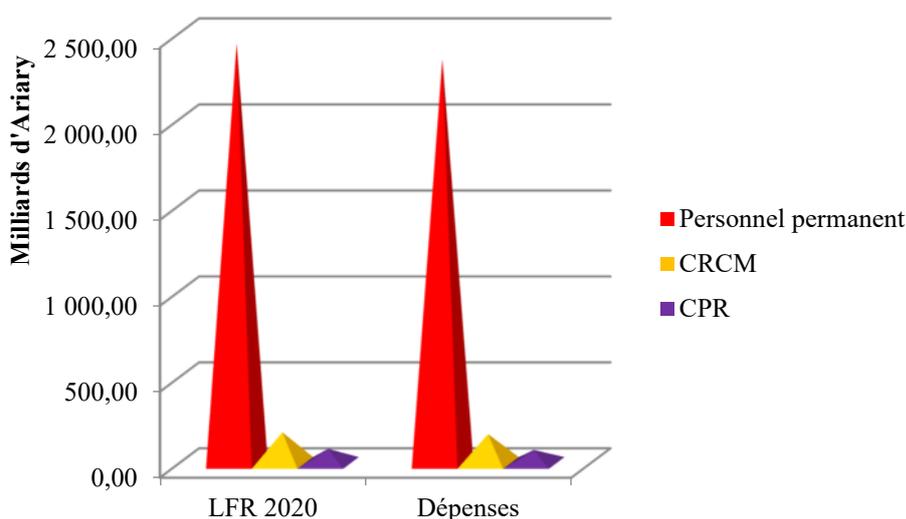
En Ariary				
Compte	Intitulé de compte	LFI 2020	LFR 2020	Dépenses
6011	Personnel permanent	2 439 400 000 000,00	2 437 826 931 000,00	2 348 700 926 285,84
6062	CRCM	181 640 116 000,00	178 389 431 000,00	167 572 118 774,20
6063	CPR	78 959 884 000,00	82 270 473 000,00	76 005 312 782,80
Total		2 700 000 000 000,00	2 698 486 835 000,00	2 592 278 357 842,84

Sources : BCSE 2020, SIIGFP 2020

A l'issue de l'année 2020, les crédits finaux pour les opérations de solde ont été utilisés à 96,06%, soit 2 592,28 milliards d'Ariary. Les éléments constitutifs de cette rubrique sont : les charges de Personnel permanent qui n'est autre que le traitement des agents exerçant des emplois permanents au sein de l'Etat, les Cotisations caisse de retraites civiles et militaires et Cotisations caisse de Prévoyance de Retraite qui sont des charges sociales relatives à la gestion du Personnel de l'Etat.

Le graphique ci-dessous expose la situation de l'opération courante solde.

Graphique 8 : Opération courante solde



Sources : BCSE 2020, SIIGFP 2020

Les crédits pour le Personnel Permanent ont été consommés à 96,34%, soit 2 348,70 milliards d'Ariary, et ceux pour les charges sociales utilisés à 93,45%, soit 260,66 milliards d'Ariary.

b. Dépenses de Personnel de catégorie trois (3)

S'agissant des charges de Personnel non intégré à la solde catégorie deux (II), un crédit final de 224,86 milliards d'Ariary a été destiné au financement des charges Permanentes et non permanentes, Personnel membre des Institutions ainsi que les cotisations y afférentes.

Tableau 27 : Dépenses de Personnel de catégorie trois

				En ariary
Compte	Intitulé de compte	LFI	Crédits finaux	Dépenses
6011	Personnel permanent	20 366 525 000,00	19 982 838 000,00	19 980 717 335,70
6012	Personnel non permanent	57 852 952 000,00	66 484 799 350,00	60 649 400 190,42
6013	Personnel membre des Institutions	9 519 365 000,00	11 970 381 000,00	9 568 925 098,92
6021	Personnel permanent	5 000 000 000,00	4 050 088 000,00	4 050 088 000,00
6022	Personnel non permanent	267 134 000,00	230 580 000,00	229 684 800,00
6031	Personnel permanent	60 998 418 000,00	62 313 443 094,00	54 689 233 145,23
6032	Personnel non permanent	9 005 913 000,00	8 491 252 000,00	8 236 846 126,00
6033	Personnel membre des Institutions	8 197 377 000,00	7 666 173 000,00	7 664 537 500,00
6041	Personnel permanent	17 515 220 000,00	29 933 914 500,00	16 657 574 160,00
6042	Personnel non permanent	7 688 314 000,00	7 489 285 500,00	7 468 727 830,00
6061	Cotisations à la CNAPS	5 274 388 000,00	4 715 159 556,00	4 195 897 839,50
6062	Cotisations CRCM	1 116 197 000,00	1 018 605 000,00	1 018 471 256,40
6063	Cotisations CPR	511 888 000,00	514 710 000,00	510 916 451,00
TOTAL		203 313 691 000,00	224 861 229 000,00	194 921 019 733,17

Sources : BCSE 2020, SIIGFP 2020

Le crédit final de 224,86 milliards d'Ariary a été consommé à 86,69%, soit 194,92 milliards d'Ariary. Les réalisations sur les charges de Personnel de catégorie trois (III) ont quant à elle stagné autour de 195 milliards d'Ariary entre 2019 et 2020.

Somme toute, les crédits finaux pour le paiement des charges de Personnel ont été évalués à 2 923,35 milliards d'Ariary, pour un niveau d'exécution de 95,34%, soit de 2 787,21 milliards d'Ariary.

1.2.3 Opération courante hors solde

Les dépenses de fonctionnement sont des charges générées par l'activité ordinaire de l'Administration. Généralement, elles sont constituées par les Achats de biens, les Services et charges permanentes, les Dépenses d'intervention, les Impôts et taxes, les Transferts et subventions et les Charges diverses. En 2020, ces dépenses ont été provisionnées pour une somme de 1 682,63 milliards d'Ariary dont 1 206,10 milliards d'Ariary au profit des Transferts et subventions.

Tableau 28 : Opération courante hors solde

Chap.	Libellé chapitre	En milliard Ariary			en %	
		LFI	Crédits finaux	Dépenses	Taux (1)	Taux (2)
61	Achats de biens	174,50	187,08	174,78	93,43	11,58
62	Services et charges permanentes	255,41	173,16	145,06	83,77	9,61
63	Dépenses d'intervention	14,18	100,00	13,52	13,52	0,90
64	Impôts et taxes	0,13	0,07	0,55	770,75	0,04
65	Transferts et subventions	983,61	1 206,10	1 159,78	96,16	76,82
67	Charges diverses	16,48	16,22	16,01	98,75	1,06
Total		1 444,31	1 682,63	1 509,70	89,72	100,00

Sources : BCSE 2020, SIIGFP 2020

- (1) C'est le taux montrant la proportion des dépenses sur leurs crédits finaux ;
- (2) C'est le rapport des dépenses réalisées par nature avec le total des dépenses des opérations courantes hors solde.

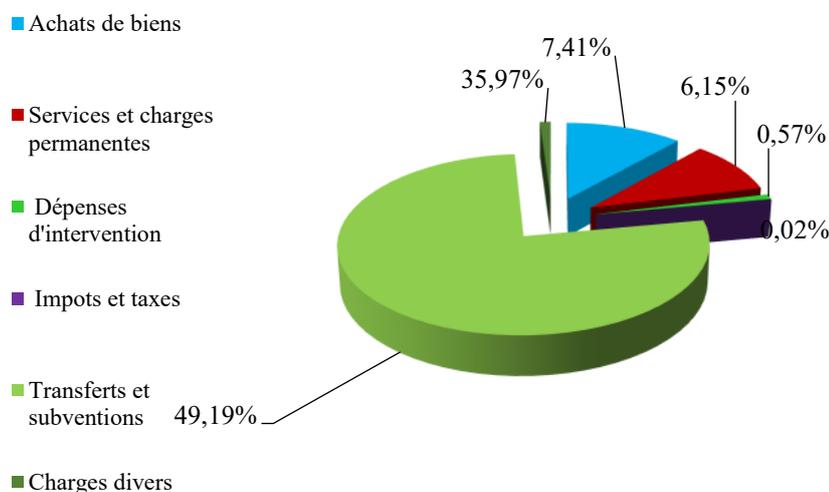
Les réalisations globales des dépenses courantes hors solde se sont chiffrées à 1 509,70 milliards d'Ariary, soit un taux d'absorption de crédits de 89,72%. Un crédit définitif de 187,08 milliards d'Ariary a été réservé pour l'Achat de biens de l'Administration et pour lequel 174,78 milliards d'Ariary ont été consommés, soit 93,43% du crédit définitif ; ce décaissement représentait 11,58% du total des dépenses effectuées sur les opérations de fonctionnement hors solde. En ce qui concerne les Services et charges permanentes, une dotation budgétaire finale de 173,16 milliards d'Ariary a été allouée, dont 145,06 milliards d'Ariary utilisés, soit 83,77%. Ce montant correspond à 9,61% du total des dépenses de fonctionnement hors solde. Quant aux dépenses d'intervention, le crédit final de 100,00 milliards d'Ariary a été employé à 13,52% soit 13,52 milliards d'Ariary. Les impôts et taxes se sont vus attribuer une enveloppe de 0,07 milliard d'Ariary, réalisés à 770,75% soit 0,55 milliard d'Ariary. Il existe en effet un dépassement de crédits, imputable aux paiements des Impôts, taxes et droits divers des Ambassades de Madagascar et représentations permanentes de Madagascar auprès des Organismes Internationaux. En ce qui concerne les dépenses de transferts et subventions, sur une allocation budgétaire de 1 206,10 milliards d'Ariary, destinée à les financer, 96,16% ont été consommés soit 1 159,78 milliards d'Ariary. Ce montant représente 76,82% du total des dépenses de fonctionnement hors solde. Les charges diverses ont quant à elles utilisé 98,75% de leur budget définitif, c'est-à-dire 16,01 milliards d'Ariary sur une dotation de 16,22 milliards d'Ariary. La proportion des dépenses des charges diverses dans les opérations courantes hors solde a été de 1,06%.

Par rapport à l'exercice budgétaire 2019, un recul de 604,21 milliards d'Ariary a été constaté, un fléchissement de la réalisation budgétaire qui apparait presque dans toutes les natures de dépenses de fonctionnement hors solde.

Le graphique ci-dessous montre la situation des opérations courantes hors solde par nature de dépenses.

Graphique 9 : Opération courante hors solde

Opérations courantes hors solde



Sources : BCSE 2020, SIIGFP 2020

1.2.4 Opération d'investissement

Les crédits finaux alloués aux opérations d'investissement ont été de 4 980,42 milliards d'Ariary, soit 32,66% du budget de l'Etat. Rapporté à l'année 2019, les dépenses d'investissement ont augmenté de 1 269,21 milliards d'Ariary.

a. **Emploi des crédits d'investissements**

Les dépenses d'investissement sont classées budgétairement en trois éléments indissociables. Il s'agit des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des transferts et subventions. Pour l'exercice 2020, les réalisations des immobilisations, corporelles et incorporelles confondues, s'élevaient à 1 557,60 milliards d'Ariary, dont 1 399,74 milliards d'Ariary correspondaient à des immobilisations corporelles en cours. Pour le reste, les transferts et Subventions se sont chiffrés à 1 465,51 milliards d'Ariary et 400,84 milliards d'Ariary ont été attribués à des frais de pré-exploitation au investissement.

Le tableau ci-après résume l'emploi des crédits alloués aux investissements pour l'année 2020.

Tableau 29 : Emploi des investissements

En Ariary				
Chap.	Intitulé chapitre	LFI 2020	Crédits définitifs	Dépenses
20	Immobilisations incorporelles	389 000 000,00	192 500 000,00	34 032 509,37
21	Immobilisations corporelles	715 711 000,00	826 591 000,00	1 773 169 909,08
23	Immobilisations incorporelles en cours	539 360 902 000,00	449 266 748 000,00	156 053 158 364,29
24	Immobilisations corporelles en cours	3 049 481 300 000,00	2 496 228 370 000,00	1 399 737 549 893,72
65	Transferts et subventions	590 452 706 000,00	1 494 150 878 000,00	1 465 506 054 119,76
2317	Immobilisations incorporelles en cours - Frais de développement, de recherche et d'études - Frais de pré-exploitation	654 944 910 000,00	540 177 408 000,00	400 841 841 607,59
TOTAL		4 835 344 529 000,00	4 980 842 495 000,00	3 423 945 806 403,81

Sources: LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

b. Dépenses d'investissement par financement**Tableau 30 :** Dépenses d'investissement par financement

En ariary					
Eléments	Fin.	Lib.	LFI	Crédits définitifs	Dépenses
Financements intérieurs	10	RPI	2 081 380 591 000,00	2 299 448 516 000,00	2 166 721 661 381,85
	20	DTI	108 007 458 000,00	36 074 570 000,00	34 943 716 797,00
	30	TVA	154 605 480 000,00	22 638 409 000,00	8 365 137 806,29
Sous total financements intérieurs			2 343 993 529 000,00	2 358 161 495 000,00	2 210 030 515 985,14
Financements extérieurs	60	SUB.	1 123 458 000 000,00	1 197 612 000 000,00	346 577 743 483,22
	70	EMP.	1 367 893 000 000,00	1 425 069 000 000,00	867 337 546 935,45
Sous total financements extérieurs			2 491 351 000 000,00	2 622 681 000 000,00	1 213 915 290 418,67
TOTAL GENERAL			4 835 344 529 000,00	4 980 842 495 000,00	3 423 945 806 403,81

Sources: LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

Les crédits sur opérations d'investissement ont bénéficié de 2 358,16 milliards d'Ariary de financements intérieurs et de 2 622,68 milliards d'Ariary de financement extérieur. Les dépenses d'investissement se sont chiffrées à 3 423,95 milliards d'Ariary, soit un taux d'absorption de crédits de 68,74%. Sur ce montant, les dépenses sur financements intérieurs ont enregistré un niveau de réalisation de 74,71% soit de 2 210,03 milliards d'Ariary. Cette performance est amoindrie par le niveau de consommation de crédits sur financements extérieurs qui s'est élevé à 46,29%, soit de 1 213,92 milliards d'Ariary.

c. Investissement par région

Tableau 31 : Dépenses d'investissement par région

REGION	LFI	Crédits définitifs	En Ariary		Taux en %	
			Dépenses	(1)	(2)	
Alaotra Mangoro	2 533 726 000,00	3 719 126 000,00	3 692 551 914,60	99,29	0,11	
Amoron'i Mania	2 074 353 000,00	2 190 934 000,00	2 109 808 733,10	96,30	0,06	
Analamanga	10 390 725 000,00	9 268 195 000,00	7 282 488 649,78	78,58	0,21	
Analanjirifo	2 248 474 000,00	3 704 371 000,00	3 584 435 570,08	96,76	0,10	
Androy	1 589 474 000,00	2 538 973 000,00	2 453 313 152,48	96,63	0,07	
Anosy	1 709 231 000,00	1 820 356 000,00	1 683 107 616,50	92,46	0,05	
Atsimo Andrefana	93 827 797 000,00	86 161 921 000,00	72 674 522 977,79	84,35	2,12	
Atsimo Atsinanana	1 870 962 000,00	2 846 474 000,00	2 820 536 077,82	99,09	0,08	
Atsinanana	3 959 229 000,00	3 784 429 000,00	3 717 219 957,45	98,22	0,11	
Betsiboka	1 341 084 000,00	1 692 796 000,00	1 413 058 002,83	83,47	0,04	
Boeni	4 006 119 000,00	4 018 917 000,00	3 719 924 529,02	92,56	0,11	
Bongolava	1 561 960 000,00	1 369 502 000,00	1 324 183 072,90	96,69	0,04	
Central	4 633 347 012 000,00	4 783 513 732 000,00	3 281 298 481 651,78	68,60	95,83	
Diana	10 331 529 000,00	9 188 697 000,00	3 984 915 372,57	43,37	0,12	
Fitovavy	1 578 363 000,00	2 579 056 000,00	2 578 967 851,40	100,00	0,08	
Haute Matsiatra	5 764 418 000,00	3 827 719 000,00	3 826 298 551,68	99,96	0,11	
Ihorombe	1 452 406 000,00	1 735 601 000,00	1 600 591 654,95	92,22	0,05	
Itasy	1 363 984 000,00	1 722 495 000,00	1 586 997 456,16	92,13	0,05	
Melaky	1 941 286 000,00	2 827 090 000,00	1 627 042 293,00	57,55	0,05	
Menabe	41 974 077 000,00	41 308 572 000,00	10 193 782 859,84	24,68	0,30	
Sava	2 036 914 000,00	2 337 339 000,00	2 255 218 945,78	96,49	0,07	
Sofia	2 665 453 000,00	3 903 304 000,00	3 835 987 404,21	98,28	0,11	
Vakinankaratra	4 975 953 000,00	3 982 896 000,00	3 882 372 108,09	97,48	0,11	
Vatovavy	800 000 000,00	800 000 000,00	800 000 000,00	100,00	0,02	
TOTAL	4 835 344 529 000,00	4 980 842 495 000,00	3 423 945 806 403,81	68,74	100,00	

Sources: LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

(1) C'est le taux montrant la proportion des dépenses sur leurs crédits finaux ;

(2) C'est le rapport entre les dépenses réalisées par région et le total des dépenses de l'investissement.

Par rapport à l'année précédente, une hausse en volume de 1 420,11 milliards d'Ariary a été constatée sur les dépenses d'investissements, soit une augmentation de 70,86%. Ce tableau montre la prééminence des dépenses d'investissement au niveau central, parmi lesquelles on retrouve les dépenses ministérielles assignées à la PGA, aux Pouvoirs Publics, aux trésoreries ministérielles (Trésorerie Ministérielle de la Santé, de l'Education Nationale, de l'Agriculture et de l'Elevage, de la Fonction Publique), ou encore celles assignées à l'ACCPDC et qui s'élevaient à 3 281,30 milliards d'Ariary, soit 95,83%. Quant au niveau excentrique, bien que la proportion par région par rapport au total des dépenses d'investissement ne variait qu'entre un taux de 0,02% et de 2,12%, la consommation de crédits s'élève

en moyenne à 68,74%. Seules deux régions ont enregistré une performance en-dessous de la moyenne, à l'instar de la région de Diana et du Menabe, réalisant respectivement 43,37% et de 24,68%. Cependant, les taux d'absorption de crédits des régions de Vatovavy, de Fitovavy, d'Alaotra Mangoro, d'Atsimo Atsinanana et de Haute Matsiatra ont affiché respectivement de 100,00%, de 100,00%, de 99,29%, de 99,09% et de 99,96%.

1.2.5 Récapitulation de la réalisation du BGE par catégorie

Le tableau suivant résume les dotations en crédits initiaux et finaux, les réalisations pour chaque catégorie de dépenses, les taux relatifs à la consommation de crédits ainsi que la part de chaque catégorie de dépenses sur l'ensemble du budget général de l'Etat.

Tableau 32 : Récapitulation de la réalisation du BGE

Cat.	Libellé	En milliards d'Ariary			Taux en %	
		LFI	Crédits définitifs	Dépenses	(1)	(2)
1	Intérêt de la dette	452,05	508,21	363,05	71,44	4,49
2	Solde	2 903,31	2 923,35	2 787,20	95,34	34,48
3	Fonctionnement hors solde	1 444,31	1 682,63	1 509,70	89,72	18,68
5	Investissement	4 835,34	4 980,84	3 423,95	68,74	42,36
TOTAL		9 635,02	10 095,03	8 083,89	80,08	100,00

Sources: LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

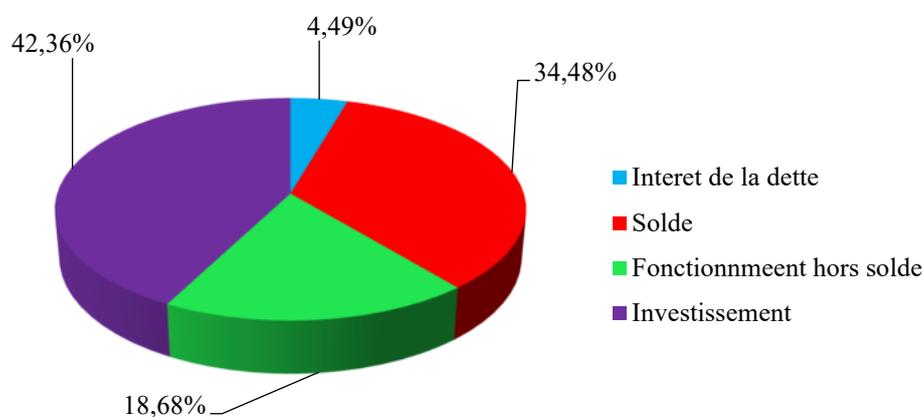
- (1) C'est la proportion de chaque catégorie de dépenses sur leurs crédits finaux ;
- (2) C'est la proportion des dépenses réalisées par catégorie sur le total des dépenses du BGE.

En matière d'utilisation de crédits, 80,08% des dotations allouées au budget général ont été consommées. Premièrement, les charges de la dette publique ont utilisé 71,44% de leur dotation finale, équivalent à 4,49% du total des dépenses du BGE. Ensuite, pour la rubrique solde, catégorie deux (II) et catégorie (III) confondues, 95,34% des crédits finaux ont été mobilisés, représentant 34,48% des dépenses du BGE. Les opérations de fonctionnement hors solde et hors charges financières ont quant à elles absorbé leurs allocations finales de crédits à hauteur de 89,72%, représentant 18,68% des dépenses du BGE. Enfin, la consommation de crédits pour les opérations d'investissement s'élevait à 68,74%, équivalent à 42,36% des dépenses du BGE.

Le graphique suivant met en exergue les parts de dépenses par catégorie pour le Budget Général de l'Etat.

Graphique 10 : Budget général de l'Etat par catégorie

Depenses du BGE par catégorie



Sources: LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

1.3 OPERATION DE TRESORERIE

Le profit relatif à l'opération de trésorerie de l'année 2020 s'est élevé à 10 798 994 499,28 Ariary, dont 7 672 786 052,12 Ariary de reversement écart de conversion passif du compte en devise à la BFM et 3 126 208 447,16 Ariary de gains de change.

Quant à la perte sur opération de trésorerie, elle a atteint 847 920 885 552,15 Ariary en 2020, montant qui se ramifie en :

- Régularisation budgétaire des pertes de change relative à la dette extérieure de l'ACCTDP à 837 849 268 664,27 Ariary ;
- Régularisation des différences de conversion ACCPDC sur envoi de fonds aux ACPDC, exercice 2019 et 2020 à 7 920 885 552,15 Ariary ;
- Régularisation du compte d'Attente 4763 « Augmentation des dettes à long et moyen terme » exercice 2019 à 2 150 731 335,73 Ariary.
- Le solde des opérations de trésorerie, résultant de la différence entre les profits et les charges de ces opérations, a donc enregistré pour l'année budgétaire 2020 un résultat déficitaire de 837 121 891 052,87 Ariary.

2. BUDGETS ANNEXES (BA)

Les opérations budgétaires et financières des Budgets Annexes sont constituées par les transactions de l'Imprimerie Nationale et des Postes et Télécommunications. Ces opérations sont comptabilisées dans le Cadre deux (II) du Budget de l'Etat. Actuellement, ce cadre budgétaire est doté de quatre (4) programmes lesquelles sont rattachés à deux départements ministériels distincts, dont un (1) pour le Ministère de l'Economie et des Finances et trois (3) pour le Ministère du Développement numérique, de la Transformation digitale, des Postes et des Télécommunications ; à savoir :

✓ Imprimerie Nationale - Programme « 013 Administration et coordination » de la mission « 220 Finances et Budget », du Ministère de l'Economie et des Finances ;

✓ Postes et Télécommunications – Programmes « 023 Administration et coordination », « 214 Appui à l'extension de la couverture postale » et « 043 Administration et coordination » des missions « 660 Poste et Télécommunication » et « 670 TIC » du Ministère du Développement numérique, de la Transformation digitale, des Postes et des Télécommunications.

2.1 Imprimerie Nationale (IN)

a. Recettes de l'IN

Les prévisions des recettes du BA de l'IN ont été de 27,76 milliards d'Ariary en 2020. Une baisse d'environ 10 milliards d'Ariary par rapport à la prévision de l'année précédente a été constatée. Cela est dû d'une part, à la suppression de certains paragraphes, non utilisés sur les dernières années ; à savoir 1426-Matériels et outillage, 1427-Matériels de transport, 7721-Prestation de service, 7726-Marchandises, 7728-Autres produits des activités de service , 7781-Annulation des mandats et 7788-Autres produits occasionnels ; et d'autre part, par le respect du principe de sincérité, où un ajustement a dû se faire pour les prévisions de recettes de l'IN, en tenant compte des recettes des travaux dès la prévision initiale et des produits finis au moment de la LFR.

A cet effet, les prévisions des recettes de l'IN se sont appuyées essentiellement sur les produits finis et les travaux facturés à des tiers d'un côté, puis de l'autre, sur les prélèvements dans le fonds de réserves et le fonds de renouvellement.

Le tableau suivant montre la situation des recettes du BA de l'Imprimerie Nationale :

Tableau 33 : Situation des recettes de l'IN

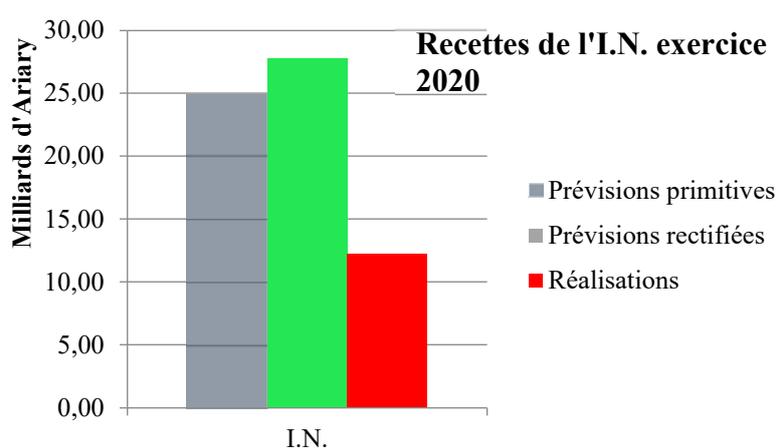
En Ariary					
Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévisions finale	Droits constatés	Recouvrements effectués
1061	Réserve des B.A.	0,00	2 000 000 000,00	1 100 000 000,00	1 100 000 000,00
7722	Produits finis	17 000 000 000,00	16 574 842 000,00	10 781 266 066,12	10 781 266 066,12
7725	Travaux	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00	236 605 317,88	236 605 317,88
7783	Excédents des B.A.	6 314 842 000,00	0,00	0,00	0,00
10612	Fonds de renouvellement	0,00	7 690 000 000,00	121 885 000,00	121 885 000,00
Total		24 814 842 000,00	27 764 842 000,00	12 239 756 384,00	12 239 756 384,00

Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif de l'IN. exercice 2020

En 2020, sur les prévisions finales de 27,76 milliards d'Ariary, les recettes de l'IN ont été mobilisées à 12,24 milliard d'Ariary, soit un taux de réalisation de 44,10%. La vente des produits finis a représenté 88,07% de l'encaissement de l'IN, soit 10,78 milliards d'Ariary, en augmentation de 1,76 milliard d'Ariary, puisqu'en 2019, elles étaient de 9,02 milliards d'Ariary. Par contre, en termes de recettes sur les travaux, une régression de 381,93 milliards d'Ariary a été constatée.

Comparé à l'exercice précédent, il en résulte une baisse des recettes d'environ 5,99 milliards d'Ariary. Cela s'explique par le fait que (i) en 2019, l'IN a prélevé une somme de 3,06 milliards d'Ariary dans le fonds de renouvellement, tandis qu'en 2020, elle n'a pris que 121,89 millions d'Ariary ; (ii) l'IN a enregistré une somme de 5,75 milliards d'Ariary prise dans le fonds de réserves alors qu'en 2020 elle n'a prélevé que 1,1 milliard d'Ariary. Le graphique suivant indique le niveau de réalisation des recettes de l'IN.

Graphique 11 : Situation des recettes de l'IN



Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif de l'IN. exercice 2020

b. Dépenses de l'IN

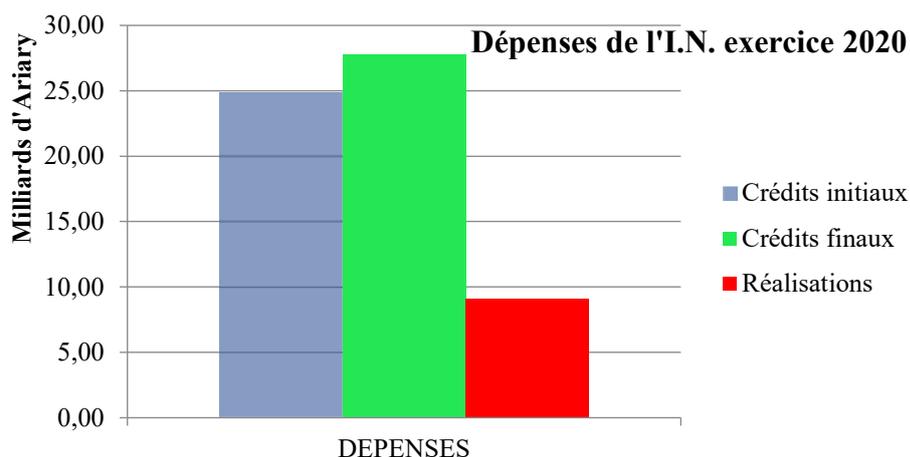
Tableau 34 : Situation des dépenses de l'IN

En Ariary					
Chap.	Nomenclature	Crédits LFI	Crédits Finaux	Dépenses effectuées	Sans Emploi
23	Immobilisations incorporelles	140 000 000,00	140 000 000,00	0,00	140 000 000,00
24	Immobilisations corporelles	5 550 000 000,00	7 550 000 000,00	121 885 000,00	7 428 115 000,00
TOTAL INVESTISSEMENT		5 690 000 000,00	7 690 000 000,00	121 885 000,00	7 568 115 000,00
60	Charge du Personnel	7 285 500 000,00	8 115 500 000,00	5 877 336 143,40	2 238 163 856,60
61	Achats des biens	5 970 842 000,00	5 970 842 000,00	2 557 993 918,00	3 412 848 082,00
62	Services et charges permanents	3 850 000 000,00	3 920 000 000,00	445 512 531,35	3 474 487 468,65
63	Dépenses d'intervention	8 500 000,00	8 500 000,00	0,00	8 500 000,00
64	Impôts et taxes	1 850 000 000,00	1 900 000 000,00	0,00	1 900 000 000,00
65	Transferts et subventions	150 000 000,00	150 000 000,00	73 588 311,20	76 411 688,80
67	Charges diverses	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
TOTAL FONCTIONNEMENT		19 124 842 000,00	20 074 842 000,00	8 954 430 903,95	11 120 411 096,05
Total		24 814 842 000,00	27 764 842 000,00	9 076 315 903,95	18 688 526 096,05

Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif de l'IN. exercice 2020

Les crédits finaux de l'IN sont absorbés à 32,69%, soit 9,08 milliards d'Ariary sur les 27,76 milliards d'Ariary fixés par la LFR. Les charges de Personnel ont constitué 64,75% des dépenses de fonctionnement, suivies par les dépenses d'achats des biens à 28,18% des dépenses de l'IN en 2020. Les dépenses d'investissement concernant les services et charges permanentes et les transferts et subventions ont été respectivement de 0,45 milliards d'Ariary et 0,07 milliards d'Ariary.

Graphique 12 : Situation des dépenses de l'IN exercice 2020



Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif de l'IN. exercice 2020

2.2 Postes et Télécommunications (PTT)

Les crédits ouverts aux BA des Postes et Télécommunications se sont élevés à 4,65 milliards d'Ariary, lesquels sont destinés à financer le fonctionnement de ce BA.

a. Recettes des PTT

Les recettes réellement recouvrées sont de l'ordre de 4,09 milliards d'Ariary, soit une réalisation de 87,89%. La caisse du BA des PTT n'est alimentée que par les autres redevances, dont les détails sont récapitulés dans le tableau qui suit.

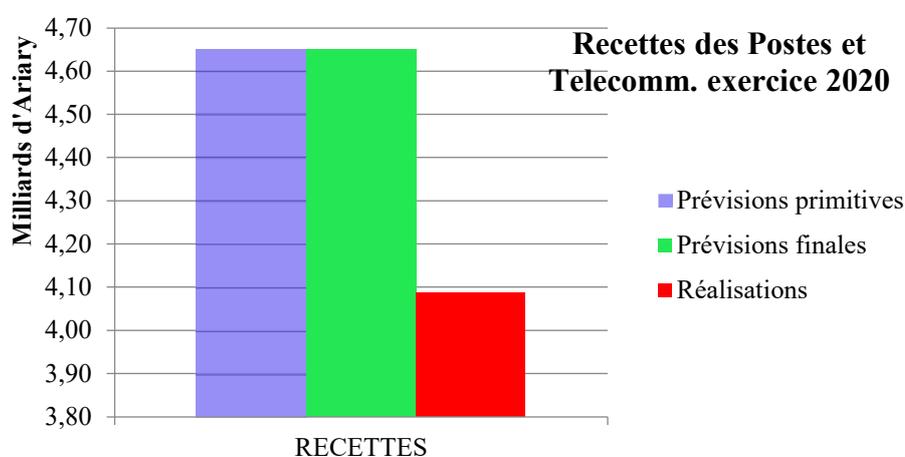
Tableau 35 : Situation des recettes des PTT

					En Ariary
Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévision finale	Droits constatés	Recouvrements effectués
7718	Autres redevances	4 650 000 000,00	4 650 000 000,00	4 086 913 990,30	4 086 913 990,30
Total		4 650 000 000,00	4 650 000 000,00	4 086 913 990,30	4 086 913 990,30

Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif des PTT. Exercice 2020

La situation des recettes des PTT est résumée dans le graphique suivant :

Graphique 13 : Situation des recettes des PTT exercice 2020



Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif des PTT. Exercice 2020

b. Dépense des PTT

Les dépenses de fonctionnement des PTT sont réparties en charges du Personnel, achats des biens, achats de services, Transferts et subventions et charges diverses, dont les détails sont résumés dans le tableau ci-après.

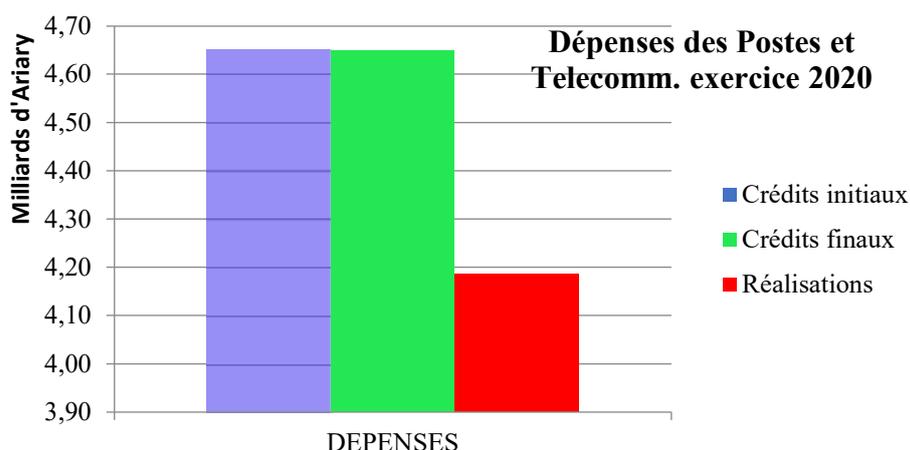
Tableau 36 : Situation des recettes des PTT

En Ariary					
Chap.	Nomenclature	Crédits LFI	Crédits Finaux	Dépenses effectuées	Crédits Sans Emploi
60	Charge du Personnel	3 232 000 000,00	3 232 000 000,00	2 849 616 241,60	382 383 758,40
61	Achats des biens	601 600 000,00	601 600 000,00	587 959 999,48	13 640 000,52
62	Achat de services	627 200 000,00	631 200 000,00	566 657 750,45	64 542 249,55
65	Transferts et subventions	184 200 000,00	184 200 000,00	181 504 035,00	2 695 965,00
67	Charges diverses	5 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
Total		4 650 000 000,00	4 650 000 000,00	4 185 738 026,53	464 261 973,47

Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif des PTT. Exercice 2020

En matière de consommation de crédits, 90,11% ont été utilisés au cours de l'année 2020, avec des dépenses dominées par les charges de Personnel pour 2,85 milliards d'Ariary. En outre, les achats des biens et les achats des services ont été respectivement de 587,96 millions d'Ariary et 566,66 millions d'Ariary, soit des taux de réalisations de 97,73% et 89,77%. Les transferts et subventions quant à eux ont été de 181,50 millions d'Ariary, soit une réalisation de 98,53%.

Graphique 14 : Situation des dépenses des PTT exercice 2020



Sources : LFI 2020, LFR 2020, Compte Administratif des PTT Exercice 2020

2.3 Synthèse des réalisations des Budgets Annexes

Tableau 37 : Synthèse des réalisations des BA

En ariary			
ELEMENTS	I.N.	POSTES ET TELECOMM.	TOTAL
RECETTES			
Prévisions primitives	24 814 842 000,00	4 650 000 000,00	29 464 842 000,00
Prévisions finales	27 764 842 000,00	4 650 000 000,00	32 414 842 000,00
Réalizations	12 239 756 384,00	4 086 913 990,30	16 326 670 374,30
Taux de Réal. (%)	44,08	87,89	55,41
DEPENSES			
Crédits initiaux	24 814 842 000,00	4 650 000 000,00	29 464 842 000,00
Crédits finaux	27 764 842 000,00	4 650 000 000,00	32 414 842 000,00
Réalizations	9 076 315 903,95	4 185 738 026,53	13 262 053 930,48
Taux de Réal. (%)	32,69	90,02	40,91
RESULTAT DES B.A	3 163 440 480,05	-98 824 036,23	3 064 616 443,82

Sources : LFI 2020, LFR 2020, C.A. de l'IN, C.A. des PTT Exercice 2020

Il ressort de ce tableau que 55,41% des objectifs de recettes des Budgets Annexes ont été réalisés, soit une somme de 16,33 milliards d'Ariary. Pour les dépenses, 40,91% de la dotation finale de crédits ont été utilisées, soit 13,26 milliards d'Ariary. L'ensemble des opérations réalisées auprès des Budgets Annexes a ainsi généré un excédent de 3,06 milliards d'Ariary, lesquels sont versés dans les fonds de réserves et les fonds de renouvellement de ces budgets.

3. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR (CPT)

Les prévisions finales en ressources et en charges pour les Comptes Particuliers du Trésor ont été arrêtées respectivement à 800,60 milliards d'Ariary et 1 312,07 milliards d'Ariary. Les ressources des CPT sont composées de compte de prêts pour un montant de 2,09 milliards d'Ariary, de compte de commerce à 736,8 milliards d'Ariary et de Compte d'affectation spéciale pour une enveloppe de 61,72 milliards d'Ariary. Une réduction globale de 490,95 milliards d'Ariary, par rapport aux prévisions finales de l'exercice 2019, a été constatée pour l'année en revue. Quant aux éléments constituant les charges des CPT, ils sont répartis en compte de prêts, compte de participation, compte de participation (régularisation), compte de commerce et Compte d'affectation spéciale. Les crédits qui leur ont été finalement attribués ont été respectivement de 220,33 milliards d'Ariary, de 262,17 milliards d'Ariary, de 31,06 milliards d'Ariary, de 736,80 milliards d'Ariary et de 61,72 milliards d'Ariary. Une hausse sur les prévisions de charges a été constatée pour les CPT, allant de 1 171,56 milliards d'Ariary en 2019 à 1 312,07 milliards d'Ariary en 2020.

Tableau 38 : Situation des CPT pour 2020

En Ariary			
Nomenclature	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations
RESSOURCES	758 053 403 000,00	800 604 715 000,00	777 635 225 550,99
Compte de prêts (remboursement)	0,00	0,00	-
Compte de prêts (régularisation/consolidation)	2 086 609 000,00	2 086 609 000,00	687 153 207,51
Compte de participation (régularisation)	0,00	0,00	-
Compte de commerce	706 600 000 000,00	736 800 000 000,00	753 593 337 598,25
Compte d'affectation spéciale	49 366 794 000,00	61 718 106 000,00	23 354 734 745,23
CHARGES	1 269 508 612 000,00	1 312 072 344 000,00	1 070 089 614 830,33
Compte de prêts	219 428 000 000,00	220 328 000 000,00	183 798 523 715,93
Compte de prêts (remboursement)	0,00	0,00	-
Compte de participation	263 055 907 000,00	262 168 327 000,00	126 142 634 528,15
Compte de participation (régularisation)	31 057 911 000,00	31 057 911 000,00	-
Compte de commerce	706 600 000 000,00	736 800 000 000,00	742 712 689 510,97
Compte d'affectation spéciale	49 366 794 000,00	61 718 106 000,00	17 435 767 075,28
Résultat			-292 454 389 279,34

Sources : LFI 2020, LFR 2020, CGAF 2020, BCSE 2020

Sur une prévision de 800,60 milliards d'Ariary, 777,64 milliards d'Ariary ont été encaissés, soit un taux de recouvrement de 97,13%. Cette performance peut être attribuée au compte de commerce, avec une réalisation de l'ordre de 753,59 milliards d'Ariary, soit 102,28%, suivi par le compte d'affectation pour une réalisation de 37,83%, soit 23,35 milliards d'Ariary encaissés sur les 61,72 milliards d'Ariary prévus dans la LFR. Concernant le compte de prêt, 687,15 millions ont été recouverts sur les 2,09 milliards d'Ariary prévus. Rapporté à l'année budgétaire de 2019, la réalisation des ressources des CPT a reculé de 182,14 milliards d'Ariary.

Les charges des CPT se sont quant à elles établies à 1 070,09 milliards d'Ariary contre 848,35 milliards d'Ariary en 2019.

La décomposition des charges des CPT se fait comme suit :

- ✓ Compte de prêts : 183,79 milliards d'Ariary ;
- ✓ Compte de participation : 126,14 milliards d'Ariary ;
- ✓ Compte de commerce : 742,71 milliards d'Ariary ;
- ✓ Compte d'affectation spéciale : 17,44 milliards d'Ariary.

Le résultat des opérations sur Compte Particulier du Trésor pour l'exercice 2020 a ainsi enregistré un déficit de 292,45 milliards d'Ariary.

4. FONDS DE CONTRE VALEUR (FCV)

Les FCV constituent des Aides en nature et non remboursables provenant des bailleurs de fonds bilatéraux. A ce titre, ils permettent d'instaurer une coopération entre Madagascar et ses collaborateurs pour financer des projets de développement locaux. Il revient à l'ACFCV la responsabilité du recouvrement et de gestion de ces fonds.

Pour l'année 2020, les prévisions de recettes des FCV ont été arrêtées à 1,54 milliard d'Ariary, tandis que celles des dépenses ont été de 7,07 milliards d'Ariary en LFI, ramenées à 8,45 milliards d'Ariary par la LFR.

4.1. Recettes des FCV

Une somme de 1,27 milliards d'Ariary a été recouvrée par l'ACFCV, produit résultant des aides sur fonds de contre-valeur et illustré par le tableau ci-après.

Tableau 39 : Situation des recettes des FCV

En Ariary			
Recettes	LFI	Prévisions finales	Réalisations
Aides sur fonds de contre-valeur	1 538 800 000,00	1 538 800 000,00	1 268 822 423,30
TOTAL	1 538 800 000,00	1 538 800 000,00	1 268 822 423,30

Sources : LFI 2020, LFR 2020, CGAF 2020

4.2. Dépense des FCV

Au cours de l'exercice 2020, un montant 349,26 millions d'Ariary a été payé dans le cadre des FCV soit 4,14% des crédits définitifs. Cette somme a servi à soutenir les dépenses d'investissement de la Présidence de la République, du Ministère des Affaires Etrangères ainsi que du Ministère de la Santé. En outre, aucune dépense n'a été réalisée pour le Ministère de l'Economie et des Finances et du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, malgré l'existence des crédits finaux respectifs de 2,49 milliards d'Ariary et 796,00 millions d'Ariary.

Tableau 40 : Situation des dépenses des FCV

En Ariary				
Mission	Crédits LFI	Crédits LFR	Crédits finaux	Dépenses
Présidence de la République	133 400 000,00	133 400 000,00	133 400 000,00	60 614 400,00
Affaires étrangères	0,00	279 200 000,00	279 200 000,00	279 088 660,00
Finances et Budget	1 380 000 000,00	2 493 000 000,00	2 493 000 000,00	0,00
Agriculture et Elevage	796 000 000,00	796 000 000,00	796 000 000,00	0,00
Santé	4 747 000 000,00	4 747 000 000,00	4 747 000 000,00	9 556 385,00
TOTAL	7 056 400 000,00	8 448 600 000,00	8 448 600 000,00	349 259 445,00

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020, CGAF 2020

La ventilation des charges des FCV est détaillée comme suit :

✓ *Présidence de la République* : une somme de 60,61 millions d’Ariary a été destinée à l’achat des Matériels informatiques, électriques, électroniques et téléphoniques pour le BIANCO au profit du programme Appui à la gouvernance et à l’Etat de droit. Ce programme avait pour bailleur le Gouvernement japonais.

✓ *Ministère des Affaires étrangères* : Un montant de 168,14 millions d’Ariary a été payé pour l’acquisition des matériels techniques pour assurer les contrôles des accès au MAE à Anosy ; 110,95 millions d’Ariary ont été destinés à l’appropriation en Matériels informatiques, électriques, électroniques et téléphoniques. Ces dépenses ont été réalisées en appui au programme Administration et Coordination, avec pour bailleur le Gouvernement japonais.

✓ *Ministère de la Santé publique* : 9,57 millions d’Ariary ont été acquittés pour le Transport et mission « compte 23174 » pour l’approvisionnement en Système de Paiement Électronique des Carburants et Lubrifiants (SPECL) au bénéfice du programme Lutte contre les maladies COVID-19, avec pour bailleur le Gouvernement japonais.

4.3. La situation définitive des FCV en 2020

En défalquant les charges des FCV, qui sont de 349,26 millions d’Ariary, sur ses produits, atteignant 1,27 milliards d’Ariary, il en résulte un résultat excédentaire de 919,56 millions d’Ariary.

Tableau 41 : Synthèse des situations des FCV de l’année 2020

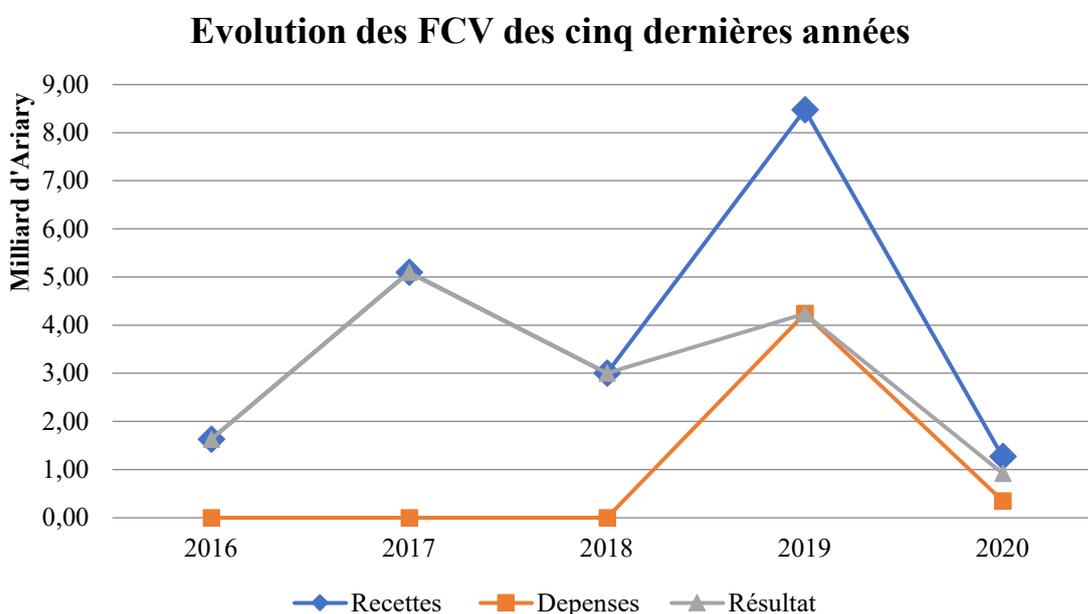
Rubriques	Crédits initiaux	Crédits finaux	En ariary	
			Réalisations	(%)
Recettes	1 538 800 000,00	1 538 800 000,00	1 268 822 423,30	
Aides sur fonds de contre-valeur	1 538 800 000,00	1 538 800 000,00	1 268 822 423,30	82,46
Dépenses	7 056 400 000,00	8 448 600 000,00	349 259 445,00	
Investissement	7 056 400 000,00	8 448 600 000,00	349 259 445,00	4,13
Résultat des FCV			919 562 978,30	

Sources : LFI 2020, LFR 2020, CGAF 2020, BCSE 2020

a. Courbes d’évolution de l’exécution des FCV sur les dernières quinquennale

Les courbes suivantes retracent la situation des FCV sur ces cinq dernières années. Après l’encaissement d’un montant record de 8,48 milliards d’Ariary en 2019, les recettes de 2020 ont reculé à 1,27 milliards d’Ariary. S’agissant des dépenses des FCV, une somme de 0,35 milliard d’Ariary a été payée. Une réalisation en baisse par rapport à celle de 2019 qui s’établissait à 4,24 milliards d’Ariary. Par conséquent, le solde suit le rythme décroissant des réalisations des recettes et des dépenses, allant de 4,23 milliards d’Ariary en 2019 à 0,92 milliard d’Ariary en 2020.

Graphique 15 : Courbes d'évolution de la situation des FCV des cinq dernières années



Sources : LFI 2020, LFR 2020, CGAF 2020, BCSE 2020, LR 2019, 2018, 2017, 2016

5. OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP)

Le cadre V du budget de l'Etat « Opération en capital de la dette publique » montre la situation de la Dette contractée ou garantie par l'Etat Malagasy. Le plafond de la dette du Gouvernement s'est élevé de 5 950 milliards d'Ariary suivant la LFI et rehaussé à 7 236 milliards d'Ariary par la LFR soit une augmentation de 1 286 milliards d'Ariary.

Le tableau suivant affiche la situation globale des OCDP :

Tableau 42 : Situation des Opérations en Capital de la dette publique

Éléments	En milliards d'Ariary					
	Ressources			Amortissements		
	LFI 2020	Prévisions finales	Réalisations	LFI 2020	Crédits définitifs	Réalisations
Dettes intérieures	3 515,54	4 224,02	1 755,67	3 110,02	2 522,10	775,96
Dettes extérieures	2 434,79	3 012,29	1 830,28	294,86	265,60	289,77
Disponibilité mobilisable	-	-	-	279,11	158,45	-
Total	5 950,33	7 236,31	3 585,95	3 683,99	2 946,15	1 065,73
Excédents sur opération en Capital de la Dette Publique					2 520,22	

Sources : CGAF 2020

Les ressources provenant de la dette publique se sont élevées à 3 590,61 milliards d'Ariary. Ces ressources finales ont été réévaluées après un retour de fonds de 4,66 milliards d'Ariary pour finalement s'établir à 3 585,95 milliards d'Ariary dont 1 755,67 milliards d'Ariary de dette intérieure et de 1 830,28 milliards d'Ariary de dette extérieure. Les amortissements de la dette publique ont atteint 1 065,73 milliards d'Ariary, constitués à 775,96 milliards d'Ariary de dettes intérieures et à 289,77 milliards d'Ariary de dettes extérieures.

a. Décaissement de l'année 2020

A la fin du mois de décembre 2020, une somme de 3 590,61 milliards d'Ariary a été décaissée au profit du Gouvernement Malagasy. 29,44 % soit 1 057,01 milliards d'Ariary issus de Bons de Trésor, 19,46% soit 698,66 milliards d'Ariary provenant des Autres Emprunts et 18,50% soit 664,21 milliards d'Ariary de la BCM. L'IDA a décaissé une somme de 537,50 milliards d'Ariary soit 14,97%. Pour les Autres Créanciers, ces parts ont varié entre 4,80% et 0,04% comme le montre le tableau ci-dessous :

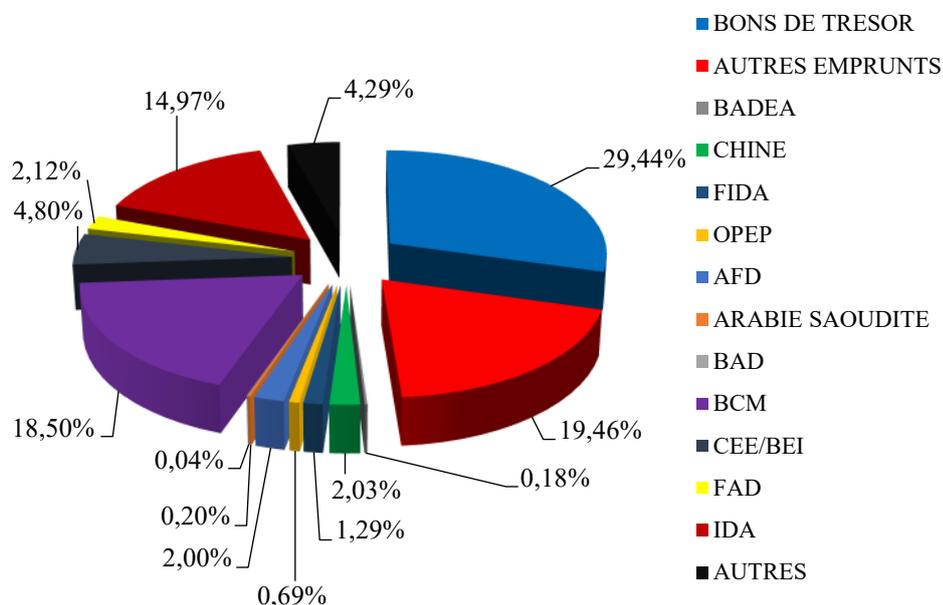
Tableau 43 : Situation des décaissements en 2020

En Ariary		
Emprunteurs	Décaissements	Taux (%)
BONS DE TRESOR	1 057 011 574 412,87	29,44
AUTRES EMPRUNTS	698 661 727 407,68	19,46
BADEA	6 608 778 450,01	0,18
CHINE	72 850 734 266,77	2,03
FIDA	46 201 275 300,51	1,29
OPEP	24 859 670 344,00	0,69
AFD	71 772 471 003,00	2,00
ARABIE SAOUDITE	7 038 181 984,90	0,20
BAD	1 269 008 838,04	0,04
BCM	664 205 211 393,90	18,50
CEE/BEI	172 280 739 810,00	4,80
FAD	76 244 625 198,03	2,12
IDA	537 503 479 848,90	14,97
AUTRES	154 101 367 208,34	4,29
TOTAL	3 590 608 845 466,95	100,00

Source : CGAF 2020

Le graphique suivant montre le niveau de décaissement et les créanciers y afférents.

Graphique 16 : Situation des décaissements en 2020



Source : CGAF 2020

b. Amortissement de l'année 2020

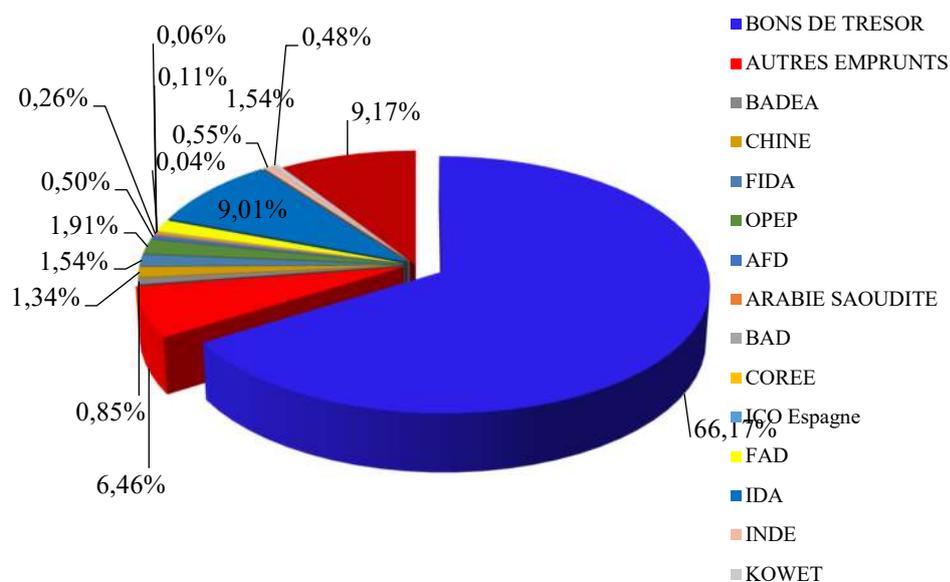
Les amortissements sont les procédures par lesquelles l'Etat Malagasy restitue auprès des créanciers le principal d'un emprunt, réparti sur des échéances bien déterminées. Pour l'exercice 2020, l'Etat a remboursé une somme de 1 068,39 milliards d'Ariary, soit un remboursement de 36,11% du plafond de la dette. Le paiement du principal du Bon de Trésor tient une place prépondérante, à hauteur de 706,935 milliards d'Ariary, soit 66,17% du total des remboursements.

Tableau 44 : Situation des amortissements

En Ariary		
Créanciers	Amortissements	Taux (%)
BONS DE TRESOR	706 935 000 000,00	66,17
AUTRES EMPRUNTS	69 025 732 364,98	6,46
BADEA	9 047 085 010,00	0,85
CHINE	14 277 024 440,70	1,34
FIDA	16 416 537 457,99	1,54
OPEP	20 454 604 400,31	1,91
AFD	5 389 199 986,53	0,50
ARABIE SAOUDITE	2 823 464 800,00	0,26
BAD	694 337 391,76	0,06
COREE	1 192 479 521,58	0,11
ICO Espagne	433 262 659,16	0,04
FAD	16 465 887 435,66	1,54
IDA	96 262 996 685,56	9,01
INDE	5 850 435 462,80	0,55
KOWET	5 171 285 716,20	0,48
AUTRES	97 952 264 907,84	9,17
TOTAL	1 068 391 598 241,07	100,00

Source : CGAF 2020

Graphique 17 : Situation des amortissements



Source : CGAF 2020

c. Encours de la dette à la fin de l'année 2020

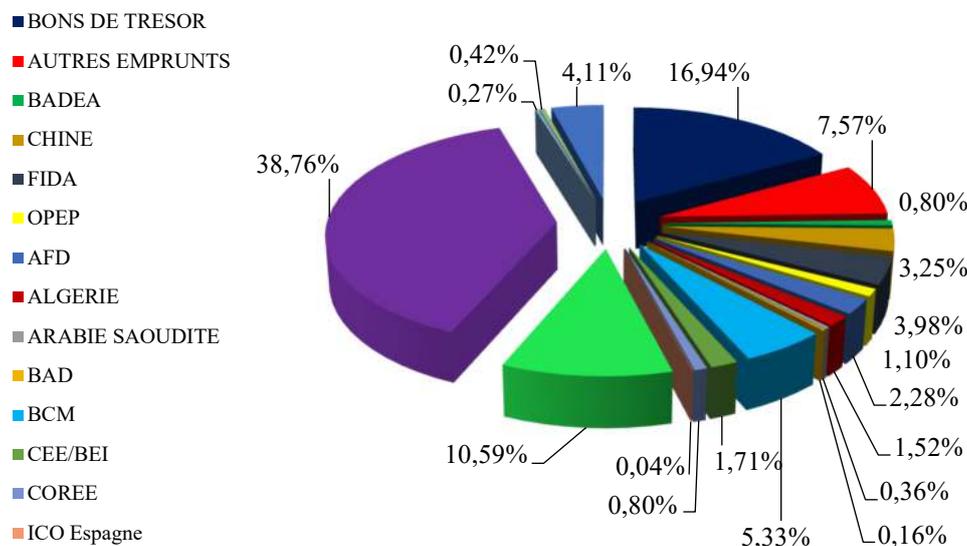
L'encours de la dette publique à fin 2020 a été évaluée à 18 499,87 milliards d'Ariary et détaillé dans le tableau ci-après :

Tableau 45 : Situation des encours de la dette publique

En Ariary		
Créanciers	Encours	Taux (%)
BONS DE TRESOR	3 134 268 232 464,27	16,94
AUTRES EMPRUNTS	1 400 608 834 059,72	7,57
BADEA	148 551 398 159,87	0,80
CHINE	601 655 650 626,38	3,25
FIDA	736 480 286 826,47	3,98
OPEP	203 857 670 117,12	1,10
AFD	422 021 692 782,82	2,28
ALGERIE	281 969 940 593,31	1,52
ARABIE SAOUDITE	67 327 239 854,06	0,36
BAD	29 791 487 670,99	0,16
BCM	985 572 975 852,42	5,33
CEE/BEI	316 413 332 820,00	1,71
COREE	148 280 744 449,28	0,80
ICO Espagne	6 782 543 193,90	0,04
FAD	1 959 025 427 926,75	10,59
IDA	7 169 968 766 192,14	38,76
INDE	49 352 712 856,69	0,27
KOWET	78 386 420 547,63	0,42
AUTRES	759 555 064 020,69	4,11
TOTAL	18 499 870 421 014,50	100,00

Source : CGAF 2020

Graphique 18 : Situation des encours de la dette publique



Source : CGAF 2020

d. Encours des garanties octroyées par l'Etat 2020

Tableau 46 : Garanties octroyées par l'Etat 2020

Bénéficiaire	Créditeur	Objet du contrat	Montant total du contrat (en Ariary)	Devise	Garantie octroyée	Encours 2020
Air Madagascar	ELIX ASSETS 7 LIMITED	Location ATR 72-212A	23 760 000	USD	1 188 000	1 188 000
Air Madagascar	ELIX ASSETS 7 LIMITED	Location 72-212A	23 760 000	USD	1 188 000	1 188 000
Air Madagascar	SKY HIGH II LEASING COMPANY LTD	Location B737-800	16 800 000	USD	560 000	560 000
Air Madagascar	BANK OF AFRICA MADAGASCAR	Intégration de 2 AIRBUS 330-200	19 000 000 000	MGA	14 250 000 000	14 250 000 000

Sources : Direction de la Dette Publique, CGAF 2020

En 2020, le Ministère des Finances et du Budget a émis des garanties souveraines au profit de Air Madagascar: d'une part d'un montant total de 2 936 000 USD pour la location d'appareils et d'autre part d'un montant de 14 250 000 000 Ariary pour l'intégration de deux AIRBUS 330-200.

D. DEPASSEMENT DE CREDITS

En 2020, les dépassements sur les crédits est de **607 389 549 450,73 Ariary** dont **471,00 Ariary** sur les crédits limitatifs et **607 389 548 979,73 Ariary** sur les crédits évaluatifs.

1. Dépassements de crédits sur financement Intérieur

a. Ministère de la Sécurité publique

Tableau 47 : Direction de l'Inspection Générale des Service

En Ariary						
SOA	Intitulé SOA	Financement	Compte	Crédits finaux	Dépenses	Disponible
00-15-0-210-00000	Direction de l'Inspection Générale des Service	10-001-001-A	6131	3 033 000,00	3 033 200,00	-200,00

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

Au moment de l'engagement, le système SIIGFP ne présentait pas de dépassement de crédits, dépassement qui n'est apparu que lors de la phase de liquidation. Ce dépassement de 200,00 Ariary est le résultat du cumul des décimaux sur les montants engagés par le Service Opérationnel d'Activité 00-15-0-210-00000 et afférents au compte 6131 « Carburant et lubrifiant ».

Tableau 48 : Service central des finances et du budget

En Ariary						
SOA	Intitulé SOA	Financement	Compte	Crédits finaux	Dépenses	Disponible
00-15-0-3A0-00000	Service central des Finances et du Budget	10-001-001-A	6061	5 123 000,00	5 123 270,00	-271,00

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

Il en est de même pour l'explication de ce dépassement, où lors de l'exécution des engagements, il était impossible à l'ordonnateur secondaire de remarquer l'existence d'un dépassement, d'autant plus que le système informatique n'a émis aucune alerte ou blocage dans ce sens ; Après vérifications de toutes les pièces comptables et les fonds de dossiers, il a été constaté que ce dépassement de 271,00 Ariary est dû au cumul des décimaux sur les montants engagés.

b. Ministère de l'Economie et des Finances

Tableau 49 : Direction Générale du Trésor

En milliers d'Ariary						
SOA	Intitulé SOA	Financement	Compte	Crédits finaux	Dépenses	Disponible
00-21-T- 223-00000	Service de la gestion des ressources/ Dépense obligatoire à caractère évaluatif	10-001-001-A	6131	13 574,00	127 212,95	-113 638,95
			6214	0,00	241 736,70	-241 736,70
			6233	500 000,00	1 306 010,00	-806 010,00
			6241	1 098 570,00	2 835 254,00	-1 736 684,00
TOTAL				1 612 144,00	4 510 213,65	-2 898 069,65

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

Un dépassement de **-2 898 069 646,00 Ariary** a été constaté et afférent à des dépenses obligatoires liées aux opérations de transport et de sécurisation des fonds publics par le trésor public.

En application des dispositions du décret n°2017-619 du 25 juillet 2017, fixant les modalités d'exécution des dépenses obligatoires à caractère évaluatif et de la lettre n° 1011-2020-MEF/SG/DGFAG/DB/SSSA/sa du 15 septembre 2020 relative aux dépenses obligatoires à crédit évaluatif liées aux opérations de transport et de sécurisation des fonds publics par le trésor public, les dépenses réalisées dans ces comptes ne peuvent pas souffrir d'insuffisance de crédits.

Tableau 50 : Direction de la Solde et des Pensions

En millions d'Ariary						
SOA	Intitulé SOA	Financement	Compte	Crédits finaux	Dépenses	Disponible
02-23-0- F40-00000	CRCM/CPR	10-001-001-A	6521	730 500,00	736 771,68	-6 271,68

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

Une insuffisance de crédits a été constatée pour le mois de décembre 2020 mais étant donnée l'urgence pour le paiement des pensions dont l'exécution du budget ne pourrait souffrir d'insuffisance de crédits, le Ministre de l'Economie et des Finances a autorisé ce dépassement de crédits via la lettre n° 375-2020-MEF/SG/DGFAG/DSP. Par ailleurs, un montant supplémentaire aux crédits ouverts, de 6 528 077 167,00 Ariary a été accordé sur la ligne budgétaire du compte 6521 « CRCM ».

c. Ministère des Affaires étrangères

Tableau 51 : Ministère des Affaires étrangères

En Ariary						
Budget	Fin.	Ministère	LFI	Crédits finaux	Dépenses	Dépassements
00	10	11-MAE	565 000 000,00	565 000 000,00	7 035 084 194,31	-6 470 084 194,31
TOTAL			565 000 000,00	565 000 000,00	7 035 084 194,31	-6 470 084 194,31

Sources : LFI 2020, LFR 2020, BCSE 2020

Un dépassement de **6 470 084 194,31 Ariary** a été constaté pour l'exercice 2020.

2. Dépassement de crédits sur financement extérieur

a. Dépassement de crédits sur DTI

Tableau 52 : Dépassement de crédits sur DTI

							En Ariary
Budget	Fin.	Ministère	LFI	Crédits finaux	Dépenses	Dépassements	
00	20	41-MAEP	1 500 000,00	1 500 000,00	1 156 857 027,00	-1 155 357 027,00	
00	20	44-MEDD	0,00	7 000,00	1 112 403 753,00	-1 112 396 753,00	
TOTAL			1 500 000,00	1 507 000,00	2 269 260 780,00	-2 267 753 780,00	

Sources : LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

Les dépassements sur crédits DTI pour l'année 2020 sont de l'ordre de **2 267 753 780,00 Ariary**, pour lesquels chaque projet ayant été en dépassement a fait l'objet d'une convention entre le Ministère concerné et leur bailleur. Les dépassements sur DTI ont reculé par rapport à ceux de 2019 qui étaient de 25 824 126 335,00 Ariary.

b. Dépassement de crédits sur SUBVENTION

Tableau 53 : Dépassement de crédits sur SUBVENTION

							En Ariary
Budget	Fin.	Ministère	LFI	Crédits finaux	Dépenses	Dépassements	
00	60	05-PRIM.	39 172 926 000,00	37 142 926 000,00	173 480 620 324,64	-136 337 694 324,64	
00	60	14-MID	10 381 000 000,00	5 381 000 000,00	16 754 411 632,41	-11 373 411 632,41	
00	60	16-MINJUS	936 100 000,00	736 100 000,00	990 669 097,60	-254 569 097,60	
00	60	21-MEF	292 850 000,00	292 850 000,00	3 503 320 517,13	-3 210 470 517,13	
00	60	41-MAEP	2 143 000 000,00	3 069 442 000,00	18 786 938 341,69	-15 717 496 341,69	
00	60	62-MATTP	26 022 383 000,00	29 222 383 000,00	47 606 186 509,18	-18 383 803 509,18	
00	60	71-MINSAN	12 129 000 000,00	12 129 000 000,00	33 310 863 759,74	-21 181 863 759,74	
00	60	76-MPPSPF	405 000 000,00	405 000 000,00	1 562 176 497,09	-1 157 176 497,09	
00	60	81-MEN	0,00	2 409 000 000,00	13 639 353 023,67	-11 230 353 023,67	
00	60	81-MENETP	2 023 000 000,00	2 023 000 000,00	11 244 271 081,58	-9 221 271 081,58	
TOTAL			93 505 259 000,00	92 810 701 000,00	320 878 810 784,73	-228 068 109 784,73	

Sources : LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

Les dépassements de crédits sur financements extérieurs Subventions pour l'année 2020 sont de l'ordre de **228 068 109 784,73 Ariary**.

c. Dépassement de crédits sur Emprunt

Tableau 54 : Dépassement de crédits sur financement EMPRUNT

							En Ariary
Budget	Fin.	Ministère	LFI	Crédits finaux	Dépenses	Dépassements	
00	70	01-PRESI.	1 902 000 000,00	1 902 000 000,00	3 646 356 791,76	-1 744 356 791,76	
00	70	21-MEF	25 721 405 000,00	25 718 905 000,00	60 828 685 609,88	-35 109 780 609,88	
00	70	41-MAEP	31 702 500 000,00	41 761 000 000,00	128 425 253 912,04	-86 664 253 912,04	
00	70	51-MEH	0,00	29 763 863 000,00	42 310 508 082,43	-12 546 645 082,43	
00	70	62-MATTP	90 404 426 000,00	129 295 951 000,00	335 718 544 747,57	-206 422 593 747,57	
00	70	71-MINSAN	0,00	6 894 161 000,00	21 210 376 351,12	-14 316 215 351,12	
00	70	76-MPPSPF	80 000 000,00	80 000 000,00	267 044 234,18	-187 044 234,18	
00	70	81-MENETP	4 347 000 000,00	4 347 000 000,00	8 769 965 063,26	-4 422 965 063,26	
TOTAL			154 157 331 000,00	239 762 880 000,00	601 176 734 792,24	-361 413 854 792,24	

Sources : LFI 2020, LFR 2020 et BCSE 2020

Les dépassements de crédits sur financement Emprunts pour l'année budgétaire 2020 ont été de **361 413 854 792,24 Ariary**. Ces crédits sont à caractères évaluatifs.

Les dépassements de crédits au titre de l'année 2020 sont ainsi de l'ordre de **607 389 549 450,73 Ariary**, dont **15 639 831 093,76 Ariary** provenant des ressources propres internes et **591 749 718 356,97 Ariary** provenant des ressources extérieures.

Tableau 55 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2020

Nomenclature							En Ariary
	Recettes		Dépenses		Exécutions		Résultats
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Crédits initiaux	Crédits finaux	Recettes	Dépenses	
CADRE I							
BUDGET GENERAL DE L'ETAT							
a - Opération de Fonctionnement	7 617 189 844 000,00	5 980 635 621 000,00	4 799 675 166 000,00	5 114 182 861 000,00	5 053 792 078 188,96	4 659 942 794 860,88	
b - Opération d'Investissement	1 123 458 000 000,00	1 197 612 000 000,00	4 835 344 529 000,00	4 980 842 495 000,00	359 960 526 496,80	3 423 945 806 403,82	
c - Opération de trésorerie	-	-	855 000 000 000,00	855 000 000 000,00	10 798 994 499,28	847 920 885 552,15	
TOTAL CADRE I	8 740 647 844 000,00	7 178 247 621 000,00	10 490 019 695 000,00	10 950 025 356 000,00	5 424 551 599 185,04	8 931 809 486 816,85	-3 507 257 887 631,81
CADRE II							
BUDGETS ANNEXES							
a - Opération de Fonctionnement	29 464 842 000,00	32 414 842 000,00	23 774 842 000,00	24 724 842 000,00	16 204 785 374,30	13 140 168 930,48	
b - Opération d'Investissement	-	-	5 690 000 000,00	7 690 000 000,00	121 885 000,00	121 885 000,00	
TOTAL CADRE II	29 464 842 000,00	32 414 842 000,00	29 464 842 000,00	32 414 842 000,00	16 326 670 374,30	13 262 053 930,48	3 064 616 443,82
CADRE III							
COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR							
a - Opération de Fonctionnement	758 053 403 000,00	800 604 715 000,00	1 063 580 612 000,00	1 106 144 344 000,00	777 635 225 550,99	886 291 091 114,40	
b - Opération d'Investissement	-	-	205 928 000 000,00	205 928 000 000,00	-	183 798 523 715,93	
TOTAL CADRE III	758 053 403 000,00	800 604 715 000,00	1 269 508 612 000,00	1 312 072 344 000,00	777 635 225 550,99	1 070 089 614 830,33	-292 454 389 279,34
CADRE IV							
OPERATIONS GENERATRICES DE FONDS DE CONTRE VALEUR ET ASSIMILES							
FCV ET ASSIMILEES	1 538 800 000,00	1 538 800 000,00	7 056 400 000,00	8 448 600 000,00	1 268 822 423,30	349 259 445,00	
TOTAL CADRE IV	1 538 800 000,00	1 538 800 000,00	7 056 400 000,00	8 448 600 000,00	1 268 822 423,30	349 259 445,00	919 562 978,30
CADRE V							
OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTTE PUBLIQUE							
Dettes Intérieures	3 515 544 000 000,00	4 224 019 356 000,00	3 110 024 000 000,00	2 522 098 492 000,00	1 755 673 301 820,55	775 960 732 364,98	
Dettes Extérieures	2 434 791 660 000,00	3 012 288 646 000,00	294 858 000 000,00	265 605 000 000,00	1 830 275 987 402,75	287 771 309 632,44	
Disponibilité Immobilisable			279 109 000 000,00	158 449 346 000,00			
TOTAL CADRE V	5 950 335 660 000,00	7 236 308 002 000,00	3 683 991 000 000,00	2 946 152 838 000,00	3 585 949 289 223,30	1 063 732 041 997,42	2 522 217 247 225,88
TOTAL GENERAL	15 480 040 549 000,00	15 249 113 980 000,00	15 480 040 549 000,00	15 249 113 980 000,00	9 805 731 606 756,93	11 079 242 457 020,10	-1 273 510 850 263,17

Déficits de l'exécution des Lois de Finances au titre de l'année 2020: **1 273 510 850 263,17 Ariary**

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020

ANALYSE DES ARTICLES

Le présent projet de Loi de Règlement comprend dix (10) articles.

Les articles 1 à 5 sont consacrés à l'énumération des réalisations définitives et des résultats obtenus sur les cinq cadres budgétaires dans lesquels se répartissent les opérations des Lois de Finances 2020, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Opérations du Budget Général ;
- 2- Opérations des Budgets Annexes ;
- 3- Comptes Particuliers du Trésor ;
- 4- Opérations génératrices des Fonds de Contre-Valeur ;
- 5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

L'article 6 constate les résultats des opérations sur la gestion de trésorerie.

L'article 7 constate les dépassements de crédits de fonctionnement et d'investissement au titre de la gestion.

L'article 8 établit le Compte de Résultat de l'année budgétaire, conformément à l'article 43 de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004.

L'article 9 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor le résultat de l'exercice 2020.

L'article 10 autorise la publication de la présente Loi dans le Journal Officiel de la République de Madagascar.

Enfin, au présent projet de Loi de Règlement, sont annexés le rapport de la Cour des Comptes consistant à l'examen des résultats d'exécution des Lois de Finances pour 2020, la déclaration générale de conformité des comptes des Ordonnateurs et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF).

Tel est, Monsieur Le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs Les Ministres, Les Vice-Ministres, Les Secrétaires d'Etat, l'objet du présent projet de Loi que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute considération.

Antananarivo, le 24 JAN. 2023

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Article 3:

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2020 qui s'élèvent respectivement en recettes, à **777 635 225 550,99 Ariary**, et en dépenses, **1 070 089 614 830,33 Ariary**, soit un solde débiteur de **292 454 389 279,34 Ariary**.

Article 4:

Sont constatées, les Opérations génératrices de Fonds de Contre-Valeur qui s'élèvent respectivement en recettes, à **1 268 822 423,30 Ariary**, et en dépenses, à **349 259 445,00 Ariary**, soit un solde créditeur de **919 562 978,30 Ariary**.

Article 5 :

Sont constatées, les opérations en Capital de la dette publique qui l'élèvent respectivement en recettes, à **3 585 949 289 223,30 Ariary** et en dépenses, à **1 063 732 041 997,42 Ariary**, soit un solde créditeur de **2 522 217 247 225,88 Ariary**.

Article 6:

Sont constatées, les opérations de la gestion de trésorerie qui s'élèvent en recettes à **10 798 994 499,28 Ariary**, et en dépenses à **847 920 885 552,15 Ariary**, soit un solde débiteur de **837 121 891 052,87 Ariary**.

Article 7 :

Sont constatés les dépassements sur les crédits limitatifs d'un montant de **471,00 Ariary** ;

Sont constatés les dépassements sur les crédits évaluatifs d'un montant de **607 389 548 979,73 Ariary**.

Sont autorisées en conséquence, en application de l'article 13 de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, les inscriptions des crédits correspondants, à titre de renflouement de ces dépassements.

Article 8:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant dans l'état récapitulatif annexé au présent projet de Loi, les résultats de l'année 2020 qui comprennent :

- 1- Le déficit des opérations du Budget Général, soit **2 670 135 996 578,93 Ariary** ;
- 2- L'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit **3 064 616 443,82 Ariary** ;
- 3- La perte dans l'exécution des Comptes Particuliers du Trésor soit **292 454 389 279,34 Ariary** ;
- 4- La variation nette du solde créditeur des Fonds de Contre-valeur soit **919 562 978,30 Ariary** ;
- 5- La variation nette du solde créditeur des comptes d'Emprunts, soit **2 522 217 247 225,88 Ariary** ;

6- La perte résultant de la gestion de trésorerie, soit **837 121 891 052,87 Ariary**.

Article 9:

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor la somme de **1 273 510 850 263,17 Ariary**, montant des résultats déficitaires de la gestion budgétaire de l'année 2020.

Article 10:

La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le

RAJOELINA Andry Nirina

**Vu Pour être annexé au Décret n°
du**

**Par Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement,**

NTSAY Christian